



CONSEIL COMMUNAL DU 10 SEPTEMBRE 2019
GEMEENTERAAD VAN 10 SEPTEMBER 2019

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

ORGANISATION - ORGANISATIE

Service SAC - Dienst GAS

- 1 **Sanctions administratives - Désignation d'agents constatateurs communaux pour dresser des constats d'infractions aux dispositions du Règlement Général de Police conformément à l'article 21 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses article 119, 119bis, 133 et 135 ;

Vu la nouvelle loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales, plus particulièrement l'article 21§1 ;

Considérant que la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales dispose que: "Les infractions qui peuvent uniquement faire l'objet de sanctions administratives peuvent également faire l'objet d'un constat par les personnes suivantes: (...) les agents communaux qui répondent aux conditions minimales fixées par le Roi, par arrêté délibéré en conseil des Ministres, en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétences, et désignés à cette fin par le conseil communal...";

Considérant que Mesdames Virginie Drossart, Iris Chimbinda Mateus, Patricia El Kadi et Messieurs Issam Harras et William Tordeur, agents contractuels, répondent aux conditions minimales fixés par le Roi et ont suivis la formation adéquate visée à l'article 21 de la loi du 24 juin 2013 ;

DECIDE:

De désigner Mesdames Virginie Drossart, Chimbinda Mateus Iris, El Kadi Patricia et Messieurs Issam Harras et William Tordeur pour dresser constat en cas d'infraction aux articles du Règlement général de police de Forest qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives.

Administratieve sancties - Aanduiding van gemeentelijke vaststellende ambtenaren om inbreuken vast te stellen op de bepalingen van het Algemeen Politierglement in overeenstemming met artikel 21 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en inzonderheid artikelen 119, 119bis, 133 en 135;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, meer bepaald artikel 21§1;

Overwegende dat de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties het volgende bepaalt: "De inbreuken die uitsluitend het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties kunnen eveneens worden vastgesteld door de volgende personen: (...) de gemeenteamttenaren die voldoen aan de door de koning vastgelegde minimumvoorwaarden, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad inzake de selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid, en die daartoe door de gemeenteraad werden aangesteld...";

Overwegende dat mevrouwen Virginie Drossart, Iris Chimbinda Mateus, Patricia El Kadi en de heren Issam Harras en William Tordeur, contractuele personeelsleden, voldoen aan de door de koning vastgelegde minimumvoorwaarden en de gepaste vorming bedoeld in artikel 21 van de wet van 24 juni 2013 hebben gevolgd;

BESLIST:

Mevrouwen Virginie Drossart, Iris Chimbinda Mateus, Patricia El Kadi en de heren Issam Harras en William Tordeur aan te duiden om vastellingen te doen in geval van inbreuken op de artikelen van het Algemeen Politiereglement van Vorst die het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties.

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 2 Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine n°4 Avenue du Roi et Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Plan de Qualité Paysagère et Urbanistique pour l'espace public du territoire du Canal de la Région de Bruxelles-Capitale (Beeldkwaliteitsplan ; BKP) – Approbation du Protocole d'accord pour la réalisation d'une Centrale de marchés.**

LE CONSEIL,

Vu L'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l'Ordonnance organique de revitalisation urbaine adoptant la « zone de revitalisation urbaine, dite « ZRU 2016 » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la

Comptabilité et au contrôle, articles 92 à 95 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 approuvant le programme du CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 octroyant une subvention de € 3.295.251,00 à la Commune de Forest pour l'exécution du programme CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Vu sa décision du 19 décembre 2017 :

D'approuver les conventions entre la Commune de Forest et la Région, conventions portant sur les modalités de partenariat et définissant les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions du programme approuvé du CRU « Avenue du Roi » ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer lesdites conventions, ci-annexées.

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2019 approuvant la modification n°1 du CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 avril 2019 octroyant les subventions complémentaires et modifiant les différents montants alloués aux bénéficiaires pour la réalisation des actions et opérations suite à la première modification du programme Contrat de Rénovation Urbaine – CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Vu sa décision du 2 juillet 2019 :

D'approuver l'avenant 1 à la convention du 28.01.2018 entre la Commune de Forest et la Région, avenant portant sur les modalités et les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions du programme approuvé du CRU « Avenue du Roi » après modification de programme n°1 ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer l'avenant 1, ci-annexé.

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu sa décision du 24 avril 2018 :

[...]

D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

[...];

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW ;

Vu la loi du 15 Juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges relatif au Plan de Qualité Paysagère et Urbanistique pour l'espace public du territoire du Canal de la Région de Bruxelles-Capitale (BKP/PR/KZ/BHG/BPB) rédigé par le Bureau

Bruxellois de Planification, Département Stratégie Territoriale, Rue de Namur, 59, 1000 Bruxelles, approuvé par le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale le 29 septembre 2017 ;

Considérant les opérations 1.A.2 *Talus SNCB* du CRU 4 et B.1 *Nouvelle centralité* du CQDW, lesquelles prévoit la réalisation par la Commune d'un Masterplan préalable pour le site des anciennes brasseries Wielemans-Ceuppens ;

Considérant l'opération C.1 *Masterplan site Charroi* du CQDW, laquelle prévoit la réalisation par la Commune d'un Masterplan sur le site Charroi ;

Considérant que ces deux périmètres d'études sont contigus et présentent de nombreux enjeux communs et/ou complémentaires ;

Considérant que le site Charroi fait intégralement partie du périmètre du Plan de Qualité Paysagère et Urbanistique pour l'espace public du territoire du Canal de la Région de Bruxelles-Capitale (Beeldkwaliteitsplan - BKP) ;

Considérant l'article 2, 4 ° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics permettant à une centrale de marchés de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs bénéficiaires ;

Considérant l'article 15 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale de marchés est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Considérant que le mécanisme de la centrale de marchés permet un regroupement des commandes et de dispenser les pouvoirs adjudicateurs bénéficiaires d'organiser eux-mêmes une procédure de marché public pour leurs commandes ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer un cadre pour la réalisation d'une Centrale de marchés entre le pouvoir adjudicateur organisateur « perspective.brussels (le Bureau Bruxellois du Planification (BBP)), Département Stratégie Territoriale, Rue de Namur, 59, 1000 Bruxelles » et « la catégorie de pouvoirs adjudicateurs visé à l'article 2.6 du cahier spécial des charges du « BKP » » ;

Considérant que la commune de Forest fait partie de « la catégorie de pouvoirs adjudicateurs visé à l'article 2.6 du cahier spécial des charges du « BKP » » ;

Considérant que l'adhésion, par la commune de Forest, à la centrale de marché prévue à l'article 2.6 du cahier spécial des charges du « BKP » permet à la Commune d'être dispensée de l'obligation d'organiser elle-même une procédure d'attribution (cf. l'article 15 de la loi du 15 juin 2006), ce qui permet notamment un gain de temps non négligeable ;

Considérant le Protocole d'accord au BKP pour l'espace public du territoire du Canal de la Région de Bruxelles-Capitale ci-joint ;

Considérant que les Masterplans précités pourraient être considérés comme des marchés ultérieurs liés à l'exécution du BKP tels que repris dans le troisième volet dudit protocole et que la centrale de marché prévue à l'article 2.6 du cahier spécial des charges du « BKP » permet à la Commune de recourir aux services de l'adjudicataire de l'accord-cadre, soit l'association momentanée ORG squared bvba, Quai des Charbonnages 30-34 à 1080 Bruxelles, et Bureau Bas Smets sprl, Place Madou 8 à 1210 Bruxelles ;

Considérant que la signature du protocole est la première étape pour adhérer à la centrale de marché susmentionnée ;

Considérant que la seconde étape est la notification par écrit au Bureau Bruxellois de la Planification de l'intention de la Commune d'adhérer à la centrale de marché prévue à l'article 2.6 du cahier spécial des charges du « BKP » ;

DECIDE :

D'approuver le Protocole d'accord au BKP pour l'espace public du territoire du Canal de la Région de Bruxelles-Capitale conclu entre le Bureau Bruxellois de la Planification et la commune de Forest ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer ledit protocole, ci-annexé ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, de notifier par écrit au Bureau Bruxellois de la Planification de l'intention de la Commune d'adhérer à la centrale de marché prévue à l'article 2.6 du cahier spécial des charges du « BKP » pour les opérations concernées dans les programmes du CRU 4 et du CQDW et de toute opération ultérieure pouvant découler desdites opérations ;

De déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, la décision d'adhérer à ladite centrale de marché sur base de la réponse du Bureau Bruxellois de la Planification à la notification écrite susmentionnée.

Heropleving van de Wijken – Stadsvernieuwingscontract nr. 4 Koningslaan en Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne – Beeldkwaliteitsplan (BKP) voor de publieke ruimte van het Kanaalgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Goedkeuring van het Protocolakkoord voor de totstandbrenging van een Opdrachtcentrale.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, waarmee de "zone voor stedelijke herwaardering" genaamd "ZSH 2016" werd goedgekeurd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten, houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, artikelen 92 t.e.m. 95;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot goedkeuring van het programma van SVC nr. 4 "Koningslaan";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot toekenning van een toelage van € 3.295.251,00 aan de Gemeente Vorst voor de uitvoering van het programma SVC nr. 4 “Koningslaan”;

Gelet op zijn beslissing van 19 december 2017 om:

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomsten tussen de Gemeente Vorst en het Gewest, overeenkomsten die betrekking hebben op de partnerschapsmodaliteiten en die de voorwaarden bepalen van de subsidiëring voor de uitvoering van de acties van het goedgekeurde programma van het SVC “Koningslaan”;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de voornoemde overeenkomsten, opgenomen in bijlage, te ondertekenen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2019 tot goedkeuring van wijziging nr. 1 van het SVC nr. 4 “Koningslaan”;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 april 2019 tot toekenning van de bijkomende subsidies en tot wijziging van de verschillende bedragen toegekend aan de begunstigen voor de uitvoering van de acties en operaties naar aanleiding van de eerste wijziging van het programma Stadsvernieuwingscontract – SVC nr. 4 “Koningslaan”;

Gelet op zijn beslissing van 2 juli 2019 om:

Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel 1 bij de overeenkomst van 28.01.2018 tussen de Gemeente Vorst en het Gewest, aanhangsel dat betrekking heeft op de modaliteiten en voorwaarden van subsidiëring voor de uitvoering van de acties van het goedgekeurde programma van het SVC “Koningslaan” na programmawijziging nr. 1;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om aanhangsel 1, opgenomen in bijlage, te ondertekenen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 euro voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op zijn beslissing van 24 april 2018 om:

[...];

Het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Wiels aan de Zenne aan te nemen;

[...];

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het bijzonder bestek met betrekking tot het Beeldkwaliteitsplan voor de publieke ruimte van het Kanaalgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BKP/PR/KZ/BHG/BPB), opgesteld door het Brussels Planningsbureau, Departement Territoriale Strategie, Naamsestraat 59, 1000 Brussel,

goedgekeurd door de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 29 september 2017;

Overwegende operaties 1.A.2 *Taluds NMBS* en B.1 *Nieuwe centraliteit* van het DWCW, die de opstelling door de Gemeente van een voorafgaand Masterplan voor de site van de voormalige brouwerijen Wielemans-Ceuppens voorzien;

Overwegende operatie C.1 *Masterplan Gerij-site* van het DWCW, dat de opstelling door de Gemeente van een Masterplan voor de Gerij-site voorziet;

Overwegende dat deze beide perimeters aan elkaar grenzen en tal van gemeenschappelijke en/aanvullende uitdagingen kennen;

Overwegende dat de Gerij-site integraal deel uitmaakt van het Beeldkwaliteitsplan (KBP) voor de publieke ruimte van het Kanaalgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende artikel 2, 4° van de wet van 15 juni 2006 inzake overheidsopdrachten, dat een opdrachtcentrale toelaat opdrachten voor werken, leveringen en diensten bestemd voor aanbestedende overheden te plaatsen;

Overwegende artikel 15 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten dat voorziet dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het mechanisme van de opdrachtcentrale het mogelijk maakt de bestellingen te groeperen en de begunstigde aanbestedende overheden ervan te ontlasten zelf een overheidsopdrachtenprocedure voor hun bestellingen te moeten opstarten;

Overwegende dat er een kader moet worden vastgelegd door de totstandbrenging van een Opdrachtcentrale tussen de organiserende aanbestedende overheid 'perspective.brussels (het Brussels Planningsbureau (BPB)), Departement Territoriale Strategie, Naamsestraat 59, 1000 Brussel' en 'de categorie van aanbestedende overheden bedoeld in artikel 2.6 van het bijzonder bestek van het BKP';

Overwegende dat de Gemeente Vorst deel uitmaakt van 'de categorie aanbestedende overheden bedoeld in artikel 2.6 van het bijzonder bestek van het BKP';

Overwegende dat de aansluiting door de Gemeente Vorst bij de opdrachtcentrale voorzien in artikel 2.6 van het bijzonder bestek van het BKP de Gemeente in staat stelt ontlast te worden van de verplichting zelf een gunningsprocedure te organiseren (zie artikel 15 van de wet van 15 juni 2006), wat onder meer een niet te veronachtzamen tijds winst mogelijk maakt;

Overwegende het Protocolakkoord bij het BKP voor de publieke ruimte van het Kanaalgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in bijlage;

Overwegende dat voornoemde Masterplannen beschouwd kunnen worden als latere opdrachten verbonden met de uitvoering van het BKP zoals vermeld in het derde luik van genoemd protocolakkoord en dat de opdrachtcentrale voorzien in artikel 2.6 van het bijzonder bestek van het BKP de Gemeente in staat stelt een beroep te doen op de diensten van de opdrachtnemer van het kaderakkoord, met name de tijdelijke vereniging ORG squared bvba, Koolmijnenkaai 30-34 te 1080 Brussel, en het Bureau Bas Smets bvba, Madouplein 8 te 1210 Brussel;

Overwegende dat de ondertekening van het protocolakkoord de eerste stap is van de aansluiting bij

bovenvermelde opdrachtcentrale;

Overwegende dat de tweede stap bestaat uit de schriftelijke kennisgeving aan het Brussels Planningsbureau van het voornemen van de Gemeente om bij de opdrachtcentrale voorzien in artikel 2.6 van het bijzonder bestek van het BKP aan te sluiten;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan het Protocolakkoord bij het BKP voor de publieke ruimte van het Kanaalgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gesloten tussen het Brussels Planningsbureau en de Gemeente Vorst;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om het protocolakkoord in bijlage te ondertekenen;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om het Brussels Planningsbureau schriftelijk kennis te geven van het voornemen van de Gemeente om aan te sluiten bij de opdrachtcentrale voorzien in artikel 2.6 van het bijzonder bestek van het BKP voor de betrokken operaties in de programma's van SVC 4 en van het DWCW en van iedere latere operatie die uit genoemde operaties kan voortvloeien;

De beslissing om bij genoemde opdrachtcentrale aan te sluiten, op basis van het antwoord van het Brussels Planningsbureau op bovenvermelde schriftelijke kennisgeving, over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris.

4 annexes / 4 bijlagen

3 Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – Opération 2C – Rénovation de la crèche « la Ruche » et augmentation de sa capacité d'accueil – rue Vanden Corput n°44 – Marché de services – Mission d'auteur de projet – Approbation de l'avenant 2 - Prise pour information - Application de l'article 236 de la Nouvelle Loi Communale.

LE CONSEIL,

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 236 relatif aux compétences du conseil et du collège des bourgmestres et échevins ;

Vu sa décision du 5 juillet 2016 approuvant les conditions, le montant estimé et le mode de passation (procédure négociée directe avec publicité) de ce marché ;

Vu la décision du Collège communal du 17 septembre 2015 :

D'attribuer le marché de service relatif à la mission d'auteur de projet pour l'opération 2C du Contrat de Quartier Durable Albert, à savoir « Rénovation de la crèche « la Ruche » et

augmentation de sa capacité d'accueil », à LOW-A SPRL, rue des archives 28 à 1170 Watermael-Boitsfort, conformément à son offre du 28 août 2015, pour un montant de 45.750,00 € HTVA, soit 55.357,50 € TVAC ;

Vu sa décision du 20 décembre 2016 :

D'approuver l'avenant 1 du marché de services relatif à la mission d'auteur de projet pour l'opération 2C du contrat de Quartier Durable Albert, à savoir « Rénovation de la crèche « La Ruche » et augmentation de sa capacité d'accueil » pour un montant total en plus de 22.829 € HTVA soit 27.623,09€ TVAC et révisions de prix incluses.

Vu la décision du Collège communal du 29 août 2019 de :

D'approuver l'avenant 2 du marché de services relatif à la mission d'auteur de projet pour la l'opération 2C du Contrat de Quartier Durable Albert, à savoir « Rénovation de la crèche « la Ruche » et augmentation de sa capacité d'accueil » pour un montant en plus de 25.450,50 € HTVA soit 30.795,11 € TVAC ;

D'inscrire cette dépense à l'article 844/722-60/03 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019 ;

De financer cette dépense supplémentaire à 81,29% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale ;

D'informer le conseil communal de la présente décision lors de sa plus prochaine séance.

DECIDE :

En application de l'article 236 de la nouvelle loi communale, de prendre pour information la décision du 29 août 2019 du collège des bourgmestre et échevins décidant d'approuver l'avenant 2 du marché de services relatif à la mission d'auteur de projet pour la l'opération 2C du Contrat de Quartier Durable Albert, à savoir « Rénovation de la crèche « la Ruche » et augmentation de sa capacité d'accueil » pour un montant en plus de 25.450,50 € HTVA soit 30.795,11 € TVAC ;

De prendre également pour information que la dépense pour ce marché est inscrite à l'article budgétaire 844/722-60/03 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert – Operatie 2C – Renovatie van het kinderdagverblijf 'La Ruche' en verhoging van de opvangcapaciteit – Vanden Corputstraat nr. 44 – Opdracht voor diensten – Opdracht van projectontwerper - Goedkeuring van aanhangsel 2 - Kennisneming - Toepassing van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

DE RAAD,

Gelet op de Besluiten van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van 10.900.000,00 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Albert;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236 betreffende de bevoegdheden van de Raad en van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op zijn beslissing van 5 juli 2016 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, van het geraamde bedrag en van de gunningswijze (onderhandelingsprocedure met bekendmaking) van deze opdracht;

Gelet op de beslissing van het College van 17 september 2015:

De opdracht voor diensten m.b.t. de opdracht van projectontwerper voor operatie 2C van het Duurzaam Wijkcontract Albert, nl. 'Renovatie van het kinderdagverblijf 'La Ruche' en verhoging van de opvangcapaciteit', te gunnen aan LOW-A bvba, Archiefstraat 28 te 1170 Watermaal-Bosvoorde, conform zijn offerte van 28 augustus 2015, voor een bedrag van € 45.750,00 excl. BTW of € 55.357,50 incl. BTW;

Gelet op zijn beslissing van 20 december 2016 om:

Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel 1 van de opdracht voor diensten m.b.t. de opdracht van projectontwerper voor operatie 2C van het Duurzaam Wijkcontract Albert, nl. 'Renovatie van het kinderdagverblijf 'La Ruche' en verhoging van de opvangcapaciteit' voor een totaal bijkomend bedrag van € 22.829 excl. BTW, d.w.z. € 27.623,09 incl. BTW en prijsherzieningen;

Gelet op de beslissing van het College van 29 augustus 2019 om:

Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel 2 van de opdracht voor diensten m.b.t. de opdracht van projectontwerper voor operatie 2C van het Duurzaam Wijkcontract Albert, nl. 'Renovatie van het kinderdagverblijf 'La Ruche' en verhoging van de opvangcapaciteit' voor een bijkomend bedrag van € 25.450,50 excl. BTW, d.w.z. € 30.795,11 incl. BTW;

Deze uitgave in te schrijven op artikel 844/722-60/03 'Oprichting van gebouwen in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

Deze bijkomende uitgave voor 81,29% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting;

BESLIST:

In toepassing van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 augustus 2019 om goedkeuring te verlenen aan aanhangsel 2 van de opdracht voor diensten m.b.t. de opdracht van projectontwerper voor operatie 2C van het Duurzaam Wijkcontract Albert, nl. 'Renovatie van het kinderdagverblijf 'La Ruche' en verhoging van de opvangcapaciteit' voor een bijkomend bedrag van € 25.450,50 excl. BTW, d.w.z. € 30.795,11 incl. BTW;

Tevens kennis te nemen van het feit dat de uitgave voor deze opdracht ingeschreven is op begrotingsartikel 844/722-60/03 'Oprichting van gebouwen in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2019.

4 Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine N°4 « Avenue du Roi » - Approbation de la Convention d'occupation à titre précaire du bâtiment sis Avenue Van Volxem, 400-402 à Forest – Revu de la décision #007/02.07.2019/A/0010#.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 2/07/2019 (#007/02.07.2019/A/0010#) :

D'approuver la convention d'occupation à titre précaire (proposée en annexe) d'un immeuble à usage semi-industriel avec ateliers ou dépôts, bureaux et dépendances sis avenue Van Volxem, 400 (hors locaux occupés actuellement par l'ONE), et d'un immeuble à appartements ou bureaux (excepté un appartement), entrée carrossable pour camions sur cour sis avenue Van Volxem, 402.

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer la convention d'occupation à titre

précaire.

Considérant qu'un des occupants n'a pas quitté les lieux ;

Considérant dès lors que le point 1. Objet – Description de la convention doit dès lors être adapté et que la phrase suivante a été ajoutée : « *Elle comprend par contre les locaux occupés par Monsieur Justin VETOKELE au rez-de-chaussée du bâtiment droit de la cour.* » ;

Considérant la proposition de convention d'occupation à titre précaire jointe en annexe ;

Vu La nouvelle loi communale ;

DECIDE,

D'approuver la modification apportée à la convention d'occupation à titre précaire (proposée en annexe) d'un immeuble à usage semi-industriel avec ateliers ou dépôts, bureaux et dépendances sis avenue Van Volxem, 400 (hors locaux occupés actuellement par l'ONE mais y compris les locaux occupés par *Monsieur Justin VETOKELE*), et d'un immeuble à appartements ou bureaux (excepté un appartement), entrée carrossable pour camions sur cour sis avenue Van Volxem, 402.

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer la convention d'occupation à titre précaire.

Heropleving van de wijken – Stadsvernieuwingscontract nr. 4 'Koningslaan' – Goedkeuring van de overeenkomst voor gebruik ter bedde van het gebouw gelegen Van Volxemlaan 400-402 te Vorst – Herziening van de beslissing #007/02.07.2019/A/0010#.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 2/07/2019 (#007/02.07.2019/A/0010#):

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst voor gebruik ter bedde van een gebouw voor semi-industrieel gebruik met werk- of opslagplaatsen, kantoren en bijgebouwen, gelegen Van Volxemlaan 400 (behalve de lokalen die op dit ogenblik door de ONE gebruikt worden), en een gebouw met appartementen of kantoren (één appartement uitgezonderd) en een berijdbare toegang voor vrachtwagens naar de binnenplaats, gelegen Van Volxemlaan 402 (voorgesteld in bijlage);

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de overeenkomst voor gebruik ter bedde te ondertekenen;

Overwegende dat een van de gebruikers de plaats niet verlaten heeft;

Overwegende dat punt 1. Voorwerp - Beschrijving van de overeenkomst derhalve dient te worden aangepast en dat de volgende zin werd toegevoegd: "*Daarentegen omvat het de door dhr. Justin VETOKELE gebruikte lokalen op de benedenverdieping van het rechtse gebouw op het binnenplein.*";

Overwegende het voorstel van overeenkomst voor gebruik ter bedde in bijlage;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT,

Goedkeuring te verlenen aan wijziging aangebracht in de overeenkomst (voorgesteld in bijlage) voor gebruik ter bede van een gebouw voor semi-industrieel gebruik met werk- of opslagplaatsen, kantoren en bijgebouwen, gelegen Van Volxemlaan 400 (behalve de lokalen die op dit ogenblik door de ONE gebruikt worden maar met inbegrip van de lokalen die gebruikt worden door *dhr. Justin VETOKELE*), en een gebouw met appartementen of kantoren (één appartement uitgezonderd) en een berijdbare toegang voor vrachtwagens naar de binnenplaats, gelegen Van Volxemlaan 402;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de overeenkomst voor gebruik ter bede te ondertekenen.

2 annexes / 2 bijlagen

5 Revitalisation des Quartiers – Contrat de Quartier Durable Abbaye – Opération 3.3.B « Construction d’une structure d’accueil de la petite enfance de 56 places » – Projet « crèche Teinturerie » – Approbation du plan de gestion – Prise pour information.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014 :

D’adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l’ensemble du dossier à l’approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour le 31 octobre au plus tard ;

De marquer son accord sur la participation financière de la Commune, participation s’élevant à 1.078.074,90 € en complément des subsides fédéraux et régionaux ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la décision du Conseil communal du 23 février 2016 :

D’approuver la modification de programme n°1 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l’ensemble du dossier de modification de programme n°1 à l’approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 25 mai 2016 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°1 du CQDAbbaye telle qu’approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 octobre 2016 :

D’approuver la modification de programme n°2 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l’ensemble du dossier de modification de programme n°2 à l’approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°2 du CQDAbbaye telle qu’approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 mai 2017 :

*D'approuver la modification de programme n°3 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°3 à l'approbation du
Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°3 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 août 2019 :

*D'approuver le plan de gestion de la nouvelle crèche « Teinturerie » ;
De transmettre ce plan de gestion à la Région afin qu'ils puissent lever la condition suspensive et libérer la première tranche de subside allouée à cette opération ;
De soumettre la présente décision – pour information – au Conseil communal lors de sa prochaine séance.*

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 août 2019 approuvant le plan de gestion pour la nouvelle crèche « Teinturerie ».

Heropleving van de Wijken – Duurzaam Wijkcontract Abdij – Operatie 3.3.B 'Bouw van een kinderopvangstructuur met 56 plaatsen' – Project 'kinderdagverblijf Ververij' – Goedkeuring van het beheerplan – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 om:

Het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij aan te nemen;

Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen ten laatste 31 oktober;

Zijn instemming te verlenen aan de financiële deelname van de Gemeente, deelname voor een bedrag van 1.078.074,90 € in aanvulling op de federale en gewestelijke subsidies;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 23 februari 2016 om:

Programmawijziging nr. 1 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 1 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 25 mei 2016 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Rudi Vervoort tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 oktober 2016 om:

Programmawijziging nr. 2 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 2 ter goedkeuring voor te leggen aan de

Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 mei 2017 om:

*Programmawijziging nr. 3 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;
Het volledige dossier van programmawijziging nr. 3 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;*

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 3 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 augustus 2019 om:

*Goedkeuring te verlenen aan het beheerplan voor het nieuwe kinderdagverblijf 'Ververij';
Dit beheerplan over te maken aan het Gewest opdat het de opschortende voorwaarde kan opheffen en de eerste schijf van de subsidie die werd toegekend aan deze operatie kan vrijmaken;
Huidige beslissing - ter kennisneming - voor te leggen aan de Gemeenteraad tijdens zijn volgende zitting;*

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 augustus 2019 tot goedkeuring van het beheerplan voor het nieuwe kinderdagverblijf 'Ververij'.

-
- 6 **Revitalisation des Quartiers – Contrat de Quartier Durable Abbaye – Projet « crèche Teinturerie » – Construction d'une structure d'accueil de la petite enfance de 56 places – Marché de services – Réalisation d'études complémentaires dans le cadre des travaux de dépollution du site « Neerstalle-Teinturerie » – Traitement de durée limitée, définition des filières d'évacuation, suivi de chantier et évaluation finale – Exclusivité et NLC art. 234 §3 – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la décision du Conseil communal du 23 février 2016 :

*D'approuver la modification de programme n°1 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°1 à l'approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu le courrier du 25 mai 2016 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°1 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 octobre 2016 :

*D'approuver la modification de programme n°2 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°2 à l'approbation du
Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°2 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 mai 2017 :

*D'approuver la modification de programme n°3 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°3 à l'approbation du
Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°3 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, particulièrement l'art. 42, §1^{er}, 1^o, d):

les travaux, fournitures ou services ne peuvent, être fournis que par un opérateur économique déterminé pour l'une des raisons suivantes :

i) l'objet du marché est la création ou l'acquisition d'une œuvre d'art ou d'une performance artistique unique ;

ii) il y a absence de concurrence pour des raisons techniques ;

iii) la protection de droits d'exclusivité, en ce compris les droits de propriété intellectuelle.

[...]

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures^o;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la nouvelle loi communale, particulièrement l'art. 234, §3, al. 1^{er} :

§ 3. Le collège des bourgmestre et échevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à [144.000 euros (AGRBC 14.6.2018, M.B. 25.6.2018)]. Dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 août 2019 :

D'approuver la réalisation du traitement de durée limitée, définition des filières d'évacuation, suivi de chantier et évaluation finale qui sera introduite auprès de Bruxelles Environnement ;

D'approuver de passer ce marché de services par facture acceptée ;

De désigner ABV Environment, chaussée d'Alsemberg 999 boîte 11 à 1180 Uccle pour mener à bien cette mission conformément à l'article 42, §1^{er}, 1^o, d) de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

D'approuver le montant de l'offre proposé (options comprises) par ABV Environment de 19.735,68 euros htva ou 23.880,17 euros tvac ;

*D'inscrire la dépense à l'article 9306/722-60/80 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019 ;
De financer la dépense par un emprunt à charge de la Commune ;
D'introduire une demande de subside pour la présente mission auprès de Bruxelles Environnement ;
D'informer le Conseil communal de sa décision lors de sa prochaine séance.*

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 août 2019 approuvant la réalisation d'études complémentaires dans le cadre des travaux de dépollution du site « Neerstalle-Teinturerie » : Traitement de durée limitée, définition des filières d'évacuation, suivi de chantier et évaluation finale.

Heropleving van de Wijken – Duurzaam Wijkcontract Abdij – Project 'kinderdagverblijf Ververij' – Bouw van een kinderopvangstructuur met 56 plaatsen – Opdracht voor diensten – Uitvoering van aanvullende studies in het kader van de saneringswerken aan de 'Neerstalle-Ververij'-site – Behandeling van beperkte duur, vastlegging van de verwijderingsprocedures, opvolging van de bouwplaats en eindevaluatie – Exclusiviteit en NGW art. 234 §3 – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van 10.900.000,00 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 23 februari 2016 om:

*Programmawijziging nr. 1 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;
Het volledige dossier van programmawijziging nr. 1 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;*

Gelet op het schrijven van 25 mei 2016 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Rudi Vervoort tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 oktober 2016 om:

*Programmawijziging nr. 2 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;
Het volledige dossier van programmawijziging nr. 2 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;*

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 mei 2017 om:

*Programmawijziging nr. 3 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;
Het volledige dossier van programmawijziging nr. 3 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;*

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 3 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, in het bijzonder artikel 42, §1, 1^o, d):

de werken, leveringen of diensten kunnen alleen door een bepaalde ondernemer worden verricht, om een van de volgende redenen:

i) de opdracht heeft als doel het vervaardigen of verwerven van een uniek kunstwerk of het leveren van een unieke artistieke prestatie;

ii) mededinging ontbreekt om technische redenen;

iii) exclusieve rechten moeten worden beschermd, met inbegrip van de intellectuele eigendomsrechten.

[...];

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 234, §3, 1^e lid:

§ 3. Het college van burgemeester en schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief BTW geraamd wordt op minder dan 144.000 euro (BBHR 14.6.2018, B.S. 25.6.2018)]. In dat geval wordt de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen;

Gelet op beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 augustus 2019:

Goedkeuring te verlenen aan de totstandbrenging van de behandeling van beperkte duur, vastlegging van de verwijderingsprocédés, opvolging van de bouwplaats en eindevaluatie die ingediend zal worden bij Leefmilieu Brussel;

De gunning van deze opdracht voor diensten via aanvaarde factuur goed te keuren;

ABV Environment, gevestigd Alsebergsesteenweg 999 bus 11 te 1180 Ukkel, aan te stellen om deze opdracht in goede banen te leiden, conform artikel 42, §1, 1^o, d) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Goedkeuring te verlenen aan het bedrag van de offerte (opties inbegrepen), voorgesteld door ABV Environment, van 19.735,68 euro excl. BTW of 23.880,17 euro incl. BTW;

De uitgave in te schrijven op artikel 306/722-60/80 'Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

De uitgave te financieren door een lening ten laste van de Gemeente;

Voor deze opdracht een subsidieaanvraag in te dienen bij Leefmilieu Brussel;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van zijn beslissing tijdens de eerstvolgende zitting;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 augustus 2019 tot goedkeuring van de uitvoering van aanvullende studies in het kader van de saneringswerken aan de

'Neerstalle-Ververij'-site: Behandeling van beperkte duur, vastlegging van de verwijderingsprocédés, opvolging van de bouwplaats en eindevaluatie.

7 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – Pôle Marconi – Opérations 2A et 2B – Construction d'une nouvelle maison de quartier et réaménagement d'espaces récréatifs et paysagers – Marché de services – Mission d'auteur de projet – Approbation de l'avenant 2. Prise pour information. Application de l'article 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

LE CONSEIL,

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 236 relatif aux compétences du conseil et du collège des bourgmestres et échevins ;

Revu la décision du Conseil communal du 24 mars 2015, de lancer un marché public de services ayant pour objet la « Désignation d'une équipe pluridisciplinaire, agissant en qualité d'auteur de projet », chargée des études et du contrôle et suivi des travaux des opérations 2AB du Contrat de Quartier Durable Albert, à savoir la « Construction d'une nouvelle maison de quartier et le réaménagement d'espaces récréatifs et paysagers », sis rue Marconi 41 à 1190 Forest ;

Revu la décision du Collège communal du 03 septembre 2015 :

D'attribuer le marché susdit à AgwA scrl, Rue des Palais 153, 1030 Bruxelles, conformément à son offre du 17 juillet 2015 se révélant comme la plus intéressante au regard des critères d'attribution, pour un montant total des honoraires de 149.181,62 euros hors T.V.A. ou 180.509,76 euros T.V.A. comprise ;

Vu la décision du Collège communal du 28 janvier 2016 :

D'approuver l'avenant n°1 du marché « Pôle Marconi : Mission d'auteur pour la construction d'une nouvelle maison de quartier et réaménagement d'espaces récréatifs et paysagers» en vue de la réalisation de tests d'infiltrométrie du sol, non prévus au cahier spécial des charges, afin d'étudier la gestion durable de l'eau sur le site, pour un montant de 770,00 € HTVA ou 931,70 € 21% TVAC, le montant total de la commande après avenant s'élevant donc à présent à 149.951,62 € HTVA ou 181.441,46 €, 21% TVAC ;

Vu la décision du Collège communal du 22 août 2019 :

D'approuver l'avenant n°2 du marché « Pôle Marconi : Mission d'auteur pour la construction d'une nouvelle maison de quartier et réaménagement d'espaces récréatifs et paysagers» en vue de palier le retard du chantier, pour un montant de 15.600,00 € HTVA soit 18.876,00 € TVAC, le montant total de la commande après avenant s'élevant donc à présent à 165.551,62 € HTVA ou 200.317,46 €, 21% TVAC;

D'inscrire cette dépense à l'article budgétaire 9304/722-60/74 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019 ;

De financer la dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale, soit un montant de 18.876,00 € TVAC, inscrit à l'article des recettes 9304/995-52/74 « Prélèvements sur le fonds de réserves extraordinaires » ;

D'informer le conseil communal de la présente décision lors de sa plus prochaine séance.

DECIDE :

En application de l'article 236 de la nouvelle loi communale, de prendre pour information la décision du 22 août 2019 du collège des bourgmestre et échevins décidant d'approuver l'avenant n°2 du marché « Pôle Marconi : Mission d'auteur pour la construction d'une nouvelle maison de quartier et réaménagement d'espaces récréatifs et paysagers » en vue de palier le retard du chantier, pour un montant de 15.600,00 € HTVA soit 18.876,00 € TVAC, le montant total de la commande après avenant s'élevant donc à présent à 165.551,62 € HTVA ou 200.317,46 €, 21% TVAC ;

De prendre également pour information que la dépense pour ce marché est inscrite à l'article budgétaire 9304/722-60/74 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019.

**Heropleving van de wijken - Duurzaam Wijkcontract Albert - Marconipool - Operaties 2A en 2B –
Bouw van een nieuw buurthuis en heraanleg van recreatieve en landschappelijke ruimten –
Opdracht voor diensten – Opdracht van projectontwerper – Goedkeuring van aanhangsel 2 –
Kennismeming – Toepassing van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet.**

DE RAAD,

Gelet op de Besluiten van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van 10.900.000,00 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Albert;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236 betreffende de bevoegdheden van de Raad en van het College van Burgemeester en Schepenen;

De beslissing van de Gemeenteraad van 24 maart 2015 herzien om een overheidsopdracht voor diensten op te starten voor de “Aanstelling van een multidisciplinair team handelend in de hoedanigheid van projectontwerper”, belast met de studies en de controle en opvolging van de werkzaamheden voor operatie 2A en 2B van het Duurzaam Wijkcontract Albert, namelijk de ‘Bouw van een nieuw buurthuis en herinrichting van recreatieve en landschappelijke ruimten’, gelegen Marconistraat 41 te 1190 Vorst;

De beslissing van het College van 3 september 2015 herzien, waarin beslist werd :

Bovenvermelde opdracht toe te wijzen aan AgwA cvba, Paleizenstraat 153 te 1030 Brussel, overeenkomstig haar offerte van 17 juli 2015, die met het oog op de gunningscriteria het interessantst is gebleken, voor een totaalbedrag van de erelonen van 149.181,62 euro excl. BTW of 180.509,76 euro incl. BTW;

Gelet op de beslissing van het College van 28 januari 2016 om :

Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel nr. 1 van de opdracht ‘Marconipool: Opdracht van projectontwerper voor de bouw van een nieuw buurthuis en heraanleg van recreatieve en landschappelijke ruimten’, met het oog op de uitvoering van testen aangaande de waterdichtheid van de bodem, niet voorzien in het bijzonder bestek, teneinde het duurzame waterbeheer op de site te onderzoeken, voor een bedrag van € 770,00 excl. BTW of € 931,70 incl. 21% BTW, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsel momenteel dus neerkomt op € 149.951,62 excl. BTW of € 181.441,46 incl. 21% BTW;

Gelet op de beslissing van het College van 22 augustus 2019 om :

Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel nr. 2 van de opdracht ‘Marconipool: Opdracht van projectontwerper voor de bouw van een nieuw buurthuis en heraanleg van recreatieve en

landschappelijke ruimten’, met het oog op het opvangen van de vertraging in de werkzaamheden, voor een bedrag van € 15.600,00 excl. BTW ofte € 18.876,00 incl. 21% BTW, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsel momenteel dus neerkomt op € 149.951,62 excl. BTW ofte € 181.441,46 incl. 21% BTW;

Deze uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 9304/722-60/74 ‘Oprichting van gebouwen in uitvoering’ van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

De uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, namelijk een bedrag van € 18.876,00 incl. BTW, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9304/995-52/74 ‘Overboeking uit het buitengewone reservefonds’;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting;

BESLIST:

In toepassing van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet, kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 augustus 2019 om goedkeuring te verlenen aan aanhangsel nr. 2 van de opdracht ‘Marconipool: Opdracht van projectontwerper voor de bouw van een nieuw buurthuis en heraanleg van recreatieve en landschappelijke ruimten’, met het oog op het opvangen van de vertraging in de werkzaamheden, voor een bedrag van € 15.600,00 excl. BTW ofte € 18.876,00 incl. 21% BTW, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsel momenteel dus neerkomt op € 149.951,62 excl. BTW ofte € 181.441,46 incl. 21% BTW;

Tevens kennis te nemen van het feit dat de uitgave ingeschreven is op begrotingsartikel 9304/722-60/74 ‘Oprichting van gebouwen in uitvoering’ van de buitengewone dienst van de begroting 2019.

8 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – Opération 1G « Aménagement de la place Albert et jonctions avec les axes de circulation » vers 3C « Rénovation de la voirie et des trottoirs de la rue Vanden Corput » – Modalités d’intervention par Beliris - Approbation du protocole d’accord 4.1.53. Avenant 2.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Vu le protocole d’accord du 30 janvier 2015 signé entre la Commune de Forest et BELIRIS;

Vu le premier avenant au protocole d’accord qui délègue la maîtrise d’ouvrage du réaménagement de la rue Berkendael à BELIRIS ;

Vu l’ouverture des offres qui a eu lieu le 5 septembre 2018 ;

Vu que les budgets disponibles étaient insuffisants pour l’attribution du marché au soumissionnaire économiquement le plus avantageux ;

Considérant que BELIRIS approuve le transfert de 250.000€ TVAC du projet 1G « Aménagement de la place Albert et jonctions avec les axes de circulation » vers le projet 3C « Rénovation de la voirie et des trottoirs de la rue Vanden Corput »;

Considérant que cette décision de BELIRIS fait l'objet d'un deuxième avenant au protocole ;

Considérant que le protocole d'accord soumis par BELIRIS (cf. document en annexe) détaille les modalités de coopération entre la Commune et BELIRIS pour les opérations du Contrat de Quartier Durable Albert susmentionnées ;

DECIDE:

D'approuver le deuxième avenant au protocole d'accord soumis par BELIRIS(cf. document annexe) ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer le protocole d'accord 4.1.53. Avenant 2.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert – Operatie 1G ‘Aanleg van het Albertplein en verbindingen met de verkeerswegen’ naar 3C ‘Renovatie van de weg en de voetpaden van de Vanden Corputstraat’ – Interventiemodaliteiten door Beliris – Goedkeuring van het protocolakkoord 4.1.53.1. Aanhangsel 2.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Albert;

Gelet op het protocolakkoord van 30 januari 2015, ondertekend tussen de Gemeente Vorst en BELIRIS;

Gelet op het eerste aanhangsel van het protocolakkoord, dat het bouwheerschap voor de heraanleg van de Berkendaelstraat overdraagt aan BELIRIS;

Gelet op de opening van de offertes die plaatsvond op 5 september 2018;

Gelet op het feit dat de beschikbare budgetten ontoereikend waren voor de gunning van de opdracht aan de economisch voordeligste inschrijver;

Overwegende dat BELIRIS de overdracht van € 250.000 van het project 1G ‘Aanleg van het Albertplein en verbindingen met de verkeerswegen’ naar het project 3C ‘Renovatie van de weg en de voetpaden van de Vanden Corputstraat’ goedkeurt;

Overwegende dat deze beslissing van BELIRIS het voorwerp uitmaakt van een tweede aanhangsel bij het protocolakkoord;

Overwegende dat het protocolakkoord voorgelegd door BELIRIS (cf. document in bijlage) de samenwerkingsmodaliteiten tussen de Gemeente en BELIRIS voor de bovenvermelde operaties van het Duurzaam Wijkcontract Albert uitvoerig beschrijft;

BESLIST,

Het tweede aanhangsel bij het protocolakkoord voorgelegd door BELIRIS (cf. document in bijlage) goed

te keuren;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om het protocolakkoord 4.1.53. Aanhangsel 2 te ondertekenen.

1 annexe / 1 bijlage

9 **Revitalisation des quartiers - Propriétés communales – Contrat de Quartier Durable Albert - Pôle Albert - Opération 1B - Complexe Centr'Al – Mise à disposition du local sis au bâtiment 129-131 avenue Besme à Forest à destination d'une cabine haute tension - Bail emphytéotique SIBELGA - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant que l'opération 1B consiste en la construction d'un complexe d'équipements à vocations culturelle et sportive ;

Considérant que le bâtiment sis à Forest, avenue Besme 129-131, étant répertorié au Cadastre dans la Division 3, Section B, parcelles n°50w6 et n°50x6, est construit dans le cadre du Contrat de Quartier Durable Albert;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché des travaux, d'aménager au niveau - 1 du complexe Centr'Al une nouvelle cabine de transformation haute tension par Sibelga pour les besoins de l'immeuble ainsi que de la distribution d'électricité dans le quartier où le bien est situé ;

Considérant que ce local a une superficie de 12 m² et est indiqué en rouge sur le plan n° 30/R40864 (cf. document annexe). La zone de ventilation est comprise dans l'emphytéose et est de 2,2 m² ;

Considérant que le bail emphytéotique soumis par SIBELGA (cf. document en annexe) détaille les modalités de mise à disposition de ce local entre la Commune et SIBELGA à partir du 25 février 2019, date de la réception du local cabine Haute tension, et pour une durée de 99 ans ;

Considérant que la mise à disposition du local donne droit au bailleur, soit la Commune, d'une intervention financière forfaitaire et unique, payée par Sibelga, d'un montant maximum de 12.500 € ;

DECIDE :

D'approuver le bail emphytéotique de mise à disposition et ses annexes (ci-jointes) régissant la mise à disposition à Sibelga à partir du 25 février 2019 et pour une durée de 99 années d'un local de 12 m² au niveau -1 du complexe Centr'AL, sis à Forest au 129-131 avenue Besme, répertorié au Cadastre dans la Division 3, Section B, parcelles n°50w6 et n°50x6 et construite dans le cadre du Contrat de quartier Durable Albert ;

De donner pouvoir au collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son remplaçant, aux fins de signer valablement, pour la commune de Forest, le bail emphytéotique et ses annexes de mise à disposition du local destiné à l'aménagement d'une cabine Haute Tension par Sibelga.

Heropleving van de Wijken – Gemeentelijke Eigendommen – Duurzaam Wijkcontract Albert – Albertpool – Operatie 1B – Complex Centr'Al – Terbeschikkingstelling van het lokaal gelegen in het gebouw in de Besmelaan 129-131 te Vorst, bestemd voor een hoogspanningscabine – Erfpachtovereenkomst SIBELGA – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Besluiten van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van 10.900.000,00 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Albert;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat operatie 1B bestaat uit de bouw van een complex van voorzieningen met een culturele en sportieve bestemming;

Overwegende dat het gebouw gelegen te Vorst, Besmelaan 129-131, in het Kadaster opgenomen in Afdeling 3, Sectie B, percelen nr. 50w6 en nr. 50x6, gebouwd werd in het kader van het Duurzaam Wijkcontract Albert;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht van werken nodig is gebleken op niveau -1 van het complex Centr'Al door Sibelga een nieuwe hoogspanningscabine in te richten voor de behoeften van het gebouw alsook van de elektriciteitsdistributie in de wijk waar het goed gelegen is;

Overwegende dat dit lokaal een oppervlakte van 12 m² heeft en in het rood weergegeven staat op plan nr. 30/R40864 (zie document in bijlage). De ventilatiezone is in de erfpacht inbegrepen en heeft een oppervlakte van 2,2 m²;

Overwegende dat de erfpachtovereenkomst die door SIBELGA wordt voorgelegd (zie document in bijlage) de modaliteiten van de terbeschikkingstelling van dit lokaal tussen de Gemeente en SIBELGA vanaf 25 februari 2019, opleveringsdatum van de hoogspanningscabine, en voor een duur van 99 jaar uitvoerig beschrijft;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling van het lokaal de verpachter, namelijk de Gemeente, recht geeft op een forfaitaire en eenmalige financiële tussenkomst, betaald door Sibelga, voor een maximaal bedrag van € 12.500;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de erfpachtovereenkomst van terbeschikkingstelling en haar bijlagen (hier bijgevoegd) van toepassing op de terbeschikkingstelling aan Sibelga, vanaf 25 februari 2019 en voor een duur van 99 jaar, van een lokaal van 12 m² op niveau -1 van het complex Centr'Al, gelegen te Vorst in de Besmelaan 129-131, opgenomen in het Kadaster in Afdeling 3, Sectie B, percelen nr. 50w6 en nr. 50x6 en gebouwd in het kader van het Duurzaam Wijkcontracten Albert;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar vervanger, machtiging te verlenen om de erfpachtovereenkomst van terbeschikkingstelling van het lokaal bestemd voor de inrichting van een hoogspanningscabine door Sibelga en haar bijlagen rechtsgeldig te ondertekenen voor de gemeente Vorst.

4 annexes / 4 bijlagen

ORGANISATION - ORGANISATIE

Informatique / Téléphonie / Archivage - Informatica / Telefonie / Archivering

10 Informatique - Acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit :

« L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires.

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2019 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service SIPP 131/742-53/15

1	HP-Elitebook8G5	875,00 €
1	Sac transport 15.6	11,76 €
1	BEAMER – OPTOMA W318ST	603,00 €
TOTAL		1.489,76 €

TOTAL +TVA	1.805,00 €
------------	------------

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 131/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2018, soit 2.000,00 € ;

Pour le service INFORMATIQUE 139/742-53/15

70	HP-Elitebook8G5	26.250,00 €
70	Sac transport 15.6	823,20 €
30	Hp Elitedisplay E243 23,8 docking monitor	20.328,70 €
TOTAL		47.401,90 €
TOTAL +TVA		57.357,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2019, soit 117.000,00 € ;

Pour le service Mobilité 410/742-53/85

1	Ipad – 9-7 inch	570,54 €
TOTAL		570,54 €
TOTAL +TVA		691,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 410/742-53/85 du service extraordinaire du budget 2019, soit 700,00 € ;

Pour le service Voirie 421/742-53/30

1	Ipad – 9-7 inch	570,54 €
TOTAL		570,54 €
TOTAL +TVA		691,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 421/742-53/30 du service extraordinaire du budget 2019, soit 1.300,00 € ;

Pour le service ENSEIGNEMENT FR 7201/742-53/15

3	HP-Elitebook8G5	2.625,00 €
3	Sac transport 15.6	35,28 €
3	Hp Elitedisplay E243 23,8 docking monitor	871,23 €
TOTAL		3.531,51 €
TOTAL +TVA		4.275,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2019, soit 60.800,00 € ;

Pour le service ENSEIGNEMENT NL 7202/742-53/51

13	HP-Elitebook8G5	11.375,00 €
----	-----------------	-------------

13	Sac transport 15.6	152,88 €
TOTAL		11.527,88 €
TOTAL +TVA		13.950,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 7202/742-53/51 du service extraordinaire du budget 2019, soit 25.000,00 € ;

Pour le service Jeunesse 761/742-53/15

1	HP-Elitebook8G5	875,00 €
1	Sac transport 15.6	11,76 €
TOTAL		886,76 €
TOTAL +TVA		1.075,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 761/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2019, soit 2.000,00 € ;

Pour le service Culture NL 7622/742-53/53

1	HP-Elitebook8G5	875,00 €
1	Sac transport 15.6	11,76 €
TOTAL		886,76 €
TOTAL +TVA		1.075,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 7622/742-53/53 du service extraordinaire du budget 2019, soit 1.500,00 € ;

Pour le service Culture NL 764/742-53/15

1	HP-Elitebook8G5	875,00 €
1	Sac transport 15.6	11,76 €
TOTAL		886,76 €
TOTAL +TVA		1.075,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 764/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2019, soit 2.000,00 € ;

Pour le service Bibliothèque NL 7672/742-53/53

2	HP-Elitebook8G5	1.750,00 €
2	Sac transport 15.6	23,52 €
2	Hp Elitedisplay E243 23,8 docking monitor	580,82 €
TOTAL		2.354,34 €
TOTAL +TVA		2.850,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 7672/742-53/53 du service extraordinaire du budget 2019, soit 3.000,00 € ;

Pour le service Petite enfance 844/742-53/15

4	HP-Elitebook8G5	3.500,00 €
4	Sac transport 15.6	47,04 €
5	Hp Elitedisplay E243 23,8 docking monitor	1.452,05 €
TOTAL		4.999,09 €
TOTAL +TVA		6.050,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 844/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2019, soit 6.200,00 € ;

Pour le service CQ 930/742-53/29

2	Ipad – 9-7 inch	1.141,08 €
TOTAL		1.141,08 €
TOTAL +TVA		1.385,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 930/742-53/29 du service extraordinaire du budget 2019, soit 1.400,00 € ;

Pour le service CQ 9308/742-53/15

2	HP Elitedisplay E243 23,8	282,00 €
2	HP ProBook 600 G4	1.316,00 €
TOTAL		1.598,00 €
TOTAL +TVA		1.935,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques **en MB2** à l'article **9308/742-53/15** du service extraordinaire du budget 2019, soit 2.115,00 € ;

DECIDE,

De désigner le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes ECONOCOM, DIALOG, ORANGE,MINEOS, SWITCH/IT PRO NV ;

De désigner GIAL pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes, DEFILANGUES;

D'inscrire la dépense de 1.805,00 € (TVAC) à l'article 131/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2019 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 57.357,00 € (TVAC) à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2019 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 691,00 € (TVAC) à l'article 410/742-53/85 du service extraordinaire du budget 2019 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 691,00 € (TVAC) à l'article 421/742-53/30 du service extraordinaire du budget 2019 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 4.275,00 € (TVAC) à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2019 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 13.950,00 € (TVAC) à l'article 7202/742-53/51 du service extraordinaire du budget 2019 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 1.075,00 € (TVAC) à l'article 761/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2019 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 1.075,00 € (TVAC) à l'article 7622/742-53/53 du service extraordinaire du budget 2019 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 1.075 € (TVAC) à l'article 764/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2019 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 2.850,00 € (TVAC) à l'article 7672/742-53/53 du service extraordinaire du budget 2019 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 6.050,00 € (TVAC) à l'article 844/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2019 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 1.385,00 € (TVAC) à l'article 930/742-53/29 du service extraordinaire du budget 2019 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 1.935,00 € (TVAC) à l'article 9308/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2019 pour acquisition de matériel au CIRB ;

De financer les dépenses aux articles 131/74-53/15 - 139/742-53/15 - 410/742-53/15 - 421/742-53-15 - 761/742-53/15 - 7622/742-53/53 - 764/742-53/15 - - 844/742-53/15 - 930/742-53/29 - par un emprunt, et aux articles 7201/742-53/15, 7202/742-53/15, **7672/742-53/15 et 9308/742-53/15** par subsides.

Informatica - Aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijk informaticapark.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijke informaticapark;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst met nr CM1008 tussen het Centrum voor informatica voor het Brusselse Gewest en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten

voor aanneming van werken, leveringen en diensten (“De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden”);

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt:

“Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.”

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en van daarmee verband houdende softwareprogramma's;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2019;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt geraamd wordt:

Voor de dienst IDPBW 131/742-53/15

1	HP-Elitebook8G5	875,00 €
1	Transporttas 15.6	11,76 €
1	BEAMER – OPTOMA W318ST	603,00 €
TOTAAL		1.489,76 €
TOTAAL + BTW		1.805,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 131/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2018, namelijk 2.000,00 €;

Voor de informaticadienst 139/742-53/15

70	HP Elitedisplay E243 23,8 docking monitor	26.250,00 €
70	Transporttas 15.6	823,20 €
30	HP-Elitebook8G5	20.328,70 €
TOTAAL		47.401,90 €
TOTAAL + BTW		57.357,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2019, namelijk 117.000,00 €;

Voor de dienst Mobiliteit 410/742-53/85

1	Ipad – 9-7 inch	570,54 €
TOTAAL		570,54 €
TOTAAL + BTW		691,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 410/742-53/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2019, namelijk 700,00 €;

Voor de dienst Wegenis 421/742/-53/30

1	Ipad – 9-7 inch	570,54 €
TOTAAL		570,54 €
TOTAAL + BTW		691,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 421/742-53/30 van de buitengewone dienst van de begroting 2019, namelijk 1.300,00 €;

INFORMATICA

Voor de dienst ONDERWIJS NL 7202/742-53/51

13	HP-Elitebook8G5	11.375,00 €
13	Transporttas 15.6	152,88 €
TOTAAL		11.527,88 €
TOTAAL + BTW		13.950,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 7202/742-53/51 van de buitengewone dienst van de begroting 2019, namelijk 25.000,00 €;

Voor de dienst Jeugd 761/742-53/15

1	HP-Elitebook8G5	875,00 €
1	Transporttas 15.6	11,76 €
TOTAAL		886,76 €
TOTAAL + BTW		1.075,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 761/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2019, namelijk 2.000,00 €;

Voor de dienst Cultuur NL 7622/742-53/53

1	HP-Elitebook8G5	875,00 €
1	Transporttas 15.6	11,76 €
TOTAAL		886,76 €
TOTAAL + BTW		1.075,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 7622/742-53/53 van de buitengewone dienst van de begroting 2019, namelijk 1.500,00 €;

Voor de dienst Cultuur NL 764/742-53/15

1	HP-Elitebook8G5	875,00 €
1	Transporttas 15.6	11,76 €
TOTAAL		886,76 €
TOTAAL + BTW		1.075,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 764/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2019, namelijk 2.000,00 €;

Voor de dienst Bibliotheek NL 7672/742-53/53

2	HP-Elitebook8G5	1.750,00 €
2	Transporttas 15.6	23,52 €
2	HP Elitedisplay E243 23,8 docking monitor	580,82 €
TOTAAL		2.354,34 €
TOTAAL + BTW		2.850,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 7672/742-53/53 van de buitengewone dienst van de begroting 2019, namelijk 3.000,00 €;

Voor de dienst Kinderopvang 844/742-53/15

4	HP-Elitebook8G5	3.500,00 €
4	Transporttas 15.6	47,04 €
5	HP Elitedisplay E243 23,8 docking monitor	1.452,05 €
TOTAAL		4.999,09 €
TOTAAL + BTW		6.050,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 844/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2019, namelijk 6.200,00 €;

Voor de dienst WC 930/742-53/29

2	Ipad – 9-7 inch	1.141,08 €
TOTAAL		1.141,08 €
TOTAAL + BTW		1.385,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 930/742-53/29 van de buitengewone dienst van de begroting 2019, namelijk 1.400,00 €;

Voor de dienst WC 9308/742-53/15

2	HP Elitedisplay E243 23,8	282,00 €
2	HP ProBook 600 G4	1.316,00 €
TOTAAL		1.598,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 9305/742-53/77 van de buitengewone dienst van de begroting 2019, namelijk 2.115,00 €;

BESLIST,

Het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's ECONOCOM, DIALOG, ORANGE, MINEOS, SWITCH/IT PRO NV;

GIAL aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma DEFILANGUES;

De uitgave van 1.805,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 131/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 57.357,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 691,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 410/742-53/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 691,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 421/742-53/30 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 4.275,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 13.950,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 7202/742-53/51 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 1.075,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 761/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 1.075,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 7622/742-53/53 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 1.075,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 764/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 2.850,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 7672/742-53/53 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 6.050,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 844/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 1.385,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 930/742-53/29 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 1.935,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 9308/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

Deze uitgave te financieren door een lening op artikelen 131/74-53/15 - 139/742-53/15 – 410/742-53/15 - 421/742-53-15 – 761/742-53/15 - 7622/742-53/53 - 764/742-53/15 - 764/742-53/15 - 844/742-53/15 - 930/742-53/29 - 9308/742-53//15, en door subsidies op artikelen 7201/742-53/15 - 7202/742-53/15.

AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERLIJKE ZAKEN

Etat civil - Burgerlijke stand

11 Etat civil – Délocalisation de la salle des mariages.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 6 mai 2014 de célébrer les mariages dans la salle du château de l'Abbaye de Forest à partir du 1^{er} juin 2014 ;

Considérant que plusieurs mariages seront célébrés le samedi 21 septembre 2019 ;

Considérant que les Fêtes Médiévales 2019 seront organisées dans le site de l'Abbaye pendant le week-end du 20 au 22 septembre 2019 ;

Considérant que de ce fait, la salle du château de l'Abbaye de Forest sera inaccessible le samedi 21 septembre 2019 ;

Considérant qu'il est donc impératif de délocaliser la salle des mariages le samedi 21 septembre 2019 ;

Vu l'article 165/1 du Code civil belge ;

DECIDE :

De célébrer les mariages dans la salle du Conseil de l'hôtel communal (premier étage) le samedi 21 septembre 2019 .

Burgerlijke stand – Verplaatsing van de trouwzaal.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 6 mei 2014 om de huwelijken vanaf 1 juni 2014 te voltrekken in de zaal van het kasteel van de Abdij van Vorst;

Overwegende dat er meerdere huwelijken zullen worden voltrokken op zaterdag 21 september 2019;

Overwegende dat de Middeleeuwse Feesten 2019 tijdens het weekend van 20 tot 22 september 2019 zullen

worden georganiseerd op de site van de Abdij;

Overwegende dat de zaal van het kasteel van de Abdij van Vorst daardoor op zaterdag 21 september 2019 ontoegankelijk zal zijn;

Overwegende dat de trouwzaal bijgevolg op zaterdag 21 september 2019 verplaatst moet worden;

Gelet op artikel 165/1 van het Belgisch burgerlijk wetboek;

BESLIST:

Op zaterdag 21 september 2019 de huwelijken te voltrekken in de Raadzaal van het gemeentehuis (eerste verdieping).

Population - Bevolking

12 Population - Acquisition de lecteurs de "cartes d'identité" - Application de l'article 249 de la Nouvelle Loi communale.

LE CONSEIL,

Vu que les lecteurs « cartes d'identité » actuellement en fonction à tous les guichets des services population, étrangers et permis de conduire/passeports sont obsolètes et tombent régulièrement en panne ;

Etant donné qu'il n'y a plus de lecteur en réserve pour remplacer immédiatement un lecteur défectueux ;

Vu que ce matériel est la base de travail et primordial pour le fonctionnement des différents guichets, il est indispensable de prévoir l'achat de nouveaux lecteurs de dernière génération ;

Vu que notre fournisseur désigné pour les logiciels administratifs Saphir, Mercurius est la s.a. Civadis et le seul à pouvoir fournir ce matériel et à le configurer avec lesdits logiciels ainsi qu'avec Belpas et Belpic, logiciels en liaison directe avec respectivement le SPF Ministère des Affaires étrangères et le SPF Ministère de l'Intérieur Registre national ;

Etant donné qu'il y a lieu de prévoir l'acquisition de 15 lecteurs (13 guichets + 2 réserves) ;

Vu l'offre du 31 juillet 2019 pour 15 lecteurs eid DiOSS (et l'installation pour 13) de la s.a. Civadis – rue de Neverlée 12 à 5020 Namur – fournisseur désigné pour les logiciels Saphir, Mercurius, ...

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures et notamment l'article 26§1,1°, a et f;

Considérant que la dépense estimée à 10.905 € TVAC émerge à l'article 104/742-53/20 du service extraordinaire du budget 2019 ;

Vu la Nouvelle Loi Communale et plus particulièrement son article 249 ;

Vu l'urgence impérieuse et imprévisible ;

DECIDE,

De prendre acte de la décision du collège échevinal du 22 août 2019 de :

De faire application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale pour l'acquisition de quinze lecteurs de cartes d'identité ;

De choisir la procédure négociée sans publicité en application de l'article 26§1, 1°, a et f) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

De commander les 15 lecteurs eid DiOSS (+ l'installation de 13 lecteurs) auprès de la s.a. Civadis (fournisseur désigné) située rue de Néverlée 12 à 5020 Namur, suivant son offre du 31 juillet 2019 ;

D'admettre la dépense de 10.905 € TVAC et de l'inscrire à l'article 104/742-53/20 du service extraordinaire du budget 2019 ;

De financer cette dépense par un emprunt.

Bevolking - Aankoop van "identiteitskaart"-lezers - Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

DE RAAD,

Overwegende dat de "identiteitskaart"-lezers die momenteel gebruikt worden aan alle loketten van de diensten bevolking, vreemdelingen en rijbewijzen/paspoorten verouderd zijn en hierdoor regelmatig uitvallen;

Aangezien er geen reservelezers meer voorhanden zijn om een defecte lezer onmiddellijk te vervangen;

Aangezien dit materiaal de werkbasis is en dus van essentieel belang voor de werking van de verschillende loketten, is het onontbeerlijk de aankoop van nieuwe lezers van de laatste generatie te voorzien;

Overwegende dat onze leverancier aangesteld voor de administratieve software Saphir, Mercurius de s.a. Civadis is en de enige is die dit materiaal kan leveren en configureren met voornoemde software alsook met Belpas en Belpic, software die rechtstreeks is verbonden met respectievelijk de FOD Ministerie van Buitenlandse zaken en de FOD IBZ Rijksregister;

Overwegende dat het aangewezen is de aankoop van 15 lezers (13 loketten + 2 reserve) te voorzien;

Gelet op de offerte van 31 juli 2019 voor 15 lezers eid DiOSS (en de installatie van 13 lezers) van de s.a. Civadis – rue de Neverlée 12 te 5020 Namur – aangesteld leverancier voor de software Saphir, Mercurius,
...

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen en inzonderheidk artikel 26 §1, 1°, a en f;

Overwegende dat de uitgave geraamd op 10.905 € BTWI behoort tot artikel 104/742-53/20 van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en inzonderheid artikel 249;

Gelet op de dringende en onvoorzienbare noodzaak;

BESLIST,

Akte te nemen van de beslissing van het schepencollege van 22 augustus 2019 om:

Artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen voor de aankoop van vijftien “identiteitskaart”-lezers;

Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 26 §1, 1°, a en f) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen;

De 15 lezers eid DiOSS (+ de installatie van 13 lezers) te bestellen bij de s.a. Civadis (aangestelde leverancier) gelegen rue de Néverlée 12 te 5020 Namur, volgens zijn offerte van 31 juli 2019;

In te stemmen met de uitgave van 10.905 € BTWI en ze in te schrijven op artikel 104/742-53/20 van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

De uitgave te financieren door een lening.

FINANCES - FINANCIËN

Taxes / Comptabilité - Facturation / Cultes - Belastingen / Boekhouding - Facturatie / Erediensten

13 Finances - Communauté israélite libérale BETH HILLEL - Compte 2018.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte 2018 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL, arrêté comme suit par le conseil de la Communauté :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	31.950,00 €	47.037,23 €	78.987,23 €

DEPENSES	30.600,42 €	28.000,00 €	58.600,42 €
----------	-------------	-------------	-------------

EXCEDENT : 20.386,81 €

Considérant que nous recevons uniquement des extraits de compte en guise de justificatif, dont l'extrait final ne correspond pas au montant repris dans le compte 2018 ;

Considérant qu'aucune demande d'intervention financière n'est demandée par la Communauté israélite libérale Beth Hillel et que les documents sont remis uniquement afin de continuer à bénéficier de l'indemnité de logement du ministre du culte ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2018 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL.

Financiën - Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL - Rekening 2018.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2018 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL, als volgt vastgesteld door de Gemeenschapsraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	31.950,00 €	47.037,23 €	78.987,23 €
UITGAVEN	30.600,42 €	28.000,00 €	58.600,42 €

OVERSCHOT : 20.386,81 €

Overwegende dat we alleen maar bankuittreksels ontvangen als verantwoording, waarvan het uiteindelijke uittreksel niet overeenstemt met het bedrag vermeld in de rekening 2018 ;

Overwegende dat er geen enkele financiële tussenkomst wordt gevraagd door de Israëlitische liberale gemeenschap Beth Hillel en dat de documenten enkel overgemaakt worden om te kunnen blijven genieten van de huisvestingsvergoeding van de minister van de eredienst ;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2018 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2018 de la Fabrique de l'Eglise Saint Pie X, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	40.610,69 €	8.540,31 €	49.151,00 €
DEPENSES	33.028,73 €	-	33.028,73 €

EXCEDENT: 16.122,27 €

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2018 de la Fabrique de l'église Saint Pie X.

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Pius X - Rekening 2018.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening van 2018 van de kerkfabriek van de Heilige Pius X, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	40.610,69 €	8.540,31 €	49.151,00 €
UITGAVEN	33.028,73 €	-	33.028,73 €

OVERSCHOT: 16.122,27 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2018 van de kerkfabriek van de Heilige Pius X.

15 Finances - Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur - Compte 2018.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2018 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	54.141,43 €	16.461,80 €	70.603,23 €
DEPENSES	41.798,66 €	-	41.798,66 €

EXCEDENT : 28.804,57 €

Vu l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale d'Uccle, siège de l'église ;

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2018 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur.

Financiën – Kerkfabriek van het Heilig Hart - Rekening 2018.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2018 van de Kerkfabriek van het Heilig Hart, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	54.141,43 €	16.461,80 €	70.603,23 €
UITGAVEN	41.798,66 €	-	41.798,66 €

OVERSCHOT : 28.804,57 €

Gelet op artikel 14 van de wet van 4 maart 1870, worden de kasbescheiden door het gemeentebestuur van Ukkel, zetel van de kerk, onderzocht;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2018 van de Kerkfabriek van het

16 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Denis - Compte 2018.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2018 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Denis, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	36.672,69 €	17.242,33 €	53.915,02 €
DEPENSES	21.488,45 €	13.613,54 €	35.101,99 €

EXCEDENT : 18.813,03 €

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2018 de la Fabrique de l'église Saint-Denis.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Denijs - Rekening 2018.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2018 van de kerkfabriek Sint-Denijs, als volgt vastgesteld door de kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	36.672,69 €	17.242,33 €	53.915,02 €
UITGAVEN	21.488,45 €	13.613,54 €	35.101,99 €

OVERSCHOT : 18.813,03 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2018 van de kerkfabriek Sint-Denijs.

17 **Finances – Fabrique de l’Eglise Anglicane unifiée - Budget 2020.**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d’églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l’ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2020 de la Fabrique de l’Eglise Anglicane unifiée, arrêté comme suit par le Conseil de la Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	161.000,00 €	80.438,96 €	241.438,96 €
DEPENSES	191.325,00 €	50.000,00 €	241.325,00 €

EXCEDENT : 113,96 €

Considérant que le budget 2020 de la Fabrique de l’Eglise Anglicane unifiée présente un excédent de 113,96 € sans intervention communale pour les frais ordinaires du culte ;

DECIDE :

D’émettre un avis favorable à l’approbation du budget 2020 de la Fabrique de l’Eglise Anglicane unifiée, sous réserve de modifications qui seraient éventuellement apportées par la Tutelle Régionale, afin que celui-ci reste en équilibre.

Financiën - Kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk - Begroting 2020.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2020 van de Kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk, als volgt vastgesteld door de Kerkraad :

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	161.000,00 €	80.438,96 €	241.438,96 €
UITGAVEN	191.325,00 €	50.000,00 €	241.325,00 €

Overwegende dat de begroting 2020 van de Kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk een overschot vertoont van 113,96 € zonder gemeentelijke tussenkomst voor de gewone kosten van de eredienst;

BESLIST :

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2020 van de Kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk, onder voorbehoud van wijzigingen die eventueel door de Gewestelijke toezichthoudende overheid zouden worden aangebracht, opdat deze in evenwicht blijft.

18 **Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Curé d'Ars - Budget 2020.**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2020 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Curé d'Ars, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	5.865,00 €	-	5.865,00 €
DEPENSES	5.865,00 €	-	5.865,00 €

BALANCE

Considérant que la Fabrique d'église n'a pas demandé d'intervention communale dans les frais ordinaires du culte depuis au moins ces 10 dernières années ;

Considérant que la Fabrique d'église paie à l'AOP Bruxelles Sud des montants fixes pour la location de l'église, de la participation aux frais de chauffage, d'électricité et d'entretien du bâtiment ;

En conséquence, il n'y a pas lieu de calculer un excédent/bénéfice présumé de l'exercice courant ni de créer un fonds de réserve ad hoc ;

L'équilibre budgétaire est obtenu sans intervention communale pour les frais ordinaires de culte ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2020 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Curé d'Ars.

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars - Begroting 2020.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2020 van de Kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	5.865,00 €	-	5.865,00 €
UITGAVEN	5.865,00 €	-	5.865,00 €

EVENWICHT

Overwegende dat de Kerkfabriek geen gemeentelijke tussenkomst heeft gevraagd voor de gewone kosten van de eredienst sinds ten minste deze laatste 10 jaar;

Overwegende dat de Kerkfabriek aan de VPW Brussel Zuid vaste bedragen betaalt voor de huur van de kerk, de deelname in de kosten voor verwarming, elektriciteit en onderhoud van het gebouw;

Het is bijgevolg niet nodig om een vermoedelijk overschot/winst te berekenen van het lopende dienstjaar noch een ad hoc reservefonds te creëren;

Het begrotingsevenwicht wordt verkregen zonder gemeentelijke tussenkomst in de gewone kosten van de eredienst;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2020 van de Kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars.

Recette / Paiements - Ontvangsten / Betellingen

- 19 **Finances – Receveur – Taxe sur les spectacles – Exercices 2008-2009-2011– Exécution des sept décisions judiciaires prises en défaveur de la commune – Application de l’article 249 §1er alinéa 2 de la NLC.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l’articles 255 de la nouvelle communale (NLC) précisant que « Le conseil communal est tenu de porter annuellement au budget des dépenses toutes celles que les lois mettent à la charge de la commune et spécialement les suivantes :

4° les dettes de la commune, liquidées et exigibles, et celles résultant de condamnations judiciaires à sa charge » ;

Vu l'article 249 § 1^{er} alinéa 2 de la NLC précisant que :

« [Par. 1er. - Le conseil communal peut toutefois pourvoir à des dépenses réclamées par des circonstances impérieuses et imprévues, en prenant à ce sujet une résolution motivée.

Dans le cas où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, le collège des bourgmestre et échevins peut, sous sa responsabilité, pourvoir à la dépense, à charge d'en donner, sans délai, connaissance au conseil communal, qui délibère s'il admet ou non la dépense.

[Les membres du collège des bourgmestre et échevins qui auraient mandaté des dépenses payées en exécution des alinéas 1er et 2 mais rejetées des comptes définitifs, sont personnellement tenus d'en verser le montant à la caisse communale (L. 17.10.1990, M.B. 14.12.1990)]. » ;

Vu l'article 10 de l'AR du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale qui précise :

« Les crédits de dépenses ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles que leur assigne le budget.

Ils sont limitatifs, à l'exception de ceux relatifs à des dépenses prélevées d'office.

(La limitation visée à l'alinéa 2 s'applique pour les dépenses du service ordinaire, au total des crédits inscrits à la même fonction et au même groupe économique.) <ARR 2005-10-20/44, art. 1, 007; En vigueur : 01-01-2006>. » ;

Vu les sept courriels du 30 avril 2019 adressés par Maître Lauwers, Avocat des parties adverses, au Receveur communal, relatifs à sept décisions judiciaires ayant fait l'objet de significations et passées en force de chose jugée, sollicitant des décomptes des montants à rembourser soit 513.839,10 €, reprenant les taxes enrôlées et payées, les frais de procédure ainsi que les intérêts de retard et qu'en l'absence de ces décomptes et d'une date approximative de paiement dans les plus brefs délais, il fera procéder à l'exécution forcée qui pourrait se traduire par la saisie de véhicules faisant partie de notre charroi ou tout autre bien mobilier de valeur, impactant certainement le bon fonctionnement quotidien de notre administration et engendrant des frais complémentaires à notre charge ;

Vu le courriel de la Tutelle Régionale en date du 08 juillet 2019, préconisant l'application de l'art 249 de la NLC pour honorer la dépense ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 18 juillet 2019 approuvant l'application de l'article 249 de la NLC et autorisant la dépense ;

DECIDE:

Art 1^{er} : de prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 18 juillet 2019, décidant principalement :

- *De faire application de l'article 249 § 1er alinéa 2 de NLC pour procéder à l'exécution des décisions judiciaires prises par diverses instances judiciaires dans le cadre de la taxe sur les spectacles 2008 – 2009 – 2011 ;*

- *D'inscrire aux articles suivants du budget ordinaire 2019 les montants repris ci-après :*

- *040/301-02 – 27 : 302.010,70 € : taxes perçues à rembourser.*

- 121/123-15 – 09 : 39.284,18 € : indemnités de procédure et frais de signification.
- 000/215-01 – 13 : 172.544,22 € : intérêts moratoires à payer pour les montants perçus tenant compte du paiement à effectuer dans le courant du mois de juillet 2019 soit un montant à décaisser de 513.839,10 €.

Art 2 : D'admettre la dépense de 513.839,10 € correspondant aux montants des taxes perçues, ainsi que les frais de procédure et intérêts moratoires.

Art 3 : D'inscrire aux articles suivants du budget ordinaire 2019 les montants repris ci-après :

- 040/301-02 – 27 : 302.010,70 € : taxes perçues à rembourser.
- 121/123-15 – 09 : 39.284,18 € : indemnités de procédure et frais de signification.
- 000/215-01 – 13 : 172.544,22 € : intérêts moratoires à payer pour les montants perçus tenant compte du paiement à effectuer dans le courant du mois de juillet 2019.

Art 4 : De financer cette dépense par un prélèvement sur le fonds de réserve ordinaire en fonction de la préfiguration du résultat budgétaire 2019 .

Financiën – Ontvanger – Belasting op de vertoningen – Dienstjaren 2008-2009-2011 – Uitvoering van de zeven rechterlijke uitspraken in het nadeel van de gemeente – Toepassing van artikel 249, §1, 2e lid van de NGW.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op artikel 255 van de Nieuwe Gemeentewet (NGW), waarin het volgende wordt verduidelijkt: “De gemeenteraad is verplicht elk jaar op de begroting van uitgaven te brengen alle uitgaven die door de wetten aan de gemeente zijn opgelegd, en inzonderheid de volgende:

4° de vaststaande en opeisbare schulden van de gemeente, alsmede de schulden die zij moet voldoen ten gevolge van tegen haar uitgesproken rechterlijke veroordelingen”;

Gelet op artikel 249, § 1, 2° lid van de Nieuwe gemeentewet, waarin het volgende wordt verduidelijkt:

“[Par. 1. - De gemeenteraad kan echter voorzien in uitgaven die door dwingende en onvoorziene omstandigheden worden vereist, mits hij daartoe een met redenen omkleed besluit neemt.

Wanneer het geringste uitstel onbetwistbaar schade zou veroorzaken, kan het college van burgemeester en schepenen onder eigen verantwoordelijkheid in de uitgave voorzien, onder verplichting om zonder verwijl daarvan kennis te geven aan de gemeenteraad, die besluit of hij met die uitgave al dan niet instemt.

[De leden van het college van burgemeester en schepenen die uitgaven bevolen hebben in de gevallen bedoeld in het 1e en het 2e lid, die echter afgewezen zijn op de definitief afgesloten rekeningen, zijn er persoonlijk toe gehouden het overeenkomstige bedrag in de gemeentekas te storten. (W. 17.10.1990, B.S. 14.12.1990)]”;

Gelet op artikel 10 van het K.B. van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, waarin het volgende wordt verduidelijkt:

“De uitgavekredieten mogen slechts worden gebruikt voor het door de begroting vooropgestelde doel.

Ze zijn beperkt, met uitzondering van de kredieten voor uitgaven welke ambtshalve worden opgenomen.

(Voor de verplichte uitgaven van de gewone dienst geldt de beperking waarvan sprake in het tweede lid

voor het geheel van de kredieten die dezelfde functionele en economische code dragen, elk beperkt tot de eerste drie cijfers.) <BESL 20-10-05/44, art. 1, 007; Inwerkingtreding : 01-01-2006”;

Gelet op de zeven brieven van 30 april 2019, door Meester Lauwers, advocaat van de tegenpartijen, gericht aan de Gemeenteontvanger, betreffende zeven rechterlijke uitspraken die het voorwerp hebben uitgemaakt van betekeningen en die gezag van gewijsde hebben gekregen, waarin de verrekeningen van de terug te betalen bedragen verzocht worden, namelijk € 513.839,10, omvattende de ingekohierde en betaalde belastingen, de proceskosten alsook de verwijlinteressen, en het feit dat hij, bij ontstentenis van deze verrekeningen en van een zo spoedig mogelijke approximatieve betalingsdatum, zal laten overgaan tot de gedwongen tenuitvoerlegging, wat zich zou kunnen vertalen in de inbeslagneming van voertuigen die deel uitmaken van ons wagenpark of van enig ander waardevol roerend goed, hetgeen ongetwijfeld een weerslag zou hebben op de goede dagelijkse werking van ons bestuur en voor bijkomende kosten te onzen laste zou zorgen;

Gelet op de e-mail van de Gewestelijke Toezichthoudende Overheid van 8 juli 2019, waarin de toepassing van art. 249 van de NGW wordt aanbevolen teneinde de uitgave te betalen;

Gelet op beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 18 juli 2019 tot goedkeuring van de toepassing van artikel 249 van de NGW en tot instemming met de uitgave;

BESLIST:

Art. 1: Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 18 juli 2019, waarin hoofdzakelijk werd beslist:

- *Art. 249, §1, 2e lid van de NGW toe te passen teneinde over te gaan tot de uitvoering van de rechterlijke uitspraken door verschillende rechterlijke instanties in het kader van de belasting op de vertoningen 2008 – 2009 – 2011.*

- *Onderstaande bedragen in te schrijven op de volgende artikelen van de gewone begroting 2019:*

- *040/301-02 – 27: € 302.010,70: terug te betalen geïnde belastingen.*
- *121/123-15 – 09: € 39.284,18: proces- en betekeningkosten.*
- *000/215-01 – 13: € 172.544,22: te betalen achterstalligheidsinteressen voor de geïnde bedragen, rekening houdend met de in de loop van de maand juli te verrichten betaling, in totaal een uit te betalen bedrag van € 513.839,10.*

Art. 2: In te stemmen met de uitgave van € 513.839,10, overeenstemmend met de bedragen van de geïnde belastingen alsook de proceskosten en achterstalligheidsinteressen.

Art 3: Onderstaande bedragen in te schrijven op de volgende artikelen van de gewone begroting 2019:

- *040/301-02 – 27: € 302.010,70: terug te betalen geïnde belastingen.*
- *121/123-15 – 09: € 39.284,18: proces- en betekeningkosten.*
- *000/215-01 – 13: € 172.544,22: te betalen achterstalligheidsinteressen voor de geïnde bedragen, rekening houdend met de in de loop van de maand juli te verrichten betaling.*

Art 4 : Deze uitgave te financieren door een overboeking op het gewone reservefonds op basis van de prognose van het begrotingsaldo 2019.

2 annexes / 2 bijlagen

ORGANISATION - ORGANISATIE

Centrale d'achats / Economat - Centrale aankoopdienst / Economaat

20 Service central d'achats - Marchés publics - Acquisition d'un lave-vaisselle professionnel - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 249 § 1er alinéa 2 de la Nouvelle loi communale - 2019-F-012 - Admission de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3, 236 et 249, § 1^{er}, alinéa 2 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le lave-vaisselle de l'école fondamentale La preuve par 9 est tombé en panne en octobre 2018 ;

Considérant qu'il fallait faire manuellement la vaisselle d'environ nonante élèves qui mangent aux repas chauds ;

Considérant qu'il fallait monopoliser du personnel de nettoyage pour effectuer cette tâche et que cela a un impact préjudiciable sur le nettoyage des locaux ;

Considérant qu'il était indispensable d'acheter un nouveau lave-vaisselle dans les plus brefs délais afin qu'il puisse être opérationnel pour la rentrée scolaire du 2 septembre 2019 ;

Considérant que le Service central d'achats a établi une description technique N° 2019-F-012 pour le marché "Acquisition d'un lave-vaisselle professionnel" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 3.305,79 € hors TVA ou 4.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il a été proposé de conclure le marché via un marché public de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- Distrinox sprl, Zoning Wavre Nord Avenue Zénobe Gramme, 34 à 1300 Wavre ;
- Diamond Europe, Chaussée de Vilvorde 92 à 1120 Bruxelles ;
- Paulus Stuart sprl, Rue Ropsy Chaudron, 9 à 1070 Bruxelles ;

Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 20 juin 2019 à 09h00 ;

Considérant que 2 offres sont parvenues :

- Paulus Stuart sprl, Rue Ropsy Chaudron, 9 à 1070 Bruxelles (3.319,00 € hors TVA ou 4.015,99 €, 21% TVA comprise) ;
- HORECA 3 DELTAS, Boulevard Barthélémy 41-42 à 1000 Bruxelles (2.489,85 € hors TVA ou 3.012,72 €, 21% TVA comprise) ;

Considérant que la société Diamond Europe ne vend plus en direct mais via un revendeur agréé soit HORECA 3 DELTAS ;

Considérant qu'aucun motif d'exclusion n'a été relevé pour tous les soumissionnaires ;

Considérant que les offres de Paulus Stuart sprl et HORECA 3 DELTAS ont été considérées comme régulières ;

Considérant que le Service central d'achats proposait, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse, soit HORECA 3 DELTAS, Boulevard Barthélémy 41-42 à 1000 Bruxelles, pour le montant d'offre contrôlé de 2.489,85 € hors TVA ou 3.012,72 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit à l'article 7031/744-51/16 du service extraordinaire du budget 2019 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 juillet 2019 notamment :

" Art 1er : De faire application de l'article 249, § 1er, alinéa 2 de la Nouvelle loi communale pour l'acquisition d'un lave-vaisselle professionnel pour l'école fondamentale La preuve par 9 ;

Art 2 : D'approuver la description technique N° 2019-F-012 et le montant estimé du marché "Acquisition d'un lave-vaisselle professionnel", établis par le Service central d'achats. Le montant estimé s'élève à 3.305,79 € hors TVA ou 4.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Art 3 : De conclure le marché via un marché public de faible montant;

Art 4 : De sélectionner les soumissionnaires Paulus Stuart sprl et HORECA 3 DELTAS qui répondent aux critères de sélection qualitative ;

Art 5 : De considérer les offres de Paulus Stuart sprl et HORECA 3 DELTAS comme complètes et régulières ;

Art 6 : D'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse, soit HORECA 3 DELTAS, Boulevard Barthélémy 41-42 à 1000 Bruxelles, pour le montant d'offre contrôlé de 2.489,85 € hors TVA ou 3.012,72 €, 21% TVA comprise ; "

PREND CONNAISSANCE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 juillet 2019 jointe en annexe ;

DECIDE :

Art 1 : D'admettre la dépense résultant du marché public susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence reconnue par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 4 juillet 2019 en application de l'article 249 § 1er alinéa 2 de la Nouvelle loi communale, pour l'acquisition d'un lave-vaisselle professionnel auprès de la société HORECA 3 DELTAS, Boulevard Barthélémy 41-42 à 1000 Bruxelles, pour le montant d'offre contrôlé de 2.489,85 € hors TVA ou 3.012,72 €, 21% TVA comprise ;

Art 2 : De procéder à l'inscription budgétaire d'un crédit d'un montant de 3.012,72 € à l'article 7031/744-51/16 du service extraordinaire du budget 2019 ;

Art 3 : De financer cette dépense par un emprunt.

Centrale aankoopdienst - Overheidsopdrachten - Aankoop van een professionele vaatwasser – Goedkeuring van de gunning en van de lastvoorwaarden - Toepassing van artikel 249, §1, 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet - 2019-F-012 - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3, 236 en 249 §1 2^{de} lid ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. BTW bereikt niet de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de vaatwasser van de basisschool 'La preuve par 9' defect is geraakt in oktober 2018;

Overwegende dat de vaat van ongeveer negentig leerlingen met warme maaltijd handmatig gedaan moest worden;

Overwegende dat men schoonmaakpersoneel moest monopoliseren werd om deze taak uit te voeren en dat dit een nadelige invloed heeft op de schoonmaak van de lokalen;

Overwegende dat het onontbeerlijk was om zo spoedig mogelijk een nieuwe vaatwasser te kopen opdat deze operationeel kan zijn voor de start van het schooljaar op 2 september 2019;

Overwegende dat de Centrale aankoopdienst een technische beschrijving met nr. 2019-F-012 heeft opgesteld voor de opdracht "Aankoop van een professionele vaatwasser";

Overwegende dat de raming van deze opdracht 3.305,79 € excl. BTW of 4.000,00 € incl. 21% BTW bedraagt;

Overwegende dat voorgesteld werd de opdracht tot stand te brengen via een overheidsopdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de volgende economische operatoren werden uitgenodigd om deel te nemen aan deze opdracht:

- Distrinox bvba, Zoning Waver Nord, Avenue Zénobe Gramme, 34 te 1300 Waver;
- Diamond Europe, Vilvoordsesteenweg, 92 te 1120 Brussel;
- Paulus Stuart bvba, Ropsy Chaudronstraat, 9 te 1070 Brussel;

Overwegende dat de offertes het bestuur ten laatste op 20 juni 2019 om 9.00 uur dienden te bereiken;

Overwegende dat er 2 offertes werden ontvangen:

- Paulus Stuart bvba, Ropsy Chaudronstraat, 9 te 1070 Brussel (3.319,00 € excl. BTW of 4.015,99 € incl. 21% BTW);
- HORECA 3 DELTAS, Barthélémylaan 41-42 te 1000 Brussel (2.489,85 € excl. BTW of 3.012,72 € incl. 21% BTW);

Overwegende dat de vennootschap Diamond Europe niet langer rechtstreeks verkoopt, maar via een erkende dealer namelijk HORECA 3 DELTAS;

Overwegende dat er voor geen enkele inschrijver een reden tot uitsluiting werd genoteerd;

Overwegende dat de offertes van Paulus Stuart bvba en HORECA 3 DELTAS als regelmatig werden beschouwd;

Overwegende dat de Centrale aankoopdienst voorstelde om, rekening houdend met het voorgaande, deze opdracht te gunnen aan de inschrijver die de economisch meest voordelige regelmatige offerte heeft ingediend, zijnde HORECA 3 DELTAS, Barthélémylaan 41-42 te 1000 Brussel, voor het nagerekende offertebedrag van 2.489,85 € excl. BTW of 3.012,72 € incl. 21% BTW;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven zal worden op artikel 7031/744-51/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 juli 2019 in het bijzonder:

“ Art 1: Artikel 249, §1, 2^{de} lid van de Nieuwe gemeentewet toe te passen voor de aankoop van een professionele vaatwasser voor de basisschool ‘La preuve par 9’;

Art 2: Goedkeuring te verlenen aan de technische beschrijving met nr. 2019-F-012 en de raming van de opdracht “Aankoop van een professionele vaatwasser” opgemaakt door de Centrale aankoopdienst. De raming bedraagt 3.305,79 € excl. BTW of 4.000,00 € incl. 21% BTW;

Art 3: De opdracht tot stand te brengen via een overheidsopdracht van beperkte waarde;

Art 4: De inschrijvers Paulus Stuart bvba en HORECA 3 DELTAS, die voldoen aan de kwalitatieve selectiecriteria, te selecteren;

Art 5: De offertes van Paulus Stuart bvba en HORECA 3 DELTAS als volledig en regelmatig te

beschouwen;

Art 6: *Deze opdracht te gunnen aan de inschrijver die de economisch meest voordelige regelmatige offerte heeft ingediend, namelijk HORECA 3 DELTAS, Barthélémylaan 41-42 te 1000 Brussel, voor het nagerekende offertebedrag van 2.489,85 € excl. BTW of 3.012,72 € incl. 21% BTW; "*

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 juli 2019, opgenomen in bijlage;

BESLIST:

Art 1 : In te stemmen met de uitgave die voortvloeit uit de bovenvermelde overheidsopdracht en waarin voorzien werd wegens hoogdringendheid erkend door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 4 juli 2019 in toepassing van artikel 249, §1, 2de lid van de Nieuwe gemeentewet, voor de aankoop van een professionele vaatwasser bij de vennootschap HORECA 3 DELTAS, Barthélémylaan 41-42 te 1000 Brussel, voor het nagerekende offertebedrag van 2.489,85 € excl. BTW of 3.012,72 € incl. 21% BTW;

Art 2 : Over te gaan tot de inschrijving in de begroting van een krediet voor een bedrag van 3.012,72 € op artikel 7031/744-51/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

Art 3 : Deze uitgave te financieren door een lening.

1 annexe / 1 bijlage

21 **Service central d'achats - Conventions de « mise en concession des marchés, foires et brocantes de la Commune de Forest » et de « mise en concession du nouveau marché d'alimentation, de fleurs et d'artisanat le mardi après-midi sur le parvis et la place Saint-Denis » - Prolongation des conventions - Prise d'acte.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 octobre 2012 approuvant la « Convention de mise en concession de l'exploitation des marchés, foires et brocantes de la Commune de Forest » avec les Etablissements Charve SPRL, Rue des Soldats 113 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe ;

Considérant que cette convention portait sur la mise en concession des marchés et brocantes suivants :

- Marché de la Place Saint-Denis (samedi),
- Marché du Parvis Saint-Antoine (jeudi matin),
- Brocante de la Place Saint-Denis (dimanche matin),
- Marché annuel et sa brocante (le 2^{ème} lundi du mois d'octobre),
- Marché aux fleurs et sa brocante (premier dimanche du mois de mai) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 18 octobre 2016 approuvant la « Convention de mise en concession du nouveau marché d'alimentation, de fleurs et d'artisanat le mardi après-midi sur le parvis et la place Saint-Denis » avec les Etablissements Charve SPRL, Rue des Soldats 113 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe ;

Considérant que ces deux conventions couraient jusqu'au 28 février 2019 ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins souhaitait revoir en profondeur la future convention de concession des marchés et brocantes, ce qui a engendré un certain retard dans l'élaboration de la nouvelle procédure, et qu'il fut recommandé de prolonger les conventions en étant attentif à ne pas modifier l'organisation des marchés et brocantes juste avant ou durant les vacances d'été ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé le 7 février 2019 de prolonger les conventions jusqu'au 31 août 2019, aux mêmes conditions, auprès des Etablissements ;
CHARVE SPRL, Rue des Soldats 113 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe ; et que ceux-ci ont marqué leur accord ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 2 mai 2019 approuvant le cahier des charges et la liste des firmes à consulter pour une nouvelle mise en concurrence des marchés et brocantes communaux ;

Considérant que deux offres sont parvenues dans le délai imparti :
- Etablissements Charve SPRL, Rue des Soldats 113 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe ;
- Fédération des Artisans de Belgique (FAB), Rue Albert Meunier 64 à 1160 Auderghem ;

Considérant que certaines lacunes au niveau du cahier des charges rendaient celui-ci incomplet ce qui ne mettait pas à égalité les soumissionnaires quant aux réalités du terrain ;

Considérant que ces lacunes touchent aux conditions essentielles car elles peuvent avoir un impact sur les prix remis ;

Considérant que Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 juillet 2019 a décidé de ne pas attribuer cette mise en concession, et de prolonger les conventions en vigueur avec les Etablissements CHARVE SPRL, Rue des Soldats 113 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe, aux mêmes conditions jusqu'au 31 mars 2020 ; et que ceux-ci ont marqué leur accord ;

Considérant qu'une nouvelle procédure va être lancée ;

DECIDE:

Art unique : De prendre acte des deux prolongations de conventions des 7 février et 18 juillet 2019 et que celles-ci courent jusqu'au 31 mars 2020.

Centrale Aankoopdienst – Overeenkomsten voor het ‘in concessie geven van de markten, kermissen en rommelmarkten van de Gemeente Vorst’ en het ‘in concessie geven van een nieuwe voedings-, bloemen- en ambachtenmarkt op dinsdagnamiddag op het Sint-Denijsplein en -voorplein’ – Verlenging van de overeenkomsten – Akteneming.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23 oktober 2012 tot goedkeuring van de ‘Overeenkomst voor het in concessie geven van de exploitatie van de markten, kermissen en rommelmarkten van de gemeente Vorst’ met Les Etablissements Charve bvba, Soldatenstraat 113 te 1082 Sint-Agatha-Berchem;

Overwegende dat deze overeenkomst betrekking had op het in concessie geven van de volgende markten

en rommelmarkten:

- Markt van het Sint-Denijsplein (zaterdag),
- Markt van het Sint-Antoniusvoorplein (donderdagochtend),
- Rommelmarkt van het Sint-Denijsplein (zondagochtend),
- Jaarmarkt en de bijhorende rommelmarkt (de 2^e maandag van de maand oktober),
- Bloemenmarkt en de bijhorende rommelmarkt (eerste zondag van de maand mei);

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 18 oktober 2016 tot goedkeuring van de 'Overeenkomst met betrekking tot het in concessie geven van de nieuwe voedings-, bloemen- en ambachtenmarkt op dinsdagnamiddag op het Sint-Denijsplein en -voorplein' Les Etablissements Charve bvba, Soldatenstraat 113 te 1082 Sint-Agatha-Berchem;

Overwegende dat beide overeenkomsten tot en met 28 februari 2019 liepen;

Overwegende dat het College van Burgemeester de toekomstige concessieovereenkomst betreffende de markten en rommelmarkten in de diepte wenste te herzien, wat een zekere vertraging in de uitwerking van de nieuwe procedure heeft teweeggebracht, en dat werd aanbevolen de overeenkomsten te verlengen en daarbij waakzaam te zijn dat men de organisatie van de markten en rommelmarkten niet net voor of tijdens de zomervakantie wijzigt;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen op 7 februari 2019 heeft beslist de overeenkomsten tot en met 31 augustus 2019 te verlengen met Les Etablissements Charve bvba, Soldatenstraat 113 te 1082 Sint-Agatha-Berchem, en dat deze hiermee heeft ingestemd;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 mei 2019 tot goedkeuring van het bestek en de lijst van de te raadplegen firma's voor de nieuwe uitschrijving voor de gemeentelijke markten en rommelmarkten;

Overwegende dat er twee offerten binnen de gestelde termijn zijn aangekomen:

- Les Etablissements Charve bvba 113 te 1082 Sint-Agatha-Berchem;
- Fédération des Artisans de Belgique (FAB), Albert Meunierstraat 64 te 1160 Oudergem;

Overwegende dat het bestek door bepaalde leemten onvolledig was en de inschrijvers niet in een gelijke positie stelde ten aanzien van de werkelijkheid op het terrein;

Overwegende dat de leemten betrekking hadden op de essentiële voorwaarden, aangezien ze de ingediende prijzen kunnen beïnvloeden;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juli 2019 heeft beslist deze concessie niet te gunnen en de van kracht zijnde overeenkomsten met Les Etablissements Charve bvba, Soldatenstraat 113 te 1082 Sint-Agatha-Berchem, te verlengen tot en met 31 maart 2020 volgens dezelfde voorwaarden, en dat deze hiermee hebben ingestemd;

Overwegende dat er een nieuwe procedure zal worden opgestart;

BESLIST:

Enig artikel: Akte te nemen van de twee verlengingen van overeenkomsten van 7 februari en 18 juli 2019 en van het feit dat deze tot en met 31 maart 2020 lopen.

AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN

Affaires juridiques - Juridische zaken

- 22 **Affaires juridiques – Litige entre la commune de Forest et la BVBA GREENHOUSE TALENT (« GREENHOUSE XI : 9904/2013/CM ») - Cour d’appel de Bruxelles (RG 2015/AF/41) – Taxe sur les spectacles et les divertissements – Règlement-taxe du 23 octobre 2007 – Avertissements-extrait de rôle envoyés le 13 mars 2012 – Articles 39 (11.628,00 €) et 40 (3.157,80 €) – Désistement d’instance - Autorisation.**

LE CONSEIL,

Vu la mobilité interne ;

Vu la délibération du collège des bourgmestre et échevins du 18 juillet 2019 (B/0042) ;

Considérant qu’elle porte sur le litige entre la commune de Forest et la BVBA GREENHOUSE TALENT (« GREENHOUSE XI : 9904/2013/CM ») devant Cour d’appel de Bruxelles (RG 2015/AF/41) à propos de la taxe sur les spectacles et les divertissements, du règlement-taxe du 23 octobre 2007 et des avertissements-extrait de rôle envoyés le 13 mars 2012 – Articles 39 (11.628,00 €) et 40 (3.157,80 €) ;

Considérant que dans cette affaire l’appel a été interjeté par la commune, qu’il porte sur une matière fiscale et que les parties ont déjà conclu en appel;

Considérant que c’est sous réserve d’autorisation du conseil communal lors d’une prochaine séance que le collège des bourgmestre et échevins a décidé de se désister de cette instance pendante devant la Cour d’appel de Bruxelles;

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 270 et 123, 8° ;

Considérant qu’il se rallie aux motifs pour lesquels le collège a décidé du désistement de la commune de Forest dans cette affaire;

DECIDE :

Sans préjudice de l’article 825 du Code judiciaire, d’autoriser le collège des bourgmestre et échevins à se désister de l’instance pendante devant la Cour d’appel de Bruxelles, inscrite au rôle sous le numéro 2015/AF/41, relative à la taxe sur les spectacles et les divertissements et, en particulier, aux avertissements-extrait de rôle envoyés le 13 mars 2012 par la commune de Forest à la BVBA GREENHOUSE TALENT : Articles 39 (11.628,00 €) et 40 (3.157,80 €).

Juridische zaken – Geschil tussen de gemeente Vorst en de BVBA GREENHOUSE TALENT (“GREENHOUSE XI: 9904/2013/CM”) - Hof van Beroep van Brussel (AR 2015/AF/41) – Belasting op de vertoningen en vermakelijkheden – Belastingreglement van 23 oktober 2007 – Aanslagbiljetten verstuurd op 13 maart 2012 – Artikelen 39 (11.628,00€) en 40 (3.157,80€) – Afstand van geding – Toestemming.

DE RAAD,

Gelet op de interne mobiliteit;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juli 2019 (B/0042);

Overwegende dat ze betrekking heeft op het geschil tussen de Gemeente Vorst en de BVBA GREENHOUSE TALENT (“GREENHOUSE XI: 9904/2013/CM”) voor het Hof van Beroep van Brussel (AR 2015/AF/41) m.b.t. de belasting op de vertoningen en vermakelijkheden, het belastingreglement van 23 oktober 2007 en de aanslagbiljetten verstuurd op 13 maart 2012 – Artikelen 39 (11.628,00 €) en 40 (3.157,80 €);

Overwegende dat in deze zaak beroep werd aangetekend door de Gemeente, dat het om fiscale aangelegenheden gaat en dat de partijen in hoger beroep reeds conclusie hebben genomen;

Overwegende dat het onder voorbehoud van toestemming van de Gemeenteraad tijdens een volgende zitting is dat het schepencollege beslist heeft om afstand te doen van dit aanhangige geding voor het Hof van bBroep van Brussel;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 270 en 123, 8°;

Overwegende dat de Raad zich aansluit bij de motieven op grond waarvan het schepencollege over de afstand van geding van de Gemeente Vorst in deze zaak beslist heeft;

BESLIST:

Zonder afbreuk te doen aan artikel 825 van het Gerechtelijk Wetboek, toestemming te geven aan het schepencollege om afstand te doen van het aanhangige geding voor het Hof van Beroep van Brussel, ingeschreven onder rolnummer 2015/AF/41, betreffende de belasting op de vertoningen en vermakelijkheden en, in het bijzonder, de aanslagbiljetten verstuurd op 13 maart 2012 door de Gemeente Vorst aan de BVBA GREENHOUSE TALENT: Artikelen 39 (11.628,00 €) en 40 (3.157,80 €).

23 **Affaires juridiques – Litige entre la commune de Forest et la BVBA GREENHOUSE TALENT (« GREENHOUSE VII : 9180/2011/CM ») - Cour d’appel de Bruxelles (RG 2013/AF/153) – Taxe sur les spectacles et les divertissements – Règlement-taxe du 23 octobre 2007 – Avertissements-extrait de rôle envoyés le 8 Septembre 2010 - Articles 5 (8.143,40 €) et 6 (56.025,30 €) – Désistement d’instance - Autorisation.**

LE CONSEIL,

Vu la mobilité interne,

Vu la délibération du collège des bourgmestre et échevins du 18 juillet 2019 (B/0041);

Considérant qu’elle porte sur le litige entre la commune de Forest et la BVBA GREENHOUSE TALENT (« GREENHOUSE VII : 9180/2011/CM ») devant Cour d’appel de Bruxelles (RG 2013/AF/153) à propos de la taxe sur les spectacles et les divertissements, du règlement-taxe du 23 octobre 2007 et des avertissements-extrait de rôle envoyés le 8 septembre 2010 – Articles 5 (8.143,40 €) et 6 (56.025,30 €);

Considérant que dans cette affaire l’appel a été interjeté par la commune, qu’il porte sur une matière fiscale et que les parties ont déjà conclu en appel;

Considérant que c'est sous réserve d'autorisation du conseil communal lors d'une prochaine séance que le collège des bourgmestre et échevins a décidé de se désister de cette instance pendante devant la Cour d'appel de Bruxelles;

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 270 et 123, 8° ;

Considérant qu'il se rallie aux motifs pour lesquels le collège a décidé du désistement de la commune de Forest dans cette affaire;

DECIDE :

Sans préjudice de l'article 825 du Code judiciaire, d'autoriser le collège des bourgmestre et échevins à se désister de l'instance pendante devant la Cour d'appel de Bruxelles, inscrite au rôle sous le numéro 2013/AF/153, relative à la taxe sur les spectacles et les divertissements et, en particulier, aux avertissements-extrait de rôle envoyés le 8 septembre 2010 par la commune de Forest à la BVBA GREENHOUSE TALENT : Articles 5 (8.143,40 €) et 6 (56.025,30 €).

Juridische zaken – Geschil tussen de Gemeente Vorst en de BVBA GREENHOUSE TALENT (“GREENHOUSE VII: 9180/2011/CM”) - Hof van Beroep van Brussel (AR 2013/AF/153) – Belasting op de vertoningen en gemaklijkheden – Belastingreglement van 23 oktober 2007 – Aanslagbiljetten verstuurd op 8 september 2010 – Artikelen 5 (8.143,40 €) en 6 (56.025,30 €) – Afstand van geding – Toestemming.

DE RAAD,

Gelet op de interne mobiliteit;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juli 2019 (B/0041);

Overwegende dat ze betrekking heeft over het geschil tussen de Gemeente Vorst en de BVBA GREENHOUSE TALENT (“GREENHOUSE VII: 9180/2011/CM”) voor het Hof van Beroep van Brussel (AR 2013/AF/153) m.b.t. de belasting op de vertoningen en gemaklijkheden, het belastingreglement van 23 oktober 2007 en de aanslagbiljetten verstuurd op 8 september 2010 – Artikelen 5 (8.143,40 €) en 6 (56.025,30 €);

Overwegende dat in deze zaak beroep werd aangetekend door de Gemeente, dat het om fiscale aangelegenheden gaat en dat de partijen in hoger beroep reeds conclusie hebben genomen;

Overwegende dat het onder voorbehoud van toestemming van de gemeenteraad tijdens een volgende zitting is dat het schepencollege beslist heeft om afstand te doen van dit aanhangige geding voor het Hof van Beroep van Brussel;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 270 en 123, 8°;

Overwegende dat de Raad zich aansluit bij de motieven op grond waarvan het schepencollege over de afstand van geding van de Gemeente Vorst in deze zaak beslist heeft;

BESLIST:

Zonder afbreuk te doen aan artikel 825 van het Gerechtelijk Wetboek, toestemming te geven aan het schepencollege om afstand te doen van het aanhangige geding voor het Hof van Beroep van Brussel,

ingeschreven onder rolnummer 2013/AF/153, betreffende de belasting op de vertoningen en vermakelijkheden en, in het bijzonder, de aanslagbiljetten verstuurd op 8 september 2010 door de Gemeente Vorst aan de BVBA GREENHOUSE TALENT: Artikelen 5 (8.143,40 €) en 6 (56.025,30 €).

24 **Affaires juridiques - Contentieux de la taxe sur les antennes relais, pylônes et mâts de mobilophonie - Commune de Forest contre ORANGE BELGIUM S.A.(anciennement S.A. MOBISTAR) - Exercice 2014 - Article 3 - Jugement du 13 décembre 2018 de la 32^{ème} chambre francophone du Tribunal de Première Instance de Bruxelles - RG 16/2777/A) - Autorisation d'interjeter appel.**

LE CONSEIL,

Vu la requête déposée le 18 avril 2016 au greffe du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles ;

Vu le jugement rendu le 13 décembre 2018 par la 32^{ème} chambre de ce tribunal (RG 16/2777/A) statuant sur cette requête;

Considérant que ce jugement se prononce sur le litige entre la commune de Forest et la S.A. ORANGE BELGIUM (anciennement S.A. MOBISTAR) à propos de la taxe sur les antennes relais, pylônes et mâts de mobilophonie, et fait droit à la demande de la S.A. ORANGE BELGIUM (anciennement S.A. MOBISTAR.) en annulant les cotisations litigieuses ;

Considérant que le jugement précité du 13 décembre 2018 a été signifié le 21 mai 2019 à la commune de Forest;

Que cette signification a fait courir le délai d'appel endéans lequel il revient à la commune de décider si elle acquiesce à ce jugement ou si elle interjette appel;

Vu les articles 1050 et suivants du Code judiciaire, consacrés à l'appel ;

Considérant qu'en vertu de l'article 1051, alinéa 1 du Code judiciaire, le délai pour interjeter appel est d'un mois à partir de la signification du jugement ou de la notification de celui-ci faite conformément à l'article 792, alinéas 2 et 3 ;

Considérant que la commune de Forest doit prendre attitude suite à ce jugement ;

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 123,8° et 270 ;

Considérant que sous réserve d'autorisation du Conseil communal lors d'une prochaine séance conformément à l'article 270 de la nouvelle loi communale, le collège a décidé lors de sa séance du 13 juin 2019 d'interjeter appel du jugement du 13 décembre 2018 rendu par la 32^{ème} chambre du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles (RG 16/2777/A) ;

Considérant qu'il se rallie aux motifs pour lesquels le collège a choisi d'interjeter appel plutôt que d'acquiescer ;

DECIDE,

D'autoriser le collège des bourgmestres et échevins à interjeter appel du jugement du 13 décembre 2018

rendu par la 32^{ème} chambre du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles (RG 16/2777/A) dans le litige opposant la commune de Forest à la S.A. ORANGE BELGIUM (anciennement S.A. MOBISTAR).

Juridische zaken - Geschil over de belasting op de relaisantennes, pylonen en masten van mobilofonie - Gemeente Vorst tegen ORANGE BELGIUM N.V. (voorheen N.V. MOBISTAR) - Aanslagjaar 2014 - Artikel 3 - Vonnis van 13 december 2018 van de 32e Franstalige kamer van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel - AR 16/2777/A) - Toelating om beroep aan te tekenen.

DE RAAD,

Gelet op het verzoekschrift ingediend op 18 april 2016 bij de griffie van de Franstalige Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel;

Gelet op het vonnis gewezen op 13 december 2018 door de 32^e kamer van deze rechtbank (AR 16/2777/A) dat oordeelt over dit verzoekschrift;

Overwegende dat dit vonnis uitspraak doet over het geschil tussen de gemeente Vorst en de N.V. ORANGE BELGIUM (voorheen N.V. MOBISTAR) inzake de belasting op de relaisantennes, pylonen en masten van mobilofonie, en het verzoek van de N.V. ORANGE BELGIUM (voorheen N.V. MOBISTAR) inwilligt door de omstreden bijdragen te annuleren;

Overwegende dat het voornoemde vonnis van 13 december 2018 aan de gemeente Vorst betekend werd op 21 mei 2019;

Dat door deze betekening de termijn is aangevangen waarbinnen de gemeente moet beslissen of ze instemt met dit vonnis of beroep aantekent;

Gelet op artikelen 1050 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, gewijd aan het hoger beroep;

Overwegende dat krachtens artikel 1051, 1ste lid van het Gerechtelijk Wetboek, de termijn om hoger beroep aan te tekenen één maand bedraagt, te rekenen vanaf de betekening van het vonnis of de kennisgeving ervan overeenkomstig artikel 792, 2de en 3de lid;

Overwegende dat de gemeente Vorst een standpunt moet innemen naar aanleiding van dit vonnis;

Gelet op de nieuwe gemeentewet en inzonderheid artikelen 123, 8^o en 270;

Overwegende dat, onder voorbehoud van machtiging van de Gemeenteraad tijdens een volgende zitting, conform artikel 270 van de nieuwe gemeentewet, het college tijdens zijn zitting van 13 juni 2019 beslist heeft om beroep in te stellen tegen het vonnis van 13 december 2018 gewezen door de 32^e kamer van de Franstalige Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel (AR 16/2777/A);

Overwegende dat hij zich aansluit bij de redenen voor dewelke het college gekozen heeft om beroep aan te tekenen in plaats van in te stemmen;

BESLIST,

Het college van burgemeester en schepenen toe te staan beroep aan te tekenen tegen het vonnis van 13

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Propriétés communales - Gemeentelijke Eigendommen

25 Propriétés communales - Bâtiment sis à Forest, avenue Van Volxem 400-402 - Convention d'occupation précaire – Période du 26 août 2019 au 28 octobre 2019 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 02 juillet 2019 portant approbation de la convention d'occupation à titre précaire d'un immeuble à usage semi-industriel avec ateliers ou dépôts, bureaux et dépendances sis avenue Van Volxem, 400 (hors locaux occupés actuellement par l'ONE), et d'un immeuble à appartements ou bureaux (excepté un appartement), entrée carrossable pour camions sur cour sis avenue Van Volxem, 402 ;

Considérant que les bâtiments dont peut disposer la commune via la convention précitée entre le Service Public Régional de Bruxelles et la Commune, doivent absolument être utilisés sans délai afin d'éviter toute occupation illicite (squat) ;

Vu la demande de l'école IEHS, représentée par Monsieur Bilal EL OUASGHIRI, Administrateur, ayant son siège social sis rue Saint-Denis 294 à 1190 Bruxelles, tendant à pouvoir occuper à titre précaire et gratuit, pour la période du 26 août 2019 au 28 octobre 2019, le bâtiment sis à Forest, avenue Van Volxem 400-402, suivant descriptif des parties occupables (cfr article 1 du projet de convention entre l'école IEHS et la commune), afin d'y abriter pour une courte durée déterminée (du 26 août 2019 au 28 octobre 2019) une centaine d'élèves et une quinzaine d'enseignants;

Considérant qu'il y a lieu de passer une convention d'occupation avec l'école précitée, dont le projet est joint au dossier, et qui prévoit, entre autre, une occupation à titre gratuit et des obligations et travaux de mises aux normes à charge des occupants;

Vu la nouvelle loi communale;

DECIDE:

1. d'approuver les termes de la convention jointe en annexe, à conclure avec l'école IEHS, représentée par Monsieur Bilal EL OUASGHIRI, Administrateur, ayant son siège social sis rue Saint-Denis 294 à 1190 Bruxelles, pour l'occupation à titre précaire du bâtiment sis à Forest, avenue Van Volxem 400-402, suivant descriptif des parties occupables (cfr article 1 du projet de convention entre l'école IEHS et la commune), afin d'y abriter une centaine d'élève et une quinzaine d'enseignants durant une courte durée déterminée, soit du 26 août 2019 au 28 octobre 2019;

2. de charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Gemeente-eigendommen – Gebouw gelegen te Vorst, Van Volxelaan 400-402 – Tijdelijke

gebruiksovereenkomst – Periode van 26 augustus 2019 tot en met 28 oktober 2019 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van 2 juli 2019 tot goedkeuring van de tijdelijke gebruiksovereenkomst voor een gebouw voor semi-industrieel gebruik met werk- of opslagplaatsen, kantoren en bijgebouwen, gelegen Van Volxemlaan 400 (behalve de lokalen die op dit ogenblik door de ONE gebruikt worden), en een gebouw met appartementen of kantoren (één appartement uitgezonderd) en een berijdbare toegang voor vrachtwagens naar de binnenplaats, gelegen Van Volxemlaan 402;

Overwegende dat de gebouwen waar de Gemeente via voornoemde overeenkomst tussen de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel en de Gemeente over kan beschikken absoluut onverwijld moeten worden gebruikt teneinde ieder ongeoorloofd gebruik (kraken) te verhinderen;

Gelet op de vraag van de school IEHS, vertegenwoordigd door de heer Bilal EL OUASGHIRI, Beheerder, met maatschappelijke zetel gelegen Sint-Denijsstraat 294 te 1190 Brussel, strekkende tot het tijdelijk en gratis mogen gebruiken, voor de periode van 26 augustus 2019 tot en met 28 oktober 2019, van het gebouw gelegen te Vorst, Van Volxemlaan 400-402, overeenkomstig de omschrijving van de delen die gebruikt mogen worden (zie artikel 1 van de ontwerpovereenkomst tussen de school IEHS en de Gemeente), teneinde er voor een korte bepaalde periode (van 26 augustus 2019 tot en met 28 oktober 2019) aan een honderdtal leerlingen en een vijftiental leraars onderdak te verlenen;

Overwegende dat het aangewezen is met voornoemde school een gebruiksovereenkomst te sluiten, waarvan het ontwerp bij het dossier gevoegd is, en die o.a. voorziet in een kosteloos gebruik en de verplichtingen en werken om te beantwoorden aan de normen ten laste van de gebruikers;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

1. de bepalingen van de in bijlage gevoegde tijdelijke overeenkomst, voor de periode van 26 augustus 2019 tot en met 28 oktober 2019, te sluiten met de school IEHS, vertegenwoordigd door de heer Bilal EL OUASGHIRI, Beheerder, met maatschappelijke zetel gelegen Sint-Denijsstraat 294 te 1190 Brussel, strekkende tot het tijdelijk en gratis gebruik van het gebouw gelegen te Vorst, Van Volxemlaan 400-402, overeenkomstig de omschrijving van de delen die gebruikt kunnen worden (zie artikel 1 van het ontwerp van overeenkomst tussen de school IEHS en de Gemeente), teneinde er voor een korte bepaalde periode (van 26 augustus 2019 tot en met 28 oktober 2019) aan een honderdtal leerlingen en een vijftiental leraars onderdak te verlenen, goed te keuren;
2. de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te machtigen teneinde de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

3 annexes / 3 bijlagen

26 Propriétés communales – Bâtiment sis à Forest, avenue Van Volxem 402 - Convention d'occupation précaire – Période du 04 novembre 2019 au 31 octobre 2020 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 02 juillet 2019 portant approbation de la convention d'occupation à titre précaire d'un

immeuble à usage semi-industriel avec ateliers ou dépôts, bureaux et dépendances sis avenue Van Volxem, 400 (hors locaux occupés actuellement par l'ONE), et d'un immeuble à appartements ou bureaux (excepté un appartement), entrée carrossable pour camions sur cour sis avenue Van Volxem, 402 ;

Considérant que les bâtiments dont peut disposer la commune via la convention précitée entre le Service Public Régional de Bruxelles et la Commune, doivent absolument être utilisés afin d'éviter toute occupation illicite (squat) ;

Vu la demande de l'asbl Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés, représentée par Madame Adriana Costa Santos, ayant son siège social sis rue Washington, 186 à 1050 Bruxelles (Ixelles), tendant à pouvoir occuper à titre précaire et gratuit, pour la période du 04 novembre 2019 au 31 octobre 2020, le bâtiment sis à Forest, avenue Van Volxem 402, suivant descriptif des parties occupables (joint au dossier);

Considérant qu'il y a lieu de passer une convention d'occupation avec l'asbl précitée, dont le projet est joint au dossier, et qui prévoit, entre autre, une occupation à titre gratuit et un entretien régulier des lieux et une éventuelles remises en état par l'occupant;

Vu le caractère social de ce projet ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

1. d'approuver, pour la période du 04 novembre 2019 au 31 octobre 2020, les termes de la convention d'occupation à titre précaire, jointe en annexe, à conclure avec l'asbl Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés, représentée par Madame Adriana Costa Santos, ayant son siège social sis rue Washington, 186 à 1050 Bruxelles (Ixelles), pour l'occupation du bâtiment sis à Forest, avenue Van Volxem 402, suivant descriptif des parties occupables (joint au dossier);

2. de charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Gemeentelijke eigendommen – Gebouw gelegen te Vorst, Van Volxemlaan 402 – Tijdelijke gebruiksovereenkomst – Periode van 4 november 2019 t.e.m. 31 oktober 2020 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van 2 juli 2019 tot goedkeuring van de tijdelijke gebruiksovereenkomst voor een gebouw voor semi-industrieel gebruik met werk- of opslagplaatsen, kantoren en bijgebouwen, gelegen Van Volxemlaan 400 (behalve de lokalen die op dit ogenblik door de ONE gebruikt worden), en een gebouw met appartementen of kantoren (één appartement uitgezonderd) en een berijdbare toegang voor vrachtwagens naar de binnenplaats, gelegen Van Volxemlaan 402;

Overwegende dat de gebouwen waar de Gemeente via voornoemde overeenkomst tussen de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel en de Gemeente over kan beschikken absoluut moeten worden gebruikt teneinde ieder ongeoorloofd gebruik (kraken) te verhinderen;

Gelet op het verzoek van de vzw Burgerplatform voor Steun aan de Vluchtelingen, vertegenwoordigd door mevrouw Adriana Costa Santos, met maatschappelijke zetel gelegen te Washingtonstraat 186 te 1050 Brussel (Elsene), strekkende tot het tijdelijk en gratis mogen gebruiken, voor de periode van 04 november 2019 t.e.m. 31 oktober 2020, van het gebouw gelegen te Vorst, Van Volxemlaan 402, overeenkomstig de

omschrijving van de delen die gebruikt kunnen worden (in bijlage bij het dossier);

Overwegende dat het aangewezen is met voornoemde vzw een gebruiksovereenkomst te sluiten, waarvan het ontwerp bij het dossier gevoegd is, en die o.a. voorziet in een kosteloos gebruik en een regelmatig onderhoud en eventuele herstelling van de plaatsen door de gebruiker;

Gelet op het sociale karakter van dit project;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

1. de bepalingen van de in bijlage gevoegde tijdelijke overeenkomst, gesloten voor de periode van 04 november 2019 t.e.m. 31 oktober 2020, met de vzw Burgerplatform voor Steun aan de Vluchtelingen, vertegenwoordigd door mevrouw Adriana Costa Santos, met maatschappelijke zetel gelegen Washingtonstraat 186 te 1050 Brussel (Elsene), voor het gebruik van het gebouw gelegen te Vorst, Van Volxemlaan 402, overeenkomstig de omschrijving van de delen die gebruikt kunnen worden (in bijlage bij het dossier), goed te keuren;

2. de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te machtigen teneinde de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

3 annexes / 3 bijlagen

Mobilité - Mobiliteit

27 Mobilité - Stationnement - Redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique - Règlement – Modifications et renouvellement.

LE CONSEIL,

Vu le règlement - redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique - adopté par le conseil communal en séance du 3 mai 2016 et modifié par le conseil communal en séance du 19 septembre 2017 et du 20 février 2018 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 137bis de la nouvelle loi communale relative au recouvrement des créances non fiscales ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur et ses modifications subséquentes ;

Vu l'Arrêté Royal du 16 mars 1968 relatif à la police de la circulation routière ;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route) ;

Vu le règlement complémentaire de police en ses dispositions relatives à la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

Vu les articles 2, 3, 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu l'Ordonnance du 20 juillet 2016 portant modification de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière ;

Vu l'arrêté du 27 octobre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement ;

Vu l'arrêté du 27 octobre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la convention de délégation des missions de perception et de contrôle à l'Agence régionale du stationnement adoptée par le Conseil Communal en séance du 22 mars 2016 ;

Vu le projet de Plan d'Action Communal du Stationnement élaboré par l'Agence du stationnement pour le compte de la commune de Forest ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2018 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, en vue d'instaurer trois nouvelles zones de stationnement dénommées « chargement électrique », « autocars » et « poids lourds » ;

Considérant que les premières bornes de rechargement électrique seront installées avant la fin de l'année 2019 et qu'il est nécessaire d'adapter la réglementation relative au stationnement payant afin de ne pas créer de nouvelles zones non-règlementées ;

Considérant la nécessité de répondre à la demande des habitants forestois d'insérer une « zone événement » afin de répondre à la problématique du stationnement lors des soirs de spectacles ;

Considérant que la zone événement est également demandée par Forest National afin de réduire la pression de stationnement les jours de spectacles et ainsi inciter les spectateurs à utiliser d'autres modes de transport ou les parkings de dissuasion ;

Considérant que l'insertion d'une zone événement implique des modifications du règlement par l'insertion d'une nouvelle zone réglementée ;

Considérant la volonté de préserver les noyaux commerciaux de l'impact tarifaire d'une zone événement ;

DECIDE :

De renouveler et modifier le règlement-redevance sur le stationnement des véhicules à moteur sur la voie publique à partir du 1^{er} novembre 2019 et d'approuver le texte comme suit :

Article 1 : Champ d'application

Le présent règlement est applicable à tous les usagers d'un véhicule à moteur à 4 roues et plus aux endroits et aux moments auxquels le stationnement est autorisé moyennant l'usage régulier des appareils dits compteurs de stationnement ou horodateurs conformément au Règlement général de police sur la circulation routière (A.R. du 1er décembre 1975). Le temps de stationnement est limité conformément aux modalités d'utilisation figurant sur lesdits appareils.

Les zones où le stationnement est payant sont subdivisées en :

- zone rouge : payant pour tous
- zone verte : payant sauf pour les personnes en possession d'une carte habitant ou d'un abonnement communal dont les conditions d'octroi sont prévues aux articles 5, 6 et 7 du présent règlement.
- zone jaune : *payant pour tous sauf pour les livraisons en cours, portes du véhicule ouvertes, clés de contact retirées.*
- zone événement : *payant pour tous sauf pour les personnes en possession d'une carte, d'un abonnement communal, d'une carte visiteur événement délivrée conformément aux conditions prévues aux articles 5, 6 et 7 du présent règlement.*

Les zones sont définies comme telles :

Zone rouge :

Zone à forte densité commerciale comprenant les rues suivantes :

- Rue Jean-Baptiste Vanpé
- Avenue Victor Rousseau (jusqu'à l'avenue Denayer du côté pair, et jusqu'à l'avenue Monte Carlo du côté impair)
- Chaussée de Bruxelles (entre la rue Jean-Baptiste Vanpé et la rue Saint-Denis du côté pair et la rue de Barcelone du côté impair)
- Chaussée de Neerstalle (entre la rue Jean-Baptiste Vanpé et la rue André Baillon)
- Place de l'Altitude Cent

Zone verte :

Toute la commune en dehors des zones rouges et jaunes, en ce compris la zone industrielle.

Zone jaune :

Toutes les zones de livraison pendant les heures de livraisons indiquées sur la signalisation spécifique à ce type de zone.

Zone événement :

Zone reprenant l'ensemble des voiries situées dans un périmètre défini (cfr annexe 1)

Article 2 : Définitions

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- Agence : l'agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que définie dans le chapitre VI de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement création de l'agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

- voie publique : toute voie ouverte à la circulation par voie terrestre accessible à tous les usagers (voies, trottoirs ou accotements immédiats, communaux ou régionaux, ainsi que les lieux assimilés étant les parkings situés sur la voie publique, tels qu'énoncés à l'article 4§2 de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics). La voie publique est divisée en zones de stationnement rouge, verte, ou jaune, telles que mentionnées sur les horodateurs et repris au plan communal de stationnement.

- stationnement : immobilisation d'un véhicule à quatre roues et plus au-delà du temps requis pour l'embarquement ou le débarquement de personnes ou de choses.

- usager redevable de la redevance : le conducteur du véhicule ou, s'il n'est pas identifié, le titulaire du certificat d'immatriculation ou le dernier propriétaire connu du véhicule à moteur, ainsi que les personnes qui doivent répondre des actes de l'usager.

- Véhicule soumis à la redevance : le véhicule à quatre roues et plus qui emprunte et stationne sur la voie publique.

- billet de stationnement : document, également appelé "notification", placé par le contrôleur sur la face externe du pare-brise avant du véhicule lorsque, au moment de la vérification, le ticket de stationnement fait apparaître un dépassement du temps de stationnement pour lequel la redevance a été payée ou en cas d'absence de ticket de stationnement valide ou lisible apposé en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule.

- ticket de stationnement : document délivré par l'horodateur conformément au présent règlement. Il doit être apposé, en original, de manière visible derrière le pare-brise avant du véhicule.

- carte riverain : autorisation sous forme électronique délivrée par l'administration communale conformément au présent règlement. La carte habitant donne droit aux habitants forestois de stationner librement et gratuitement dans toute la Commune de Forest excepté en zones rouge et jaune. Le fait d'être détenteur d'un document de stationnement ne garantit pas de bénéficier d'un emplacement de stationnement.

- abonnement : autorisation sous forme électronique délivrée par l'administration communale conformément au présent règlement. L'abonnement donne droit à son détenteur de stationner librement et gratuitement dans toute la Commune de Forest excepté en zones rouge et jaunes. Le fait d'être détenteur d'un document de stationnement ne garantit pas de bénéficier d'un emplacement de stationnement.

- ménage : Un ménage désigne l'ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être constitué d'une seule personne.

- résidence principale : Une résidence principale est un logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage.

- résidence secondaire : Une résidence secondaire sur le territoire de la Commune de Forest est une résidence pour laquelle le propriétaire s'acquitte de la taxe communale sur les secondes résidences.
- Handicapé : personne handicapée titulaire de la carte spéciale visée à l'article 27.4.1 ou 27.4.3. de l'arrêté du 1^{er} décembre 1975 « portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique » et délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.
- Agent assermenté : agent communal désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins en vue de veiller à l'application du présent règlement-redevance.
- Zone industrielle : Cette zone comprend les rues suivantes :
 - Boulevard de l'Humanité
 - Rue Bollinckx
 - Rue de la Soierie
 - Rue Lieutenant Lotin
 - Rue de Lusambo
 - Rue des Lutins
- Voitures partagées : le système d'utilisation d'un véhicule tel que défini à l'article 2.50 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.
- Connexion : *identification électronique en vue de charger ou de payer un tarif de rotation auprès de l'exploitant de l'infrastructure*
- Borne de recharge électrique : *infrastructure permettant la recharge d'un ou plusieurs véhicules électriques. La borne comporte au minimum un point de charge matérialisé par un socle de prise.*
- Raccordement : *branchement physique d'un véhicule électrique à la borne électrique, telle que définie dans le présent article, en vue de recharger ledit véhicule.*

Article 3 : Modalités applicables aux zones de couleurs

Sauf disposition contraire, la redevance pour le stationnement sur la voie publique est d'application dans les zones de couleurs, entre 9h et 13h et de 14h à 18h, tous les jours sauf les dimanches et jours fériés légaux, aux tarifs et selon les modalités suivantes :

a. Tarifs horaires

Le ticket doit être posé en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule.

En zone « rouge » :

- Le tarif horaire du stationnement est de 1,5€.
- Toutefois, si l'usager ne désire stationner qu'un maximum de 15 minutes, il peut le faire gratuitement moyennant l'apposition du ticket délivré par l'horodateur à cet effet. Il ne peut être fait usage de plusieurs tickets gratuits successifs pour le même véhicule.

En zone « verte » :

- Le tarif horaire du stationnement est de 1 €.

- Dans cette zone, tous les détenteurs d'une carte ou d'un abonnement de stationnement sont dispensés d'alimenter l'horodateur.
- Toutefois, si l'utilisateur ne désire stationner qu'un maximum de 15 minutes, il peut le faire gratuitement moyennant l'apposition du ticket délivré par l'horodateur à cet effet. Il ne peut être fait usage de plusieurs tickets gratuits successifs pour le même véhicule.

En zone « jaune » :

- Le stationnement est interdit en zone jaune pendant les horaires de livraison.
- En dehors des heures dédiées aux livraisons, le stationnement est autorisé et la zone jaune est alors considérée comme une zone verte.

En zone « chargement électrique » :

Le stationnement en zone « chargement électrique » est autorisé gratuitement pour autant que l'utilisateur dudit véhicule soit connecté et qu'il procède au raccordement physique de son véhicule à la borne électrique.

b. Tarif forfaitaire

Il sera toujours considéré que l'utilisateur d'un véhicule à moteur a opté pour le paiement du tarif forfaitaire de 25 € ou 100 € dans les cas suivants :

- Lorsque, au moment de la vérification par un contrôleur, le ticket de stationnement se trouvant en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule fait apparaître un dépassement du temps de stationnement pour lequel la redevance a été payée ;
- En cas d'absence de ticket de stationnement valide ou lisible apposé en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule au moment de la vérification par un contrôleur ;
- En cas de non-conformité de la carte habitant ou de l'abonnement ;

Le montant déjà acquitté dans l'horodateur ne sera pas déduit du montant de la tarification subsidiaire.

Lorsque l'utilisateur a fait choix du système forfaitaire, les tarifs suivants sont d'application :

§1. Pour les zones rouge et verte

- 25 € en matinée (de 9h00 à 13h).
- 25 € l'après-midi (de 14h à 18h00).

§2. Pour la zone jaune

- 100 € (de 9h00 à 18h00).

§3. Pour la zone « chargement électrique » et lorsque l'utilisateur d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné sans connexion ou raccordement physique :

- 50 € en matinée (de 9h00 à 13h).
- 50 € l'après-midi (de 14h à 18h00).

Article 4 : Modalités applicables à la zone évènement

En zone évènement, la taxe est payante tous les jours, en ce compris les dimanches et jours fériés légaux de 13h30 à 24h, sauf s'il n'y a pas d'évènement à Forest National .

En l'absence d'évènement à Forest National, la zone d'évènement est considérée comme une zone verte ou rouge selon la définition des zones à l'article 1. Tel est également le cas, même en cas de spectacle entre 9h et 13h30.

Les horodateurs situés dans le périmètre de la zone événement indiquent si la tarification zone événement n'est pas d'application. A défaut de cette indication, la tarification zone événement est applicable de 13h30 à 24h00.

Les tarifs et modalités applicables en zone événement sont les suivants :

a. Tarif horaire

Le ticket doit être posé en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule.

- *La durée maximale de stationnement y est de 4h30 au tarif de 5€ par heure.*
- *Dans cette zone, tous les détenteurs d'une carte ou d'un abonnement de stationnement délivré par la Commune de Forest sont dispensés d'alimenter l'horodateur.*
- *Toutefois, si l'utilisateur ne désire stationner qu'un maximum de 15 minutes, il peut le faire gratuitement moyennant l'apposition du ticket délivré par l'horodateur à cet effet. Il ne peut être fait usage de plusieurs tickets gratuits successifs pour le même véhicule.*

b. Tarif forfaitaire

Il sera toujours considéré que l'utilisateur d'un véhicule à moteur a opté pour le paiement du tarif forfaitaire dans les cas suivants :

- *Lorsque, au moment de la vérification par un contrôleur, le ticket de stationnement se trouvant en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule fait apparaître un dépassement du temps de stationnement pour lequel la taxe a été payée ;*
- *En cas d'absence de ticket de stationnement valide ou lisible apposé en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule au moment de la vérification par un contrôleur ;*

En cas de non-conformité de la carte habitant ou de l'abonnement ;

Le montant déjà acquitté dans l'horodateur ne sera pas déduit du montant de la tarification subsidiaire.

Lorsque l'utilisateur a fait choix du système forfaitaire, les tarifs suivants sont d'application :

- *50 € l'après-midi (de 13h30 à 18h00)*
- *50 € en soirée (18h00 à 24h00)*

Article 5 : Dispositions communes aux cartes habitant et aux abonnements

§1. Toutes les cartes et abonnements de stationnement sont délivrés par l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

§2. Dans les zones vertes, les détenteurs d'une carte habitant ou d'un abonnement sont dispensés d'alimenter l'horodateur ou d'apposer un disque de stationnement. Les cartes habitant et les abonnements sont électroniques. Aucune carte ni abonnement ne sont délivrés sous forme physique. Le contrôle du

stationnement s'effectue sur la base de la plaque d'immatriculation du véhicule au moyen d'un système informatisé.

§ 3. *Dans la zone événement, et sauf mention contraire aux articles 6 et 7, les détenteurs d'une carte ou d'un abonnement sont dispensés d'alimenter l'horodateur ou d'apposer un disque de stationnement. Les cartes habitant et les abonnements sont électroniques. Aucune carte ni abonnement ne sont délivrés sous forme physique. Le contrôle du stationnement s'effectue sur la base de la plaque d'immatriculation du véhicule au moyen d'un système informatisé.*

§4. Pour les véhicules immatriculés à l'étranger, seuls les abonnements individuels seront d'application, sauf pour les véhicules non-soumis à l'immatriculation en Belgique réglementé par la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules.

§5. Pour les véhicules de plus de 3 tonnes, les détenteurs d'une carte de stationnement ne peuvent stationner que dans la zone industrielle.

§6. Les cartes habitant et abonnements sont valables sur l'ensemble du territoire de la commune, à l'exception des zones rouges, *des zones jaunes et des zones « chargement électrique », et dans certains cas en zone « événement » (cfr article 7)*

Toutefois, pour les rues forestoises qui se prolongent au-delà de la limite communale, le possesseur d'une carte habitant - domicilié dans une de ces rues - émise tant par Forest que par la commune limitrophe, peut stationner son véhicule en faisant usage de sa carte habitant au-delà du territoire communal pour lequel la carte a été émise et ce jusqu'au premier carrefour sur le territoire de l'autre commune.

§7. Le demandeur doit fournir la preuve que le véhicule pour lequel la carte habitant ou l'abonnement demandé est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente, au moyen de (liste non-exhaustive - voir formulaire de demande) :

- sa carte d'identité
- dans le cas d'emménagement, le document d'inscription ou de changement d'adresse à la Commune de Forest
- dans le cas des résidences secondaires, le titre de propriété ou le contrat de bail.
- Le certificat d'immatriculation ;
- un certificat d'assurance reprenant le demandeur en conducteur fréquent si le véhicule est immatriculé au nom d'une autre personne ;
- pour les utilisateurs de voiture de leasing, une copie de l'attestation officielle de la société de leasing reprenant les coordonnées du demandeur ;

L'octroi de la carte habitant ou de l'abonnement ne dispense pas le titulaire de se mettre en ordre d'immatriculation et d'assurance.

§8. Le titulaire qui souhaite la reconduction de sa carte de stationnement ou de son abonnement en fait la demande à l'Agence du stationnement avant l'expiration de la période de validité, en communiquant toute modification ou éléments nouveaux. Si la demande intervient tardivement, l'usager sera tenu d'alimenter l'horodateur durant la période non couverte par la carte ou l'abonnement. La carte ou l'abonnement n'est jamais renouvelé tacitement, ni rétroactivement.

§9. La validité des cartes habitant et des abonnements cesse de plein droit à la survenance d'un des évènements suivants :

- lorsque le titulaire n'appartient plus au groupe cible qui a justifié l'obtention de la carte de stationnement ou de l'abonnement ;
- en cas de retrait de la plaque d'immatriculation concernée ;
- lorsque l'Administration communale prend une mesure qui entraîne la non-validité du document. Dans

ce cas, le titulaire est tenu de le renvoyer dans les 8 jours.

§10. Toute modification de véhicule ou d'immatriculation du véhicule doit être déclarée auprès de l'Agence du stationnement dans les 8 jours suivant ladite modification.

- Dans le cas d'une modification définitive, le nouveau certificat d'immatriculation doit accompagner la demande.

- Dans le cas d'une modification temporaire, la demande doit être accompagnée du certificat d'immatriculation du véhicule de remplacement ainsi que d'une attestation du garage.

Les deux premières modifications d'immatriculation au courant d'une même année (sur base de la période de validité de la carte de stationnement) sont gratuites. Les suivantes sont tarifées au prix de 2,50 € par immatriculation modifiée.

Les billets de stationnement qui seraient émis dans la période des 8 jours sur le nouveau véhicule ou le véhicule temporaire seront annulés à la demande du titulaire du véhicule. Si la déclaration de changement de véhicule se fait au-delà du délai de 8 jours, aucun des billets de stationnement qui seraient apposés sur le véhicule ne pourront être annulés.

§11. Aucune carte ou abonnement ne fera l'objet d'un remboursement.

§12. Aucune carte ou abonnement ne fera l'objet d'un transfert vers un autre bénéficiaire qui ne fait pas partie du ménage.

§13. Toute constatation de fausse déclaration relative à la demande d'obtention d'une carte ou abonnement communal de stationnement sera sanctionnée par l'annulation de celle-ci/celui-ci et le non-remboursement du prix de la carte.

Article 6 : Carte communale de stationnement

a. Carte riverain

§1. La carte communale de stationnement dont il est question à l'article 4 est délivrée à sa demande au ménage, ayant sa résidence principale à Forest, et pour autant que le membre du ménage qui sollicite la carte habitant ait un véhicule qui est en ordre d'immatriculation et d'assurances.

Le ménage ayant une résidence secondaire à Forest est assimilé aux habitants de la commune dès lors qu'il s'est acquitté de la taxe sur les résidences secondaires et en apporte la preuve de paiement lors de la demande.

§2. Tarifs :

La première carte d'un même ménage est valable un an au prix de 15 €.

La seconde carte d'un même ménage est valable un an au prix de 50 €.

La troisième carte d'un même ménage est valable un an au prix de 200 €.

b. Carte riverain temporaire

§1. La carte riverain temporaire est délivrée à tout ménage forestois qui en fait la demande.

§2. La carte riverain temporaire est strictement personnelle. Elle ne peut être ni cédée, ni revendue à une tierce personne. Le titulaire de la carte sera tenu responsable, solidairement avec l'utilisateur, des éventuels abus d'utilisation. En cas de cession avérée de la carte riverain temporaire à une tierce personne, le titulaire de la carte concernée perdra le bénéfice de la carte riverain temporaire.

§3. Tarifs :

- La carte riverain temporaire pour les forestois possédant la carte habitant est valable un an au prix de 20 € pour un crédit de 250 heures.

Le crédit supplémentaire avant échéance est au prix de 30 € pour un crédit de 150 heures.

Après épuisement des 400 heures annuelles, il ne sera plus possible de racheter ce type de carte.

Une seule carte de ce type peut être délivrée.

- La carte riverain temporaire pour les forestois ne possédant pas la carte habitant est valable un an au prix de 15 € pour un crédit de 350 heures.

Le crédit supplémentaire avant échéance est au prix de 30 € pour un crédit de 200 heures.

Après épuisement des 550 heures annuelles, il ne sera plus possible de racheter ce type de carte.

Sur demande, le crédit supplémentaire peut être attribué sous la forme d'une deuxième carte physique.

§4. Les tickets obtenus à l'aide de la carte riverain temporaire sont valables uniquement en zone verte *et en zone événement*.

§5. La durée de validité de la carte riverain temporaire est limitée à un an. La validité prend effet à partir de la date de délivrance de la carte. Les crédits restants à la fin de l'année ne peuvent pas être reportés.

§6. La demande doit être introduite auprès du service stationnement accompagnée des documents suivants :

- la copie de la carte d'identité du demandeur ;

- le formulaire de demande de carte visiteur dûment complété et signé ;

- une procuration dans le cas où la personne qui retire la carte n'est pas le bénéficiaire de la carte.

§7. Les cartes perdues ou volées peuvent être remplacées au prix de la recharge auquel 5,00 € sont rajoutés et ne peuvent plus être rechargées.

Si la carte perdue ou volée a déjà été rechargée dans le courant de l'année, elle ne peut plus être remplacée.

c. Carte club sport

§1. La carte club sport doit être demandée par le club de sport pour ses membres. Le nombre de cartes est limité au nombre de membre non-forestois.

§2. Tarif :

La carte club sport est valable un an au prix de 20 € pour un crédit de 200 heures.

§3. La durée de validité de la carte club sport est limitée à un an. La validité prend effet à partir de la date de délivrance de la carte. Les crédits restants à la fin de l'année ne peuvent pas être reportés.

§4. La demande doit être introduite, maximum une fois par trimestre, auprès de l'Agence du stationnement accompagnée des documents suivants :

- la preuve que le membre est affilié au club sportif ;

- la copie de la carte d'identité du membre ;

- une attestation reprenant l'identité du responsable désigné pour retirer les abonnements ;

- le formulaire de demande de carte club sport dûment complété et signé

§5. Les cartes perdues ou volées ne seront pas remplacées.

Article 7 : Abonnements

a. Abonnement Entreprises et Indépendants

§1. Par entreprise, il y a lieu d'entendre toute personne morale (société de droit privé, institution publique) ou personne physique en qualité d'indépendant, exerçant son activité sur le territoire de la commune.

§2. L'entreprise introduit de préférence une seule et même demande annuellement pour tous les abonnements auxquels elle prétend. Elle fixe ensuite ses propres modalités de distribution des abonnements à son personnel.

§3. Le tarif suivant est applicable :

25€/mois, 50€/trimestre ou 150€/an, par abonnement.

§4. Les documents suivants doivent être fournis au moment de l'introduction de la demande (liste non-exhaustive – voir formulaire de demande) :

- une attestation justifiant de l'activité sur la commune ;
- la liste des plaques d'immatriculation concernées ;
- une copie des certificats d'assurance et d'immatriculation des véhicules, établissant le cas échéant que le bénéficiaire de l'abonnement est l'utilisateur habituel du véhicule ;
- le formulaire de demande d'abonnement dûment complété et signé

§5. L'abonnement d'entreprise est valable sur tout le territoire de la commune, à l'exception des zones rouges et jaunes.

b. Abonnement visiteur

§1. Toute personne physique peut obtenir un abonnement individuel, attribué à un seul véhicule, au prix de 50 € par mois, 100€ par trimestre ou 300€ par an.

§2. Les documents suivants doivent être fournis au moment de l'introduction de la demande (liste non-exhaustive – voir formulaire de demande) :

- La carte d'identité ;
- le certificat d'immatriculation du véhicule ;
- le certificat d'assurance établissant le cas échéant que le bénéficiaire de l'abonnement est l'utilisateur habituel du véhicule ;
- le formulaire de demande d'abonnement dûment complété et signé

§3. L'abonnement individuel est valable sur tout le territoire de la commune, à l'exception des zones rouges, jaunes *et événement*.

c. Abonnement personnel enseignant

§ 1. Est concerné l'ensemble du personnel enseignant relevant d'un établissement scolaire situé sur le territoire de la commune et appartenant à un réseau d'enseignement dont les diplômes sont reconnus par les pouvoirs publics, à l'exception du personnel enseignant de l'enseignement communal qui relève du règlement de travail applicable au personnel communal.

§ 2. L'établissement scolaire est tenu de fournir la preuve que chaque bénéficiaire de l'abonnement fait partie de son personnel.

§ 3. L'établissement introduit de préférence une seule et même demande annuelle pour tous les abonnements auxquels il prétend et fixe ses propres modalités de distribution à son personnel.

§ 4. L'abonnement est valable pour une durée d'un an. Le tarif suivant est applicable : 10 € par mois 15 € par trimestre ou 50 € par an.

§ 5. Les documents suivants doivent être fournis au moment de l'introduction de la demande (liste non-exhaustive – voir formulaire de demande) :

- une attestation justifiant que l'établissement scolaire appartient à un réseau d'enseignement dont les diplômes sont reconnus par les pouvoirs publics ;
- la liste des plaques d'immatriculation concernées ;
- une copie des certificats d'assurance et d'immatriculation des véhicules, établissant le cas échéant que le bénéficiaire de l'abonnement est l'utilisateur habituel du véhicule ;
- le formulaire de demande d'abonnement dûment complété et signé

§6. L'abonnement personnel enseignant est valable sur toute la commune, à l'exception des zones rouges et jaunes.

d. Carte de stationnement pour les prestataires de soins médicaux urgents

§1. Sont entendus, comme « personne dispensant des soins médicaux urgents », les personnes prodiguant des soins médicaux et possédant un numéro INAMI lorsqu'elles sont amenées à dispenser immédiatement un secours approprié à toute personne dont l'état de santé par suite d'un accident ou d'une maladie soudaine ou de la complication soudaine d'une maladie requiert une intervention urgente.

§2. La carte de stationnement est valable pour une durée d'un an et est accordée au tarif de 200€. Le montant et la durée de cette carte ne sont pas fractionnables.

§3. Les documents à fournir pour l'obtention de cette carte sont déterminés par l'Agence du Stationnement et sont repris sur le site web de l'Agence.

§4. La carte de stationnement pour les prestataires de soins médicaux urgents est valable sur tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, pour autant qu'elle soit apposée de manière visible derrière le pare-brise avant du véhicule, qu'elle soit accompagnée de la mention « en cours d'intervention » et du disque de stationnement indiquant l'heure d'arrivée du prestataire de soins.

e. Carte de stationnement pour les prestataires de soins médicaux non-urgents

§1. Sont entendus, comme « personne dispensant des soins médicaux non-urgents », les personnes prodiguant des soins médicaux non-urgents et les vétérinaires, et doivent être liés à une organisation reconnue par la Commission communautaire française, la Commission communautaire flamande ou la Commission communautaire commune.

§2. La carte de stationnement est valable pour une durée d'un an et est accordée au tarif de 75€. Le montant et la durée de cette carte ne sont pas fractionnables.

§3. Les documents à fournir pour l'obtention de cette carte sont déterminés par l'Agence du Stationnement et sont repris sur le site web de l'Agence.

§4. La carte de stationnement pour les prestataires de soins médicaux non-urgents est valable sur tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exception des zones rouges et jaunes et pour autant qu'elle soit apposée de manière visible derrière le pare-brise avant du véhicule, qu'elle soit accompagnée de la mention « en cours d'intervention » et du disque de stationnement indiquant l'heure d'arrivée du prestataire de soins.

f. Carte de stationnement « voiture partagée »

§1. Cette carte de stationnement est destinée spécifiquement aux exploitants des véhicules à moteur affectés au système de voitures partagées agréés tel que définis à l'article 2 « voitures partagées ».

§2. La carte de stationnement est valable pour une durée d'un an et est accordée au tarif de 5€ par véhicule par an. Le montant et la durée de cette carte ne sont pas fractionnables.

§3. La carte n'est valable que lorsque le véhicule est en cours d'utilisation par un client payant le service d'une voiture partagée.

§4. La carte « voiture partagée » est valable sur tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exception des zones rouges et jaunes.

Article 8 : Dispenses

La gratuité en zone rouge est assurée pour tout véhicule ayant un emplacement réservé (emplacement pour personnes handicapées, emplacement pour taxi,...) régi par le code de la route.

La gratuité en zone rouge et verte est assurée pour les personnes handicapées.

Le statut de personne handicapée se constate au moment du stationnement par l'apposition, de manière visible, derrière le pare-brise avant du véhicule, de la carte délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.

La dispense vaut également pour tout emplacement réservé aux handicapés, en quelque zone qu'il soit.

Article 9 : Généralités

§1. Le stationnement est régi suivant les modalités et conditions reprises dans le présent règlement ainsi que celles mentionnées sur les horodateurs. Les cartes et abonnements sont délivrés selon les modalités prévues aux articles 5 à 6 du présent règlement.

§2. Conformément à l'article 27.3.1.2° de l'arrêté royal du 1er décembre 1975, lorsque l'horodateur le plus proche de l'endroit où est stationné son véhicule est hors d'usage, tout conducteur est tenu d'employer le disque de stationnement.

§3. Le véhicule doit avoir quitté l'emplacement de stationnement, au plus tard à l'expiration du temps de stationnement autorisé et, au plus tard, 2 heures après son arrivée si son utilisateur a placé un disque de stationnement en évidence derrière son pare-brise avant en cas d'horodateur défectueux.

§4. L'utilisateur supporte les conséquences qui pourraient résulter d'un usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

§5. Le stationnement d'un véhicule à moteur sur un emplacement pourvu d'horodateurs se fait au risque de l'utilisateur ou de celui au nom de qui le véhicule est immatriculé. Le paiement de la redevance ne donne droit à aucune surveillance. L'administration communale ni l'Agence du stationnement ne peuvent être rendues responsables des faits de dégradations ou de vol du véhicule ou dans le véhicule.

§6. Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 10: Recouvrement

En cas de non respect d'une des dispositions énumérées dans ce règlement, une notification sera apposée sur la face externe du pare-brise ou, à défaut, sur la partie avant du véhicule par un agent contrôleur de la commune ou de l'Agence.

Un délai de maximum 5 jours ouvrables est prévu pour régler la notification.

A défaut de paiement intégral de la notification dans les temps, un premier rappel sans frais sera envoyé.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire des frais administratifs d'un montant de 15,00 € seront réclamés et portés à charge du débiteur de la redevance.

Ensuite, toujours en cas de non-paiement, l'Agence décide de la suite à réserver au dossier et des éventuelles poursuites à intenter contre le redevable de la redevance.

En cas de non paiement par le conducteur, le titulaire de l'inscription auprès du « Service de l'Immatriculation des véhicules » est tenu solidairement et indivisiblement responsable.

Article 11: Contestation

Après apposition de la redevance (notification), le conducteur dispose d'un délai d'un mois (30 jours) calendrier pour transmettre, par écrit, à l'Agence du stationnement, rue de l'Hôpital, 31 à 1000 Bruxelles ou via info@parking.brussels, toute contestation relative à la redevance. A défaut la redevance sera considérée comme incontestée et exigible.

Mobiliteit - Parkeerbeleid - Retributie op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg - Reglement - Wijzigingen en hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg – aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 3 mei 2016 en gewijzigd door de gemeenteraad in zitting van 19 september 2017 en 20 februari 2018;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de invordering van niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de wet van 22 februari 1965 waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de wegcode);

Gelet op het bijkomend reglement betreffende de politie in haar bevoegdheden betreffende het wegverkeer;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap;

Gelet op artikelen 2, 3, 4 en 5 van het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op de Ordonnantie van 20 juli 2016 houdende wijziging van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap en de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op het besluit van 27 oktober 2016 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Gelet op het besluit van 27 oktober 2016 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de overeenkomst voor de overdracht van de innings- en controleopdrachten aan het Gewestelijk Parkeeragentschap, aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 22 maart 2016;

Gelet op het ontwerp van Gemeentelijk Parkeeractieplan uitgewerkt door het Parkeeragentschap voor rekening van de gemeente Vorst;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2018 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, met het oog op de invoering van drie nieuwe parkeerzones genaamd “elektrisch opladen”, “autocars” en “vrachtwagens”;

Overwegende dat de eerste elektrische laadpalen vóór het einde van het jaar 2019 geïnstalleerd zullen worden en dat het noodzakelijk is de reglementering betreffende het betalend parkeren aan te passen teneinde geen nieuwe niet-gereguleerde zones te creëren;

Overwegende de noodzaak tegemoet te komen aan de vraag van de Vorstse inwoners om een “evenementzone” in te voeren teneinde een antwoord te bieden op de problematiek inzake parkeren tijdens de avonden waarop voorstellingen plaatsvinden;

Overwegende dat de evenementzone tevens gevraagd wordt door Vorst Nationaal om de parkeerdruk te verminderen op dagen met voorstellingen en de toeschouwers zo aan te zetten andere vervoerswijzen of de ontradingsparkings te gebruiken;

Overwegende dat de invoering van een evenementzone wijzigingen van het reglement met zich meebrengt

door de invoering van een nieuwe gereguleerde zone ;

Overwegende de wens om de handelskernen te beschermen tegen de impact van de tarieven van een evenementzone;

BESLIST:

Vanaf 1 november 2019 het retributiereglement op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg te hernieuwen en te wijzigen en de tekst als volgt goed te keuren:

Artikel 1 : Toepassingsgebied

Het huidige reglement is van toepassing op alle gebruikers van een motorvoertuig met vier wielen en meer op de plaatsen en op de tijdstippen waarop dit parkeren toegelaten is, middels het correcte gebruik van parkeermeters of -automaten, zoals voorzien in het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer (K.B. van 1 december 1975). De parkeerduur is beperkt overeenkomstig de gebruiksmodaliteiten vermeld op deze toestellen.

De betalende parkeerzones worden ingedeeld in:

- rode zone: betalend voor iedereen
- groene zone: betalend, behalve voor de houders van een bewonerskaart of van een gemeentelijk abonnement waarvan de toekenningsvoorwaarden vermeld zijn in artikelen 5, 6 en 7 van het huidige reglement.
- gele zone: *betalend voor iedereen behalve voor de aan de gang zijnde leveringen waarbij de deuren van het voertuig geopend en de sleutels uit het contact gehaald zijn.*
- evenementzone: *betalend voor iedereen behalve voor de personen in het bezit van een bewonerskaart, een gemeentelijk abonnement, een bezoekerskaart evenement uitgereikt overeenkomstig de voorwaarden voorzien in artikelen 5, 6 en 7 van het huidige reglement.*

De zones zijn als dusdanig gedefinieerd:

Rode zone:

Zone met een groot aantal handelszaken die de volgende straten omvat:

- Jean-Baptiste Vanpéstraat
- Victor Rousseaulaan (tot aan de Denayerlaan aan de even kant, en tot aan de Monte Carlolaan aan de oneven kant)
- Brusselsesteenweg (tussen de Jean-Baptiste Vanpéstraat en de Sint-Denijsstraat aan de even kant en de Barcelonastraat aan de oneven kant)
- Neerstalsesteenweg (tussen de Jean-Baptiste Vanpéstraat en de André Baillonstraat)
- Hoogte-Honderdplein

Groene zone:

Het hele gemeentelijke grondgebied buiten de rode en gele zones, met inbegrip van de industriezone.

Gele zone:

Alle leveringszones tijdens de leveringsuren aangeduid op de signalisatieborden die eigen zijn aan dit type zone.

Evenementzone:

Zone waarin alle wegen gelegen binnen een bepaalde perimeter zijn opgenomen (zie bijlage 1)

Artikel 2 : Definities

Voor de toepassing van huidig reglement wordt verstaan onder:

- Agentschap: Het Brussels Hoofdstedelijk Agentschap, zoals bepaald in Hoofdstuk VI van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende organisatie van het parkeerbeleid en oprichting van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

- openbare weg: elke weg toegankelijk voor het verkeer op land bereikbaar voor elke weggebruiker (wegen, voetpaden of bermen, zowel gemeentelijk als gewestelijk, evenals gelijkgestelde plaatsen zoals parkings gelegen op de openbare weg, zoals voorzien in artikel 4 §2 van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten). De openbare weg is opgedeeld in parkeerzones (rood, groen of geel, zoals aangeduid op de parkeermeters) en opgenomen in het gemeentelijk parkeerplan.

- parkeren: het stilstaan van een voertuig met 4 wielen en meer, langer dan de tijd nodig voor het in- en uitstappen van personen of het in- en uitladen van voorwerpen.

- gebruiker die de retributie verschuldigd is: de bestuurder van het voertuig of, indien hij niet geïdentificeerd is, de titularis van het inschrijvingsbewijs of de laatste gekende eigenaar van het motorvoertuig, evenals de personen die verantwoording moeten afleggen voor de daden van de gebruiker.

- voertuig onderworpen aan de retributie: voertuig van vier wielen en meer dat rijdt en parkeert op de openbare weg.

- parkeerbiljet: document, tevens "notificatie" genoemd, geplaatst door de controleur aan de buitenkant van de voorruit van het voertuig wanneer de tijdslimiet waarvoor de belasting betaald werd, is overschreden of in geval van afwezigheid van een geldig of leesbaar ticket, parkeerschijf, -kaart of -abonnement zichtbaar geplaatst achter de voorruit.

- parkeerticket: document afgeleverd door de parkeermeter in overeenstemming met het huidige reglement. Het moet, in zijn originele vorm, op een zichtbare plaats achter de voorruit van het voertuig worden aangebracht.

- bewonerskaart: elektronische toelating afgeleverd door het gemeentebestuur in overeenstemming met het huidige reglement. De bewonerskaart geeft het recht aan alle bewoners van Vorst om vrij en gratis te parkeren in de ganse gemeente Vorst met uitzondering van de rode en gele zones. Het feit dat u houder bent van een parkeerdokument garandeert niet dat u een parkeerplaats ter beschikking heeft.

- abonnement: elektronische toelating afgeleverd door het gemeentebestuur in overeenstemming met het huidige reglement. Het abonnement geeft het recht aan de houder om vrij en gratis te parkeren in de ganse gemeente Vorst met uitzondering van de rode en gele zones. Het feit dat u houder bent van een parkeerdokument garandeert niet dat u een parkeerplaats ter beschikking heeft.

- huishouden: Een huishouden duidt het geheel van personen aan die dezelfde hoofdverblijfplaats delen, zonder dat deze personen noodzakelijkerwijze verbonden zijn door familiebanden. Een huishouden kan uit een persoon bestaan.

- hoofdverblijfplaats: Een hoofdverblijfplaats is een woning die op reguliere wijze en voor het grootste deel van het jaar gebruikt wordt door één of meerdere personen die een huishouden vormen.

- tweede verblijfplaats: Een tweede verblijfplaats op het grondgebied van de Gemeente Vorst is een verblijfplaats waarvoor de eigenaar de gemeentebelasting op de tweede verblijfplaatsen betaalt.
- gehandicapte: gehandicapte persoon die houder is van de speciale kaart bedoeld in artikel 27.4.1 of 27.4.3 van het besluit van 1 december 1975 “houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg” en afgeleverd conform het ministerieel besluit van 7 mei 1999.
- beëdigde beambte: gemeentelijke beambte aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen om toe te zien op de toepassing van het huidige retributiereglement.
- Industriezone: Deze zone omvat de volgende straten:
 - Humaniteitslaan
 - Bollinckxstraat
 - Zijdeweeverijstraat
 - Luitenant Lotinstraat
 - Lusambostraat
 - Kabouterstraat
- gedeelde voertuigen: gebruikssysteem van een voertuig zoals bepaald in artikel 2.50 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg.
- verbinding: *elektronische identificatie bedoeld om op te laden of een rotatietarief te betalen aan de exploitant van de infrastructuur.*
- laadpaal: *infrastructuur waar één of meerdere elektrische voertuigen kunnen opladen. De paal bevat minstens een oplaadpunt via een sokkel met stekker.*
- aansluiting: *fysieke aansluiting van een elektrisch voertuig op de laadpaal, zoals bepaald in het huidige artikel, met het oog op het laden van voormeld voertuig.*

Artikel 3 : Modaliteiten van toepassing in de gekleurde zones

Tenzij anders bepaald, is de retributie voor het parkeren op de openbare weg van toepassing in de gekleurde zones tussen 9u en 13u en tussen 14u en 18u, alle dagen behalve op zon- en wettelijke feestdagen, aan de volgende tarieven en modaliteiten:

a. Uurtarieven

Het ticket moet zichtbaar achter de voorruit van het voertuig geplaatst worden.

In de “rode” zone:

- Het uurtarief voor parkeren bedraagt 1,5 €.
- Indien de gebruiker echter slechts maximum 15 minuten wenst te parkeren, kan dit gratis gebeuren door het aanbrengen van het hiervoor bedoelde ticket uit de parkeermeter. Een opeenvolgend gebruik van gratis tickets voor hetzelfde voertuig is niet toegelaten.

In de “groene” zone:

- Het uurtarief voor parkeren bedraagt 1 €.

- In deze zone zijn de houders van een parkeerkaart of -abonnement vrijgesteld van het gebruik van de parkeermeter.
- Indien de gebruiker echter slechts maximum 15 minuten wenst te parkeren, kan dit gratis gebeuren door het aanbrenge van het hiervoor bedoelde ticket uit de parkeermeter. Een opeenvolgend gebruik van gratis tickets voor hetzelfde voertuig is niet toegelaten.

In de “gele” zone:

- In de gele zone is parkeren verboden gedurende de leveringsuren.
- Buiten de uren bestemd voor de leveringen is parkeren toegelaten en de gele zone wordt dan beschouwd als een groene zone.

In de zone “elektrisch opladen”:

Het parkeren in de zone “elektrisch opladen” is gratis toegelaten voor zover de gebruiker van het betrokken voertuig verbonden is en hij zijn voertuig fysiek aansluit op de laadpaal.

b. Forfaitair tarief

In volgende gevallen wordt er steeds vanuit gegaan dat de gebruiker van een motorvoertuig voor de betaling van het forfaitaire tarief van 25 € of 100 € heeft gekozen:

- Wanneer de tijdslimiet waarvoor de retributie betaald werd, vermeld op het parkeerticket, zichtbaar geplaatst achter de voorruit van het voertuig, op het ogenblik van het nazicht door een controleur is overschreden;
- In geval van afwezigheid van een geldig of leesbaar parkeerticket dat zichtbaar geplaatst werd achter de voorruit van het voertuig op het ogenblik van het nazicht door een controleur;
- In geval van niet-conformiteit van de bewonerskaart of van het abonnement;

Het reeds via de parkeermeter betaalde bedrag wordt niet afgetrokken van het bedrag van de bijkomende tarifiering.

Wanneer de gebruiker voor het forfaitaire systeem kiest, zijn de volgende tarieven van toepassing:

§1. Voor rode en groene zones:

- 25 € in de voormiddag (van 9u tot 13u).
- 25 € in de namiddag (van 14u tot 18u).

§2. Voor de gele zone:

- 100 € (van 9u00 tot 18u00).

§ 3. Voor de zone “elektrisch opladen” en in het geval van een gebruiker van een niet elektrisch motorvoertuig of een gebruiker van een elektrisch voertuig dat geparkeerd staat zonder verbinding of fysieke aansluiting:

- 50 € in de voormiddag (van 9u tot 13u).
- 50 € in de namiddag (van 14u tot 18u).

Artikel 4: Modaliteiten van toepassing in de evenementzone

In de evenementzone moet de belasting elke dag betaald worden, met inbegrip van zondagen en wettelijke feestdagen van 13u30 tot 24u, behalve als er in Vorst Nationaal geen evenement is.

Indien er geen evenement in Vorst Nationaal is, wordt de evenementzone beschouwd als een groene of rode zone volgens de definitie van de zones in artikel 1. Dat is ook het geval, zelfs als er voorstellingen

plaatsvinden tussen 9u en 13u30.

De parkeermeters gelegen in de perimeter van de evenementzone vermelden indien de tariefbepaling evenementzone niet van toepassing is. Bij afwezigheid van deze vermelding, is de tariefbepaling evenementzone van toepassing van 13u30 tot 24u00.

De volgende tarieven en modaliteiten zijn van toepassing in de evenementzone:

a. Uurtarief

Het ticket moet zichtbaar achter de voorruit van het voertuig geplaatst worden.

- *De maximale parkeerduur is er beperkt tot 4u30 aan het tarief van 5€ per uur.*
- *In deze zone zijn de houders van een parkeerkaart of -abonnement uitgereikt door de Gemeente Vorst vrijgesteld van het gebruik van de parkeermeter.*
- *Indien de gebruiker echter slechts maximum 15 minuten wenst te parkeren, kan dit gratis gebeuren door het aanbrengen van het hiervoor bedoelde ticket uit de parkeermeter. Een opeenvolgend gebruik van gratis tickets voor hetzelfde voertuig is niet toegelaten.*

b. Forfaitair tarief

In volgende gevallen wordt er steeds vanuit gegaan dat de gebruiker van een motorvoertuig voor de betaling van het forfaitaire tarief heeft gekozen:

- *Wanneer de tijdslimiet waarvoor de belasting betaald werd, vermeld op het parkeerticket, zichtbaar geplaatst achter de voorruit van het voertuig, op het ogenblik van het nazicht door een controleur is overschreden;*
- *In geval van afwezigheid van een geldig of leesbaar parkeerticket dat zichtbaar geplaatst werd achter de voorruit van het voertuig op het ogenblik van het nazicht door een controleur;*
- *In geval van niet-conformiteit van de bewonerskaart of van het abonnement;*

Het reeds via de parkeermeter betaalde bedrag wordt niet afgetrokken van het bedrag van de bijkomende tarifiering.

Wanneer de gebruiker voor het forfaitaire systeem kiest, zijn de volgende tarieven van toepassing:

- *50 € in de namiddag (van 13u30 tot 18u)*
- *50 € 's avonds (18u00 tot 24u00)*

Artikel 5 : Gemeenschappelijke bepalingen voor bewonerskaarten en abonnementen

§1. Alle parkeerkaarten en parkeerabonnementen worden afgeleverd door het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§2. In de groene zones zijn de houders van een bewonerskaart of abonnement vrijgesteld van het gebruik

van de parkeermeter of van het aanbrengen van een parkeerschijf. De bewonerskaarten en abonnementen zijn elektronisch. Er wordt geen enkele kaart noch abonnement in fysieke vorm afgeleverd. De parkeercontrole gebeurt op basis van de nummerplaat van het voertuig door middel van een geïnformatiseerd systeem.

§ 3. In de evenementzone, en tenzij anders bepaald in artikelen 6 en 7, zijn de houders van een kaart of abonnement vrijgesteld van het gebruik van de parkeermeter of van het aanbrengen van een parkeerschijf. De bewonerskaarten en abonnementen zijn elektronisch. Er wordt geen enkele kaart noch abonnement in fysieke vorm afgeleverd. De parkeercontrole gebeurt op basis van de nummerplaat van het voertuig door middel van een geïnformatiseerd systeem.

§4. Voor voertuigen die ingeschreven zijn in het buitenland, zijn enkel de individuele abonnementen van toepassing, behalve voor niet aan inschrijving in België onderworpen voertuigen gereguleerd door de Dienst voor Inschrijving van Voertuigen.

§5. Voor voertuigen van meer dan 3 ton mogen de houders van een parkeerkaart enkel parkeren in de industriezone.

§6. De bewonerskaarten en abonnementen zijn geldig op het ganse grondgebied van de gemeente met uitzondering van de rode zones, de gele zones en de zones “elektrisch opladen”.

Voor de Vorstse straten die echter doorlopen tot buiten de gemeentegrens kan de houder van een bewonerskaart – die in één van deze straten gedomicilieerd is - uitgereikt zowel door Vorst als door de aangrenzende gemeente, zijn voertuig parkeren - door gebruik te maken van zijn bewonerskaart - buiten het gemeentelijke grondgebied waarvoor de kaart werd uitgereikt en dit tot aan het eerstvolgende kruispunt op het grondgebied van de andere gemeente

§7. De aanvrager moet het bewijs leveren dat het voertuig waarvoor de bewonerskaart of het abonnement wordt aangevraagd op zijn naam is ingeschreven of dat hij er permanent over beschikt, middels (niet-exhaustieve lijst - zie aanvraagformulier):

- zijn identiteitskaart;
- in geval van verhuizing, het document van inschrijving of van adreswijziging naar de Gemeente Vorst;
- in geval van tweede verblijfplaats de eigendomsakte of het huurcontract;
- het inschrijvingsbewijs;
- een verzekeringsbewijs dat de aanvrager als gebruikelijke bestuurder vermeldt indien het voertuig is ingeschreven op naam van een andere persoon;
- voor de gebruikers van leasingwagens, een kopie van het officiële attest van de leasingmaatschappij met vermelding van de gegevens van de aanvrager;

De toekenning van de bewonerskaart of van het abonnement stelt de titularis niet vrij om zich met de inschrijving en de verzekering in orde te stellen.

§8. De titularis die zijn parkeerkaart of abonnement wenst te verlengen, moet dit ter plaatse aanvragen bij het Parkeeragentschap vóór het verstrijken van de geldigheidsduur, met vermelding van elke wijziging of nieuw element. Indien de aanvraag te laat gebeurt, moet de gebruiker de parkeermeter gebruiken tijdens de periode die niet door de kaart of het abonnement gedekt wordt. De kaart of het abonnement wordt nooit stilzwijgend of retroactief verlengd.

§9. De geldigheid van bewonerskaarten en abonnementen stopt van rechtswege indien één van volgende gebeurtenissen zich voordoet:

- wanneer de titularis niet meer tot de doelgroep behoort die het verkrijgen van de parkeerkaart of van het abonnement gerechtvaardigd heeft;
- wanneer de betrokken nummerplaat wordt ingetrokken;

- wanneer het Gemeentebestuur een maatregel neemt die het document ongeldig maakt. In dit geval moet de titularis het document binnen de 8 dagen terugsturen.

§10. Iedere wijziging van voertuig of van inschrijving van het voertuig moet binnen de 8 dagen na die wijziging worden gemeld aan het Parkeeragentschap.

- In het geval van een definitieve wijziging dient het nieuwe inschrijvingsbewijs bij de aanvraag worden gevoegd.

- In het geval van een tijdelijke wijziging dient de aanvraag te worden vergezeld van het inschrijvingsbewijs van het vervangingsvoertuig evenals van een attest van de garage.

De twee eerste wijzigingen van inschrijving in de loop van hetzelfde jaar (op basis van de geldigheidsduur van de parkeerkaart) zijn gratis. De volgende hebben een tarief van 2,50 € per gewijzigde inschrijving.

Parkeerbiljetten die tijdens de periode van 8 dagen op het nieuwe voertuig of het tijdelijke voertuig zouden worden geplaatst, zullen op aanvraag van de titularis van het voertuig worden geannuleerd. Indien de aangifte van verandering van voertuig na de termijn van 8 dagen plaatsvindt, zal geen enkel op het voertuig geplaatst parkeerbiljet geannuleerd kunnen worden.

§11. Geen enkele kaart of abonnement kan aanleiding geven tot een terugbetaling.

§12. Geen enkele kaart of abonnement kan aanleiding geven tot een overdracht naar een andere begunstigde die geen deel uitmaakt van het huishouden.

§13. Elke vaststelling van een valse verklaring inzake de aanvraag tot het verkrijgen van een gemeentelijke parkeerkaart of -abonnement zal worden bestraft door de annulering ervan en het niet terugbetalen van de prijs van de kaart.

Artikel 6: Gemeentelijke parkeerkaart

a. Bewonerskaart

§1. De gemeentelijke parkeerkaart waarvan sprake in artikel 4 wordt op zijn vraag afgeleverd aan het huishouden, dat zijn hoofdverblijfplaats heeft in Vorst, en voor zover het lid van het huishouden dat de bewonerskaart aanvraagt een voertuig bezit dat in orde is met de inschrijving en verzekeringen.

Het huishouden met een tweede verblijfplaats in Vorst wordt beschouwd als een bewoner van de gemeente indien het de belasting op de tweede verblijfplaats betaald heeft en het betalingsbewijs meebrengt bij de aanvraag.

§2. Tarieven:

De eerste kaart van eenzelfde huishouden is een jaar geldig aan de prijs van 15 €.

De tweede kaart van eenzelfde huishouden is een jaar geldig aan de prijs van 50 €.

De derde kaart van eenzelfde huishouden is een jaar geldig aan de prijs van 200 €.

b. Tijdelijke bewonerskaart

§1. De tijdelijke bewonerskaart wordt uitgereikt aan elk huishouden uit Vorst dat er een aanvraag voor indient.

§2. De tijdelijke bewonerskaart is strikt persoonlijk. Ze mag niet overgedragen, noch doorverkocht worden aan derden. De houder van de kaart zal, hoofdelijk met de gebruiker, aansprakelijk gesteld worden voor eventueel misbruik. In geval van bewezen overdracht van de tijdelijke bewonerskaart aan een derde, verliest de houder van de betrokken kaart het voordeel van de tijdelijke bewonerskaart.

§3. Tarieven:

- De tijdelijke bewonerskaart voor de Vorstenaren in het bezit van de bewonerskaart is een jaar geldig aan de prijs van 20 € voor een krediet van 250 uur.

Het bijkomende krediet vóór de vervaldag is te koop aan de prijs van 30 € voor een krediet van 150 uur.

Na uitputting van de 400 jaarlijkse uren, zal het niet meer mogelijk zijn om dit type kaart te kopen.

Er kan één enkele kaart van dit type uitgereikt worden.

- De tijdelijke bewonerskaart voor de Vorstenaren die niet in het bezit zijn van de bewonerskaart is een jaar geldig aan de prijs van 15 € voor een krediet van 350 uur.

Het bijkomende krediet vóór de vervaldag is te koop aan de prijs van 30 € voor een krediet van 200 uur.

Na uitputting van de 550 jaarlijkse uren, zal het niet meer mogelijk zijn om dit type kaart te kopen.

Op aanvraag kan het bijkomende krediet toegekend worden in de vorm van een tweede fysieke kaart.

§ 4. De tickets verkregen via de bezoekerskaart zijn enkel geldig in de groene zone *en in de evenementzone*.

§5. De geldigheidsduur van de *bezoekerskaart* is beperkt tot één jaar. De geldigheid begint te lopen vanaf de datum van uitreiking van de kaart. De kredieten die overblijven aan het einde van het jaar kunnen niet overgedragen worden.

§6. De aanvraag moet, samen met volgende documenten, ingediend worden bij de parkeerdienst:

- de kopie van de identiteitskaart van de aanvrager;
- het behoorlijk ingevulde en ondertekende aanvraagformulier voor de bezoekerskaart;
- een volmacht in het geval dat de persoon die de kaart afhaalt niet de begunstigde van de kaart is.

§7. Verloren of gestolen kaarten kunnen vervangen worden aan de prijs van de herlading waaraan 5,00 € toegevoegd wordt en kunnen niet meer herladen worden.

Indien de verloren of gestolen kaart reeds herladen werd in de loop van het jaar, kan ze niet meer vervangen worden.

c. Kaart sportclub

§1. De sportclub kaart moet aangevraagd worden door de sportclub voor haar leden. Het aantal kaarten is beperkt tot het aantal niet-Vorstse leden.

§2. Tarief:

De sportclub kaart is geldig gedurende één jaar aan de prijs van 20 € voor een krediet van 200 uur.

§3. De geldigheidsduur van de sportclub kaart is beperkt tot één jaar. De geldigheid begint te lopen vanaf de datum van uitreiking van de kaart. De kredieten die overblijven aan het einde van het jaar kunnen niet overgedragen worden.

§ 4. De aanvraag moet, maximaal één keer per trimester, samen met volgende documenten ingediend worden bij het Parkeeragentschap:

- het bewijs dat het lid aangesloten is bij de sportclub;
- de kopie van de identiteitskaart van het lid;
- een attest met de identiteit van de verantwoordelijke aangesteld om de abonnementen af te halen;
- het behoorlijk ingevulde en ondertekende aanvraagformulier voor de sportclub kaart;

§5. Verloren of gestolen kaarten worden niet vervangen.

Artikel 7 : Abonnementen

a. Abonnement Bedrijven en Zelfstandigen

§1. Onder de noemer bedrijf vallen zowel rechtspersonen (privaatrechtelijke onderneming, openbare instelling) als natuurlijke personen die zelfstandig zijn en die hun activiteit op het grondgebied van de gemeente uitoefenen.

§2. Het bedrijf dient bij voorkeur één enkele jaarlijkse aanvraag in voor alle vereiste abonnementen. Het stelt daarna zijn eigen voorwaarden vast voor de verdeling van de abonnementen aan zijn personeel.

§3. Volgend tarief is van toepassing:

25€/maand, 50€/trimester of 150€/jaar, per abonnement.

§ 4. Volgende documenten moeten bij het indienen van de aanvraag worden voorgelegd (niet-exhaustieve lijst - zie aanvraagformulier):

- een attest dat een activiteit in de gemeente bewijst;
- de lijst van de betrokken nummerplaten;
- een kopie van de verzekerings- en inschrijvingsbewijzen van de voertuigen, en eventuele bevestiging dat de begunstigde van het abonnement de gebruikelijke bestuurder van het voertuig is;
- het behoorlijk ingevulde en ondertekende aanvraagformulier voor het abonnement

§5. Het bedrijfsabonnement is geldig op het volledige grondgebied van de gemeente, behalve in de rode en gele zones.

b. Abonnement bezoeker

§1. Elke natuurlijke persoon kan een individueel abonnement, gekoppeld aan één enkel voertuig, verkrijgen tegen de prijs van 50€/maand, 100€/trimester of 300€/jaar.

§2. Volgende documenten moeten bij het indienen van de aanvraag worden voorgelegd (niet-exhaustieve lijst - zie aanvraagformulier):

- de identiteitskaart;
- het inschrijvingsbewijs van het voertuig;
- het verzekeringsbewijs en eventuele bevestiging dat de begunstigde van het abonnement de gebruikelijke bestuurder van het voertuig is;
- het behoorlijk ingevulde en ondertekende aanvraagformulier voor het abonnement

§3. Het individuele abonnement is geldig op het volledige grondgebied van de gemeente, behalve in de rode en gele zones, *en in de evenementzone*.

c. Abonnement onderwijzend personeel

§1. Komt in aanmerking het voltallige onderwijzende personeel van een schoolinstelling gelegen op het gemeentelijke grondgebied en die behoort tot een onderwijsnet waarvan de diploma's erkend worden door de overheid, met uitzondering van het onderwijzend personeel van het gemeentelijk onderwijs dat valt onder het arbeidsreglement van toepassing op het gemeentepersoneel.

§2. De schoolinstelling moet het bewijs leveren dat elke begunstigde van het abonnement tot haar personeel behoort.

§3. De school dient bij voorkeur één enkele jaarlijkse aanvraag in voor alle vereiste abonnementen en legt daarna haar eigen voorwaarden vast voor de verdeling van de abonnementen aan haar personeel.

§4. Het abonnement is geldig gedurende een jaar. Volgend tarief is van toepassing: 10 € per maand 15 € per trimester of 50 € per jaar.

§5. Volgende documenten moeten bij het indienen van de aanvraag worden voorgelegd (niet-exhaustieve lijst - zie aanvraagformulier):

- een attest dat bewijst dat de school behoort tot een onderwijsnet waarvan de diploma's erkend worden door de overheid;
- de lijst van de betrokken nummerplaten;
- een kopie van de verzekerings- en inschrijvingsbewijzen van de voertuigen, en eventuele bevestiging dat de begunstigde van het abonnement de gebruikelijke bestuurder van het voertuig is;
- het behoorlijk ingevulde en ondertekende aanvraagformulier voor het abonnement

§6. Het abonnement voor onderwijzend personeel is in de hele gemeente geldig, behalve in rode en gele zones.

d. Parkeerkaart voor verleners van dringende medische zorgen

§1. Worden als "verlener van dringende medische zorgen" beschouwd: de personen die medische zorgen toedienen en die over een RIZIV-nummer beschikken, wanneer zij gestuurd zijn om onmiddellijk passende zorg te verlenen aan eenieder van wie de gezondheidstoestand, vanwege van een ongeval, een plotse ziekte of plotse complicatie van een ziekte, een dringende interventie vereist.

§2. De parkeerkaart heeft een geldigheidsduur van één jaar en wordt toegekend aan het tarief van 200 €. Het bedrag en de geldigheidsduur kunnen niet worden opgesplitst.

§3. Het Agentschap bepaalt welke documenten moeten worden ingediend om deze kaart te verkrijgen. Deze documenten kunnen worden gedownload op de website van het Agentschap.

§ 4. De parkeerkaart voor verleners van dringende medische zorgen is geldig op het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover ze op een zichtbare wijze achter de voorruit is geplaatst en vergezeld is van de mededeling "interventie bezig" en de parkeerschijf die het aankomstuur van de zorgverlener aangeeft.

e. Parkeerkaart voor verleners van niet-dringende medische zorgen

§1. Worden als "verlener van niet-dringende medische zorgen" beschouwd: de personen die niet-dringende medische zorgen toedienen en de dierenartsen. Zij dienen verbonden te zijn aan een organisatie die erkend wordt door de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

§2. De parkeerkaart heeft een geldigheidsduur van één jaar en wordt toegekend aan het tarief van 75 €. Het bedrag en de geldigheidsduur kunnen niet worden opgesplitst.

§3. Het Agentschap bepaalt welke documenten moeten worden ingediend om deze kaart te verkrijgen. Deze documenten kunnen worden gedownload op de website van het Agentschap.

§ 4. De parkeerkaart voor verleners van niet-dringende medische zorgen is geldig op het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitzondering van de rode en gele zones en voor

zover ze op een zichtbare wijze achter de voorruit is geplaatst en vergezeld is van de mededeling "interventie bezig" en de parkeerschijf die het aankomstuur van de zorgverlener aangeeft.

f. Parkeerkaart "autodelen"

§1. Deze parkeerkaart is specifiek bestemd voor de exploitanten van motorvoertuigen toegewezen aan het erkende systeem voor autodelen zoals bepaald in artikel 2 "autodelen".

§2. De parkeerkaart heeft een geldigheidsduur van één jaar en wordt toegekend aan een tarief van 5 € per voertuig per jaar. Het bedrag en de geldigheidsduur kunnen niet worden opgesplitst.

§3. De kaart is enkel geldig wanneer het voertuig wordt gebruikt door een klant die betaald heeft voor de dienstverlening van een gedeeld voertuig.

§ 4. De kaart "autodelen" is geldig op het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, behalve in rode en gele zones.

Artikel 8 : Vrijstellingen

Parkeren in de rode zone is gratis voor elk voertuig dat een voorbehouden parkeerplaats heeft (parkeerplaats voor personen met een handicap, parkeerplaats voor taxi's, ...) en onderworpen is aan het verkeersreglement.

Parkeren in de groene en rode zone is gratis voor gehandicapte personen.

Het statuut van de gehandicapte persoon wordt vastgesteld op het ogenblik van het parkeren door het zichtbaar plaatsen, achter de voorruit van het voertuig, van de kaart uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 7 mei 1999.

De vrijstelling is tevens geldig voor elke parkeerplaats voorbehouden voor gehandicapten in eender welke zone.

Artikel 9 : Algemeen

§1. Het parkeren is geregeld volgens de modaliteiten en de voorwaarden opgenomen in huidig reglement evenals deze vermeld op de parkeermeters. De kaarten en abonnementen worden afgeleverd volgens de modaliteiten opgesomd in artikelen 5 en 6 van huidig reglement.

§2. Overeenkomstig artikel 27.3.1.2° van het koninklijk besluit van 1 december 1975, is elke bestuurder verplicht de parkeerschijf te gebruiken wanneer de parkeermeters in de buurt van de plaats waar zijn voertuig geparkeerd staat, defect zijn, behalve indien de parkeermeter andere richtlijnen vermeldt.

§3. Het voertuig moet uiterlijk bij het verstrijken van de toegestane parkeerduur de parkeerplaats verlaten hebben en, ten laatste 2 uur na zijn aankomst indien de gebruiker een parkeerschijf zichtbaar achter de voorruit heeft aangebracht in geval van defecte parkeermeter.

§ 4. De gebruiker aanvaardt de consequenties die het gevolg kunnen zijn van een onrechtmatig gebruik van het toestel of beschadigingen die hij eraan zou hebben aangebracht.

§5. Het parkeren van een gemotoriseerd voertuig op een parkeerplaats uitgerust met parkeerautomaten gebeurt op risico van de gebruiker of van de persoon op wiens naam het voertuig ingeschreven is. De betaling van de retributie houdt geen enkele vorm van bewaking in. Het gemeentebestuur noch het Parkeeragentschap kan verantwoordelijk gehouden worden voor beschadigingen of diefstal van of in het

voertuig.

§6. De overtredingen van het huidige reglement worden vastgesteld door beëdigde ambtenaren. De processen-verbaal die ze opstellen zijn rechtsgeldig tot het bewijs van het tegendeel.

Artikel 10: Invordering

Bij het niet naleven van één van de voorschriften opgesomd in dit reglement, zal een controleagent van de gemeente of van het Agentschap een notificatie achterlaten op de voorruit of, bij gebrek, op het voorste deel van het voertuig.

Een termijn van maximaal 5 werkdagen wordt voorzien om de notificatie te betalen.

Bij het ontbreken van integrale betaling van de notificatie binnen de termijn zal een eerste kosteloze herinnering worden opgestuurd.

Indien een tweede aanmaning noodzakelijk blijkt, zullen er administratieve kosten voor een bedrag van 15,00 € worden gevorderd en ten laste worden gelegd van de persoon die de retributie verschuldigd is.

Vervolgens, steeds in het geval van niet-betaling, beslist het Agentschap over het gevolg dat aan het dossier moet worden gegeven en de eventuele vervolgingen die moeten worden ingesteld tegen de persoon die de retributie verschuldigd is.

Bij niet-betaling door de bestuurder, wordt de titularis van de inschrijving bij de “Dienst voor Inschrijving van Voertuigen” hoofdelijk en ondeelbaar verantwoordelijk gehouden.

Artikel 11: Betwisting

Na het aanbrengen van de retributie (notificatie) beschikt de bestuurder over een termijn van één kalendermaand (30 dagen) om iedere betwisting met betrekking tot de retributie over te maken aan het Parkeeragentschap, Gasthuisstraat 31 te 1000 Brussel of via info@parking.brussels. Zo niet zal de retributie beschouwd worden als onbetwist en invorderbaar.

3 annexes / 3 bijlagen

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

- 28 **Marchés Publics - 2016-S-069 – Mission d'étude et d'encadrement du réaménagement des voiries Kersbeek, Bempt et Verrerie - Approbation de l'avenant 1 TC - Application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de

marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant que dans le cadre du marché «2016-S-069 – Mission d'étude et d'encadrement du réaménagement des voiries Kersbeek, Bempt et Verrerie», que pour mener à bien ces travaux, une étude de cet aménagement était nécessaire. Que les honoraires pour la mission d'étude sont calculés au pourcentage (4,8%) du montant des travaux (montant initial estimé à 1.250.000,00 € HTVA soit 1.512.000,00 € TVAC) et qu'après attribution, le montant des travaux s'élevant à 1.791.223,50 € HTVA soit 2.171.380,40€ TVAC, les honoraires du bureau d'étude devant, dès lors, être également revus à la hausse;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 23,85% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenant s'élevant à présent à 85.978,73 € € hors TVA ou 104.034,26 €, TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juillet 2019 faisant choix d'approuver l'avenant 1 TC du marché «2016-S-069 – Mission d'étude et d'encadrement du réaménagement des voiries Kersbeek, Bempt et Verrerie» pour un montant total en plus de 16.557,25 € hors TVA ou 20.034,37 €, TVA comprise et inscrit à l'article 877/747-60/73 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juillet 2019 faisant choix d'approuver l'avenant 1 TC du marché «2016-S-069 – Mission d'étude et d'encadrement du réaménagement des voiries Kersbeek, Bempt et Verrerie» pour un montant total en plus de 16.557,25 € hors TVA ou 20.034,25 €, TVA comprise et inscrit à l'article 877/747-60/73 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et financé la dépense par un emprunt.

Overheidsopdrachten – 2016-S-069 – Studie- en begeleidingsopdracht voor de heraanleg van de wegen Kersbeek, Bempt en Glasblazerij – Goedkeuring van aanhangsel 1 Voorwaardelijke schijf – Toepassing van artikel 234, 3e lid van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de

klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat er in het kader van de opdracht '2016-S-069 – Studie- en begeleidingsopdracht voor de heraanleg van de wegen Kersbeek, Bempt en Glasblazerij', om deze werkzaamheden in goede banen te leiden, een studie van deze inrichting nodig was; Dat de erelonen voor de studieopdracht berekend worden als percentage (4,8%) van het bedrag van de werken (oorspronkelijk bedrag geraamd op € 1.250.000,00 excl. BTW of € 1.512.000 incl. BTW) en dat de erelonen van het studiebureau na de gunning tevens naar boven moeten worden herzien, aangezien het bedrag van de werken € 1.791.223,50 excl. BTW of € 2.171.380,40 incl. BTW bedraagt;

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 23,85% overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op € 85.978,73 excl. BTW of € 104.034,26, BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 18 juli 2019 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1

Voorwaardelijke schijf van de opdracht '2016-S-069 – Studie- en begeleidingsopdracht voor de heraanleg van de wegen Kersbeek, Bempt en Glasblazerij' voor een totaal bijkomend bedrag van € 16 557,25 excl. BTW of € 20.034,37, BTW inbegrepen, ingeschreven op artikel 877/747-60/73 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019, waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juli 2019 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 Voorwaardelijke schijf van de opdracht 'Studie- en begeleidingsopdracht voor de heraanleg van de wegen Kersbeek, Bempt en Glasblazerij' voor een totaal bijkomend bedrag van € 16.557,25 excl. BTW of € 20.034,25, BTW inbegrepen, ingeschreven op artikel 877/747-60/73 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019, waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

29 **Marchés Publics - 2017-T-066 – Restauration du Pavillon Joséphine au Parc Jacques Brel - Approbation avenant 3 - Application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestres et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses

modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que dans le cadre du marché «2017-T-066 – Restauration du Pavillon Joséphine au Parc Jacques Brel», qu'il est apparu, lors de l'exécution des travaux de restauration du pavillon fortement en état de dégradation continuée depuis des années (et plus particulièrement depuis 2014, l'année où la demande du Permis Unique a été introduite), il est apparu que la réalisation de certains travaux supplémentaires, imprévus est devenue nécessaire:

- Certaines quantités présumées concernant les réparations des bétons (la toiture en très mauvais état, vu l'état de dégradation des armatures, les escaliers quasi entièrement disparus) ainsi que la restauration des éléments décoratifs en mortier (les encadrements des fenêtres de l'étage et les enduits simili-pierre du rez-de-chaussée du pavillon abimés en raison du délabrement des armatures de la structure en béton) doivent être revues à la hausse.

- Par ailleurs, il est également apparu qu'un renforcement de la structure du garde-corps du balcon de l'étage est nécessaire pour garantir la sécurité des lieux.

- En raison du passage récurrent des sans-abris à l'étage du pavillon, il est nécessaire de réaliser un nettoyage supplémentaire du pavillon afin d'éliminer des débris de leurs visites (des feux ouverts, des tags).

- De plus, vu les traces des tags incrustées dans les différentes parois du pavillon (malgré le nettoyage) ainsi que les décolorations dues à la pollution atmosphérique, il est nécessaire de réaliser un badigeon (peinture à la chaux) sur l'ensemble des parois du bâtiment.

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 40,6% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 222.191,78 € hors TVA ou 268.852,05 €, 21 % TVA comprise ;

Considérant que l'adjudicataire demande une prolongation du délai d'exécution de 235 jours de calendrier;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juillet 2019 faisant choix d'approuver l'avenant 3 du marché «2017-T-066– Restauration du Pavillon Joséphine au Parc Jacques Brel» pour un montant total en plus de 48.412,72 € hors TVA ou 58.579,39 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 766/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et financé la dépense par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juillet 2019 faisant choix :

Art 1 : D'approuver l'avenant 3 du marché «2017-T-066– Restauration du Pavillon Joséphine au Parc Jacques Brel» pour un montant total en plus de 48.412,72 € hors TVA ou 58.579,39 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 766/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et financé la dépense par un emprunt.

Art 2 : D'approuver la prolongation du délai d'exécution de 235 jours de calendrier.

Overheidsopdrachten – 2017-T-066 - Restauratie van het paviljoen Joséphine in het Jacques Brelpark - Goedkeuring van aanhangsel 3 - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 123,5° betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “2017-T-066 – Restauratie van het Paviljoen Joséphine in het Jacques Breelpark”, tijdens de uitvoering van de restauratiewerken van het paviljoen dat sinds jaren steeds zwaarder beschadigd is geraakt (en meer in het bijzonder sinds 2014, het jaar waarin de aanvraag voor Unieke Vergunning werd ingediend), gebleken is dat de uitvoering van bepaalde onvoorziene bijkomende werkzaamheden noodzakelijk is geworden:

- Bepaalde vermoedelijke hoeveelheden betreffende de herstellingen van het beton (het dak in zeer slechte staat, gezien de beschadigde staat van de wapening, de trappen die bijna volledig zijn verdwenen) alsook de restauratie van de decoratieve elementen in mortel (de vensterlijsten op de verdieping en de bepleistering in imitatiesteen op de benedenverdieping van het paviljoen beschadigd omwille van de slechte staat van de wapeningen van de betonnen structuur) moeten naar boven worden bijgesteld.

- Het is overigens tevens gebleken dat een versteviging van de structuur van de borstwering van het balkon op de verdieping noodzakelijk is om de veiligheid van de plaatsen te verzekeren.

- Omwille van de herhaalde aanwezigheid van daklozen op de verdieping van het paviljoen, is het noodzakelijk een bijkomende schoonmaak van het paviljoen te voorzien om achtergelaten puin te verwijderen (houtvuren, tags).

-Gezien de sporen van de aangekorste tags in de verschillende wanden van het paviljoen (ondanks de schoonmaak) alsook de verkleuringen te wijten aan de luchtverontreiniging, is het bovendien noodzakelijk om een badigeon (kalkverf) aan te brengen op alle wanden van het gebouw.

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 40,6 % overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 222.191,78 € excl. BTW of 268.852,05 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de opdrachtnemer een verlenging van de uitvoeringstermijn met 235 kalenderdagen vraagt;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 18 juli 2019 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 3 van de opdracht “2017-T-066 Restauratie van het paviljoen Joséphine in het Jacques Breelpark” voor een totaal bijkomend bedrag van 48.412,72 € excl. BTW of 58.579,39 €, 21% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 766/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 18 juli 2019 om te kiezen:

Art 1: Voor de goedkeuring van aanhangsel 3 van de opdracht « 2017-T-066 Restauratie van het paviljoen Joséphine in het Jacques Breelpark » voor een totaal bijkomend bedrag van 48.412,72 € excl. BTW of 58.579,39 €, 21% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 766/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

Art 2: De verlenging van de uitvoeringstermijn met 235 kalenderdagen goed te keuren.

30 **Marchés publics - 2019-T-035 - Aménagement de sécurité - Programme 2019 (3 lots) - Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (la dépense à approuver HTVA ne dépassant pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'en vue de l'amélioration de la sécurité de la circulation automobile, il est nécessaire d'effectuer des aménagements de sécurité, de carrefour et de dispositifs ralentisseurs;

Vu le cahier spécial des charges N° 2019-T-035 relatif au marché "Aménagement de sécurité - Programme 2019 (3 lots)" établi par le Service Travaux Publics ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Aménagement de sécurité - rue de Lusambo), estimé à € 171.609,98 hors TVA ou € 205.931,97 21% TVA comprise, € 211.080,30 TVA et révision comprises ;

* Lot 2 (Aménagement de sécurité - rue Meyerbeer), estimé à € 72.630,43 hors TVA ou € 87.882,82, 21% TVA comprise ;

* Lot 3 (Aménagement de sécurité - rue du Mystère), estimé à € 840,00 hors TVA ou € 1.016,40, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant estimé total de ce marché s'élève à 300.000,00 € TTC;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 421/731-60/30 du service

extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et est financé par un emprunt.

DECIDE:

Art 1 : D'approuver le cahier spécial des charges N° 2019-T-035 et le montant estimé du marché "Aménagement de sécurité - Programme 2019 (3 lots)", établis par le Service Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Lot 1 (Aménagement de sécurité - rue de Lusambo), estimé à € 171.609,98 hors TVA ou à € 205.931,97 21% TVA comprise, à € 211.080,30 TVA et révision comprises; Lot 2 (Aménagement de sécurité - rue Meyerbeer), estimé à € 72.630,43 hors TVA ou € 87.882,82, 21% TVA comprise ; Lot 3 (Aménagement de sécurité - rue du Mystère), estimé à € 840,00 hors TVA ou € 1.016,40, 21% TVA comprise ; Le montant estimé total s'élève à 300.000,00 € TTC;

Art 2 : De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Art 3 : De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art 4 : D'inscrire la dépense à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et de la financer par un emprunt.

Art 5 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Overheidsopdrachten - 2019-T-035 - Veiligheidsvoorzieningen – Programma 2019 (3 percelen) – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (de goed te keuren uitgave excl. BTW overschrijdt de limiet van 750.000,00 € niet);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat met het oog op de verbetering van de veiligheid van het autoverkeer het noodzakelijk is veiligheidsvoorzieningen, kruispuntinrichtingen en verkeersdrempels te realiseren;

Gelet op het bijzondere bestek met nr. 2019-T-035 van de opdracht "Veiligheidsvoorzieningen – Programma 2019 (3 percelen) ", opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

* Perceel 1 (Veiligheidsvoorzieningen - Lusambostraat), raming: € 171.609,98 excl. BTW of €

205.931,97 BTW inbegrepen of € 211.080,30 BTW en prijsherziening inbegrepen;

* Perceel 2 (Veiligheidsvoorzieningen - Meyerbeerstraat), raming: € 72.630,43 excl. BTW of € 87.882,82 incl. 21% BTW;

* Perceel 3 (Veiligheidsvoorzieningen - Mysteriestraat), raming: € 840,00 excl. BTW of € 1.016,40 incl. 21% BTW;

Overwegende dat het totale bedrag van deze opdracht wordt geraamd op 300.000,00 €, alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019, en gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST:

Art. 1: Goedkeuring te verlenen aan het bijzondere bestek met nr. 2019-T-035 en de raming van de opdracht “Veiligheidsvoorzieningen – Programma 2019 (3 percelen)”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. Perceel 1 (Veiligheidsvoorzieningen - Lusambostraat), raming: € 171.609,98 excl. BTW of € 205.931,97 incl. 21% BTW, € 211.080,30 BTW en prijsherziening inbegrepen; Perceel 2 (Veiligheidsvoorzieningen - Meyerbeerstraat), raming: € 72.630,43 excl. BTW of € 87.882,82 incl. 21% BTW; Perceel 3 (Veiligheidsvoorzieningen - Mysteriestraat), raming: € 840,00 excl. BTW of € 1.016,40 incl. 21% BTW; De totale raming bedraagt 300.000,00 €, alle belastingen inbegrepen;

Art 2: De opdracht te gunnen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Art. 3 : De opdrachtaankondiging in te vullen en te versturen op nationaal niveau.

Art 4 : De uitgave in te schrijven op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en ze te financieren door een lening.

Art 5 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

8 annexes / 8 bijlagen

31 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché de plantation de nouveaux arbres dans les parcs et de remplacement des arbres morts le long de la voirie;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 juin 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-S-026 – Lot 1 : Plantation de nouveaux arbres dans les parcs – Lot 2 : Remplacement des arbres morts en voirie»; le montant global estimé s'élevant à 70.247,97€ hors TVA ou 85.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 766/734-60/38 (Lot 1 – Plantation de nouveaux arbres dans les parcs : 10.000 €, 21% TVA comprise) et 421/734-60/30 (Lot 2 : Remplacement des arbres morts le long de la voirie : 75.000 €, 21% TVA comprise) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et financé par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché d'abattage et d'élagage d'arbres en voirie ainsi qu'un abattage et élagage des parcs et plantations ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11 juillet 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-S-025 - Abattage et élagage d'arbres - 2 Lots (Lot 1 : Abattage et élagage d'arbres en Voirie, Lot 2 : Abattage et élagage : parcs et plantations)» à 98.458,00 € hors TVA ou à 119.134,18€, 21% TVA comprise, soit à 120.000,00 € TTC, inscrits aux articles 421/734-60/30 (Lot 1: Abattage et élagage d'arbres en Voirie, estimé à 82.205,00 € hors TVA ou 99.468,05 €, 21% TVA comprise, soit 100.000 € TTC) et 766/734-60/38 (Lot 2 : Abattage et élagage : Parcs et plantations, estimé à 16.253,00 € hors TVA ou 19.666,13 €, 21% TVA comprise, soit 20.000 € TTC) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché de remplacement de divers matériels pour le service Plantation et le cimetière;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11 juillet 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-F-027 – Remplacement de divers matériels pour le service Plantations et le cimetière» le montant global estimé s'élevant à 41.322,31 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA comprise (33.057,85 € hors TVA ou 40.000,00 €, 21 % TVAC pour les plantations inscrit à l'article 766/744-51/38 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et à 8.264,46 € Hors TVA ou 10.000,00 € 21 % TVAC pour le cimetière inscrit à l'article 878/744-51/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019) et de le financer par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché d'achat de compteurs de vélos;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juillet 2019 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2019-F-041 – Achat de compteurs de vélos»; le montant estimé s'élevant à 10.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 410/741-52/85 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et financé par un subside de 10.000,00 € de Bruxelles Mobilité (article de recette 410/665-52/85);

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché afin d'effectuer des interventions lourdes sur les terrains synthétiques au Bempt;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juillet 2019 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2019-T-032 – Interventions lourdes sur les terrains synthétiques au Bempt»; le montant estimé s'élevant à 20.661,16 € hors TVA ou 25.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 764/721-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 juin 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-S-026 – Lot 1 : Plantation de nouveaux arbres dans les parcs – Lot 2 : Remplacement des arbres morts en voirie»; le montant global estimé s'élevant à 70.247,97€ hors TVA ou 85.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 766/734-60/38 (Lot 1 – Plantation de nouveaux arbres dans les parcs : 10.000 €, 21% TVA comprise) et 421/734-60/30 (Lot 2 : Remplacement des arbres morts le long de la voirie : 75.000 €, 21% TVA comprise) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et financé par un emprunt.
2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11 juillet 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-S-025 - Abattage et élagage d'arbres - 2 Lots (Lot 1 : Abattage et élagage d'arbres en Voirie, Lot 2 : Abattage et élagage : parcs et plantations)» à 98.458,00 € hors TVA ou à 119.134,18€, 21% TVA comprise, soit à 120.000,00 € TTC, inscrits aux articles 421/734-60/30 (Lot 1: Abattage et élagage d'arbres en Voirie, estimé à € 82.205,00 hors TVA ou € 99.468,05, 21% TVA comprise, soit 100.000 € TTC) et 766/734-60/38 (Lot 2 : Abattage et élagage : Parcs et plantations, estimé à 16.253,00 € hors TVA ou 19.666,13 €, 21% TVA comprise, soit 20.000 € TTC) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et financé par un emprunt.
3. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11 juillet 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-F-027 – Remplacement de divers matériels pour le service Plantations et le cimetière» le montant global estimé s'élevant à 41.322,31 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA comprise (33.057,85 € hors TVA ou 40.000,00 €, 21 % TVAC pour les plantations inscrit à l'article 766/744-51/38 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et à 8.264,46 € Hors TVA ou 10.000,00 € 21 % TVAC pour le cimetière inscrit à l'article 878/744-51/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019) et de le financer par un emprunt.
4. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juillet 2019 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2019-F-041 – Achat de

compteurs de vélos»; le montant estimé s'élevant à 10.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 410/741-52/85 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et financé par un subside de 10.000,00 € de Bruxelles Mobilité (article de recette 410/665-52/85).

5. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juillet 2019 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2019-T-032 – Interventions lourdes sur les terrains synthétiques au Bempt»; le montant estimé s'élevant à 20.661,16 € hors TVA ou 25.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 764/721-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et financé par un emprunt .

Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, § 3 van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat er een opdracht dient te worden afgesloten voor de aanplanting van nieuwe bomen in de parken en de vervanging van de dode bomen langs de weg;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 juni 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht '2019-S-026 – Perceel 1: Aanplanting van nieuwe bomen in de parken – Perceel 2: Vervanging van de dode bomen langs de weg': de globale raming bedraagt € 70.247,97 excl. BTW of € 85.000,00, incl. 21% BTW, is ingeschreven op artikelen 766/734-60/38 (Perceel 1: Aanplanting van nieuwe bomen in de parken: € 10.000,00, incl. 21 % BTW) en 421/734-60/03 (Perceel 2: Vervanging van de dode bomen langs de weg: € 75.000,00, incl. 21% BTW) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een lening;

Overwegende dat er een opdracht dient te worden afgesloten voor het vellen en het snoeien van bomen langs de weg alsook voor het vellen en het snoeien van de parken en plantsoenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juli 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht '2019-S-026 - Vellen en snoeien van bomen – 2 Percelen (Perceel 1: Vellen en snoeien langs de wegen,

Perceel 2: Vellen en snoeien: parken en plantsoenen)’ tegen € 98.458,00 excl. BTW of € 119.134,18, incl. 21 % BTW, d.w.z. € 120.000,00, alle taksen inbegrepen, ingeschreven op artikelen 421/734-60/30 (Perceel 1: Vellen en snoeien langs de wegen, geraamd op € 82.205,00 excl. BTW of € 99.468,05, incl. 21% BTW, of € 100.000, alle taksen inbegrepen) en 766/734-60/38 (Perceel 2: Vellen en snoeien: parken en plantsoenen, geraamd op € 16.253,00 excl. BTW of € 19.666,13, 21% BTW inbegrepen, of € 20.000, alle taksen inbegrepen) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019;

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor de vervanging van verschillende benodigdheden voor de dienst Plantsoenen en de begraafplaats;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juli 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht ‘2019-F-027 – Vervanging van verschillende benodigdheden voor de dienst Plantsoenen en de begraafplaats’; de globale raming bedraagt € 41.322,31 excl. BTW of € 50.000,00 incl. 21 % BTW, (€ 33.057,85 excl. BTW of € 40.000,00, incl. 21% BTW, voor de Plantsoenen, is ingeschreven op artikel 766/744-51/38 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019, en € 8.264,46 excl. BTW of € 10.000,00 voor de begraafplaats, ingeschreven op artikel 878/744-51/11 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019) en wordt gefinancierd door een lening;

Overwegende dat er een opdracht dient te worden afgesloten voor de aankoop van fietscomputers;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juli 2019 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht ‘2019-F-041 - Aankoop van fietscomputers’; de raming bedraagt € 10.000,00, 21% BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 410/741-52/85 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een subsidie van € 10.000,00 van Brussel Mobiliteit (artikel van ontvangsten 410/665-52/85);

Overwegende dat er een opdracht dient te worden afgesloten voor zware interventies aan de synthetische terreinen op de Bempt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juli 2019 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht ‘2019-T-032 - Zware interventies aan de synthetische terreinen op de Bempt’; de raming bedraagt € 20.0661,16 excl. BTW of € 25.000,00, incl. 21% BTW, is ingeschreven op artikel 764/721-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 juni 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht ‘2019-S-026 – Perceel 1: Aanplanting van nieuwe bomen in de parken – Perceel 2: Vervanging van de dode bomen langs de weg’; de globale raming bedraagt € 70.247,97 excl. BTW of € 85.000,00, incl. 21% BTW, is ingeschreven op artikelen 766/734-60/38 (Perceel 1: Aanplanting van nieuwe bomen in de parken: € 10.000,00, incl. 21 % BTW) en 421/734-60/03 (Perceel 2: Vervanging van de dode bomen langs de weg: € 75.000,00, incl. 21% BTW) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een lening;

2. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juli 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht '2019-S-026 - Vellen en snoeien van bomen – 2 Percelen (Perceel 1: Vellen en snoeien langs de wegen, Perceel 2: Vellen en snoeien: parken en plantsoenen)' tegen € 98.458,00 excl. BTW of € 119.134,18, incl. 21 % BTW, d.w.z. € 120.000,00, alle taken inbegrepen, ingeschreven op artikelen 421/734-60/30 (Perceel 1: Vellen en snoeien langs de wegen, geraamd op € 82.205,00 excl. BTW of € 99.468,05, incl. 21% BTW, of € 100.000, alle taken inbegrepen) en 766/734-60/38 (Perceel 2: Vellen en snoeien: parken en plantsoenen, geraamd op € 16.253,00 excl. BTW of € 19.666,13, 21% BTW inbegrepen, of € 20.000, alle taken inbegrepen) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en gefinancierd door een lening;
3. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juli 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht '2019-F-027 – Vervanging van verschillende benodigdheden voor de dienst Plantsoenen en de begraafplaats'; de globale raming bedraagt € 41.322,31 excl. BTW of € 50.000,00 incl. 21 % BTW, (€ 33.057,85 excl. BTW of € 40.000,00, incl. 21% BTW, voor de Plantsoenen, is ingeschreven op artikel 766/744-51/38 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019, en € 8.264,46 excl. BTW of € 10.000,00 voor de begraafplaats, ingeschreven op artikel 878/744-51/11 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019) en wordt gefinancierd door een lening;
4. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juli 2019 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht '2019-F-041 - Aankoop van fietscomputers'; de raming bedraagt € 10.000,00, 21% BTW inbegrepen, is ingeschreven op artikel 410/741-52/85 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een subsidie van € 10.000,00 van Brussel Mobiliteit (artikel van ontvangst 410/665-52/85);
5. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juli 2019 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht '2019-T-032 - Zware interventies aan de synthetische terreinen op de Bempt'; de raming bedraagt € 20.0661,16 excl. BTW of € 25.000,00, incl. 21% BTW, is ingeschreven op artikel 764/721-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een lening.

32 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché pour l'achat des Bacs d'orangerie ainsi que leur placement;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 juin 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-F-024 – Achat de Bacs d'Orangerie»; le montant estimé s'élevant à 41.322,31€ hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 421/734-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché pour l'achat d'un tracteur-tondeuse;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 juin 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-F-029 – Achat d'un tracteur-tondeuse» le montant estimé s'élevant à 33.057,85 € hors TVA ou 40.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 766/743-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et de le financer par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché de marquage en voirie;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 juin 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-T-031 - Marquage en voirie» le montant estimé s'élevant à 63.636,36 € hors TVA ou 77.000,00 €, 21% TVA comprise, soit 80.000,00 € TVA et révision des prix comprises, inscrit à l'article 421/735-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et de le financer par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché de réfection des voiries au cimetière de Forest;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 juin 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-T-018 - Réfection des voiries au cimetière de Forest» le montant estimé s'élevant à 116.769,00 € hors TVA ou 141.240,49 €, 21% TVA comprise, soit 150.000,00 € TVA et révision des prix comprises, inscrit à l'article 878/721-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et de le financer par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 juin 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-F-024 – Achat de Bacs d’Orangerie»; le montant estimé s’élevant à 41.322,31€ hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l’article 421/734-60/30 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2019 et de le financer par un emprunt.
2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 juin 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-F-029 – Achat d’un tracteur-tondeuse» le montant estimé s’élevant à 33.057,85 € hors TVA ou 40.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l’article 766/743-52/30 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2019 et de le financer par un emprunt.
3. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 juin 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-T-031 - Marquage en voirie» le montant estimé s’élevant à 63.636,36 € hors TVA ou 77.000,00 €, 21% TVA comprise, soit 80.000,00 € TVA et révision des prix comprises, inscrit à l’article 421/735-60/30 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2019 et de le financer par un emprunt.
4. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 juin 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-T-018 - Réfection des voiries au cimetière de Forest» le montant estimé s’élevant à 116.769,00 € hors TVA ou 141.240,49 €, 21% TVA comprise, soit 150.000,00 € TVA et révision des prix comprises, inscrit à l’article 878/721-60/30 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2019 et de le financer par un emprunt.

Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, § 3 van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor de aankoop van orangeriebakken alsook voor de plaatsing ervan;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 6 juni 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2019-F-024 – Aankoop van Orangeriebakken”; de raming bedraagt 41.322,31 € excl. BTW of 50.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 421/734-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019;

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor de aankoop van een tractor-zitmaaier;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 6 juni 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2019-F-029 – Aankoop van een tractor-zitmaaier”; de raming bedraagt 33.057,85 € excl. BTW of 40.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 766/743-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een lening;

Overwegende dat er een opdracht dient te worden afgesloten voor wegmarkeringen;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 6 juni 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2019-T-031 -Wegmarkeringen”; de raming bedraagt 63.636,36 € excl. BTW of 77.000,00 €, 21% BTW inbegrepen, of 80.000,00 €, BTW en prijsherziening inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 421/735-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een lening;

Overwegende dat er een opdracht dient te worden afgesloten voor de herstelling van de wegen op het kerkhof van Vorst;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 13 juni 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2019-T-018 - Herstelling van de wegen op het kerkhof van Vorst”; de raming bedraagt 116.769,00 € excl. BTW of 141.290,49 €, 21% BTW inbegrepen, of 150.000,00 €, BTW en prijsherziening inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 878/721-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van burgemeester en schepenen:

1. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 6 juni 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2019-F-024 – Aankoop van Orangeriebakken”; de raming bedraagt 41.322,31€ excl. BTW of 50.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 421/734-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een lening.

2. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 6 juni 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2019-F-029 – Aankoop van een tractor-zitmaaier”; de raming bedraagt 33.057,85 € excl. BTW of 40.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 766/743-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een lening.
 3. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 6 juni 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2019-T-031 - Wegmarkeringen”; de raming bedraagt 63.636,36 € excl. BTW of 77.000,00 €, 21% BTW inbegrepen, of 80.000,00 €, BTW en prijsherziening inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 421/735-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een lening.
 4. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 13 juni 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2019-T-018 - Herstelling van de wegen op het kerkhof van Vorst”; de raming bedraagt 116.769,00 € excl. BTW of 141.290,49 €, 21% BTW inbegrepen, of 150.000,00 €, BTW en prijsherziening inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 878/721-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een lening.
-

ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

Instruction publique - Openbaar onderwijs

33 IP - Personnel enseignant subventionné - Déclaration des emplois vacants 2019/2020.

LE CONSEIL,

Vu l'article 31 du décret du 6 juni 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Considérant que plusieurs emplois ne sont pas pourvus de titulaires définitifs;

DECIDE:

de déclarer vacants pour l'année scolaire 2019/2020, les emplois suivants :

- 2 temps plein d'instituteur(trice) primaire
 - 1 temps plein de psychomotricité
 - 43 périodes de philo et citoyenneté
 - 7 périodes de religion israélite
 - 2 périodes de morale
-

OO - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Vacante betrekkingen 2019/2020.

DE RAAD,

Gelet op artikel 31 van het decreet van het 6 juni 1994 tot vastelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Overwegende dat meerdere betrekkingen niet ingenomen zijn door vastbenoemde titularissen.

BESLIST :

De volgende betrekkingen vacant te verklaren voor het schooljaar 2019/2020 :

- 2 V.T. lager onderwijzer
- 1 V.T. psychomotoriek
- 43 perioden filosofie en burgerschapsvorming
- 7 perioden Israëlitische godsdienst
- 2 perioden zedenleer

34 **Instruction publique – Règlement relatif aux inscriptions des élèves dans l’enseignement communal francophone ordinaire – Modification.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif aux inscriptions dans les écoles communales francophones de l’enseignement ordinaire, tel qu’adopté par le Conseil communal en sa séance du 23 octobre 2018 ;

Considérant que depuis le 1^{er} janvier 2019, les inscriptions se font en ligne sur une plateforme sécurisée au moyen de la carte d’identité pour tous les enfants quel que soit leur critère de priorité ;

Considérant qu’il y a lieu d’ajouter un article « inscription en ligne sur une plateforme sécurisée » expliquant les différentes méthodes pour introduire une demande d’inscription ;

Considérant qu’il y a lieu d’ajouter un article « Séance d’information et présentation des écoles » pour expliquer en détail la procédure d’inscription en ligne et présenter les écoles communales ;

Considérant qu’il y a lieu d’ajouter un article « Visites des écoles » permettant dorénavant aux parents de pouvoir visiter les différentes écoles avant la phase d’inscription proprement dite ;

Considérant qu’il y a lieu d’ajouter un article « Inscription par ordre chronologique » qui explique que l’inscription sera prise en considération sur base de l’ordre chronologique des connexions au formulaire en ligne ;

Considérant qu’il y a lieu d’ajouter un article « Exception à l’inscription par ordre chronologique » pour le 1^{er} critère de priorité concernant les frères et/ou sœurs des enfants déjà inscrit dans une école communale ;

Considérant qu’il y a lieu de remplacer l’article « réunion d’information pour ceux qui répondent au 2^{ème} critère de priorité » par l’article « confirmation d’inscription » qui stipule qu’après les périodes d’inscription, les parents sont invités par le(s) école (s) de leur choix sur rendez-vous pour confirmer leur inscription si leur enfant se situe en ordre utile;

Considérant qu’il y a lieu d’adapter le règlement en ce sens ;

DECIDE,

D'ajouter un article 3 « inscription en ligne sur une plateforme sécurisée » ;

D'ajouter un article 4 « Séance d'information et présentation des écoles » ;

D'ajouter un article 5 « Visites des écoles » ;

D'ajouter un article 8 « Inscription par ordre chronologique » ;

D'ajouter un article 9 « Exception à l'inscription par ordre chronologique » ;

De remplacer l'article « réunion d'information pour ceux qui répondent au 2^{ème} critère de priorité » par l'article 12 « Confirmation d'inscription » ;

D'adopter le règlement relatif aux inscriptions dans les écoles communales francophones de l'enseignement ordinaire ainsi modifié et joint en annexe et de fixer la date d'entrée en vigueur au 1^{er} octobre 2019.

Openbaar onderwijs – Reglement betreffende de inschrijvingen van de leerlingen in het gewone Franstalige gemeentelijke onderwijs – Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op het inschrijvingsreglement in de Franstalige gemeentescholen van het gewone onderwijs, zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 23 oktober 2018;

Overwegende dat de inschrijvingen sinds 1 januari 2019 online gebeuren op een beveiligd platform door middel van de identiteitskaart voor alle kinderen, ongeacht hun voorrangscriterium;

Overwegende dat het aangewezen is een artikel "online inschrijving via een beveiligd platform" toe te voegen, met uitleg over de verschillende methodes om een inschrijving aan te vragen;

Overwegende dat het aangewezen is een artikel "Informatie- en presentatiesessie over de scholen" toe te voegen, om de online inschrijvingsprocedure gedetailleerd uit te leggen en de gemeentescholen voor te stellen;

Overwegende dat het aangewezen is een artikel "Bezoek aan de scholen" toe te voegen, waardoor de ouders voortaan de verschillende scholen voorafgaand aan de eigenlijke inschrijvingsfase kunnen bezoeken;

Overwegende dat het aangewezen is een artikel "Inschrijving volgens chronologische volgorde" toe te voegen, waarin uitgelegd wordt dat de inschrijvingen op basis van de chronologische volgorde van de verbindingen met het online formulier in overweging zullen worden genomen;

Overwegende dat het aangewezen is een artikel "Uitzondering op de inschrijving volgens chronologische volgorde" toe te voegen omwille van het 1^e voorrangscriterium betreffende de broers en/of zussen van de kinderen die reeds in een gemeenteschool zijn ingeschreven;

Overwegende dat het aangewezen is “Informatievergadering voor wie beantwoordt aan het 2^e voorrangscriterium” te vervangen door het artikel “Inschrijvingsbevestiging”, dat bepaalt dat de ouders na de inschrijvingsperiodes door de school/scholen van hun keuze op afspraak worden uitgenodigd om hun inschrijving te bevestigen indien hun kind hoog gerangschikt is;

Overwegende dat het reglement in deze zin aangepast moet worden;

BESLUIT,

Een artikel 3 "Online inschrijving via een beveiligd platform" toe te voegen;

Een artikel 4 "Informatie- en presentatiesessie over de scholen" toe te voegen;

Een artikel 5 "Bezoek aan de scholen" toe te voegen;

Een artikel 8 "Inschrijving volgens chronologische volgorde" toe te voegen;

Een artikel 9 "Uitzondering op de inschrijving volgens chronologische volgorde" toe te voegen;

Het artikel "Informatievergadering voor wie beantwoordt aan het 2^e voorrangscriterium" te vervangen door artikel 12 "Inschrijvingsbevestiging";

Het zo gewijzigde reglement betreffende de inschrijvingen in de Franstalige gemeentescholen van het gewone onderwijs, en opgenomen in bijlage, aan te nemen en de datum van inwerkingtreding vast te stellen op 1 oktober 2019.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Logements - Huisvesting

35 Logement - Logements de transit – Convention de mise à disposition temporaire à titre gratuit des trois appartements place St-Denis 7, 2^{ème} étage et 3^{ème} étage.

LE CONSEIL,

Vu l'article 23 de la Constitution;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 08 juillet 1976 organique des CPAS, disposant que le CPAS a pour mission de permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine ;

Vu la décision du conseil communal du 18-12-2018 approuvant la convention d'occupation temporaire des appartements du 2^{ème} étage du 6,7,8 place st Denis par le CPAS ;

Vu la décision du collège communal du 27-06-2019 approuvant la mise à disposition temporaire de l'appartement du 3^{ème} étage sis 6,7,8 place St-Denis par le CPAS pour une durée de 3 mois ;

Considérant la nécessité de prolonger l'occupation temporaire des 2 logements situés au 2^{ème} étage sis 6,7,8 place St-Denis ;

Considérant la nécessité de valider l'occupation temporaire du 3^{ème} étage pour y mettre en œuvre un projet de prévention du sans-abrisme en partenariat avec une association ;

Considérant que ce logement de la Commune de Forest est inoccupé car en attente de travaux en vue de la réaffectation de l'abbaye de Forest ;

Considérant que la commune, en tant que plein propriétaire peut, *a fortiori*, permettre la mise à disposition de ce logement, pour des raisons sociales impérieuses ;

Considérant que la Commune de Forest souhaite ne pas laisser inoccupés des biens de son patrimoine ;

Considérant que le CPAS est amené à répondre à des situations d'urgence nécessitant le relogement de personnes dans l'adversité et cela afin de prévenir le sans abrisme ;

Considérant que le CPAS de Forest dispose de structures et du personnel apte à encadrer et organiser ces situations et travaille avec des partenaires spécialisés en la matière; qu'à ce titre le logement précité doit être géré par le CPAS selon les besoins existants ;

Décide :

D'approuver la convention de mise à disposition temporaire de trois logements place St-Denis n°7, 2^{ème} étage et 3^{ème} étage ;

De donner mandat au Collège des Bourgmestre et échevins, représenté par le Bourgmestre et la Secrétaire communale, pour signer la convention annexée à la présente décision.

Huisvesting - Transitwoningen – Overeenkomst van tijdelijke kosteloze terbeschikkingstelling van de drie appartementen op het Sint-Denijsplein 7, 2e verdieping en 3e verdieping.

DE RAAD,

Gelet op artikel 23 van de Grondwet;

Gelet op artikel 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de OCMW's, waarin bepaald wordt dat de OCMW's als opdracht hebben eenieder in de mogelijkheid te stellen een leven te leiden dat beantwoordt aan de menselijke waardigheid;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18-12-2018 tot goedkeuring van de overeenkomst voor tijdelijk gebruik van de appartementen op de 2^e verdieping van Sint-Denijsplein 6, 7 en 8 door het OCMW;

Gelet op de beslissing van het gemeentecollege van 27-06-2019 tot goedkeuring van de tijdelijke terbeschikkingstelling van het appartement op de 3^e verdieping te Sint-Denijsplein 6, 7 en 8 door het OCMW voor een duur van 3 maanden;

Overwegende de noodzaak om het tijdelijke gebruik van de 2 woningen op de 2^e verdieping van Sint-Denijsplein 6, 7 en 8 te verlengen;

Overwegende de noodzaak om goedkeuring te verlenen aan het tijdelijke gebruik van de 3^e verdieping om er in partnerschap met een vereniging een project op te zetten voor de preventie van dakloosheid;

Overwegende dat deze woning van de Gemeente Vorst onbewoond is want in afwachting van werkzaamheden met het oog op de herbestemming van de abdij van Vorst;

Overwegende dat de Gemeente, in de hoedanigheid van volle eigenaar, *a fortiori*, de terbeschikkingstelling van deze woning kan toestaan om dringende sociale redenen;

Overwegende dat de Gemeente Vorst geen goederen van haar patrimonium onbewoond wenst te laten;

Overwegende dat het OCMW tegemoet moet komen aan noodsituaties waarbij personen getroffen door tegenspoed gehuisvest dienen te worden en dit teneinde dakloosheid te voorkomen;

Overwegende dat het OCMW van Vorst over structuren en personeel beschikt dat in staat is deze situaties te begeleiden en te organiseren en samenwerkt met in de materie gespecialiseerde partners; dat de voormelde woning in dit opzicht beheerd moet worden door het OCMW al naargelang de bestaande noden;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst van tijdelijke terbeschikkingstelling van drie woningen op het Sint-Denijsplein nr. 7, 2^e verdieping en 3^e verdieping;

Machtiging te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, om de overeenkomst in bijlage bij de huidige beslissing te ondertekenen.

2 annexes / 2 bijlagen

36 **Logement – Marché public – Application de l’article 249 de la Nouvelle loi communale - Fourniture d’outillage pour le Service Logement – Marché public de faible montant – Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l’attribution – Revu de l’information Conseil en sa séance du 23 octobre 2018.**

LE CONSEIL,

Revu l’information au conseil en séance du 23 octobre 2018 :

« En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 7 juin 2018 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché de « Fourniture d’outillage pour le Service Logement », et d’admettre la dépense estimée à 907,65 € TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l’article 922/744-98/39 du service extraordinaire du budget 2018 » ;

Vu la décision du Collège des bourgmestres et échevins en séance du 5 juillet 2018 d’inscrire la dépense de 907,65 € TVAC à l’article 922/744-98/39 du service extraordinaire du budget 2018 et de financer la

dépense par un emprunt ;

Considérant que la totalité de la dépense a été financée par le subside « rétrocession partielle des amendes régionales pour logements inoccupés » inscrit à l'article 922/663-51/2018/39 ;

DECIDE :

De revoir la décision du Conseil communal du 23 octobre 2018, de choisir la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « *Fourniture d'outillage pour le Service Logement* », d'admettre la dépense estimée à 907,65 € TVAC et de financer la totalité de la dépense par le subside « *rétrocession partielle des amendes régionales pour logements inoccupés* » inscrit à l'article 922/663-51/39 du service extraordinaire du budget 2018.

Huisvesting – Overheidsopdracht – Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet - Levering van werktuigen voor de Huisvestingsdienst – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Procedure via gewone aanvaarde factuur (artikel 92 van de wet van 17 juni 2016) – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de te raadplegen firma's en van de gunning – Herziening van de kennisgeving aan de Raad in zijn zitting van 23 oktober 2018.

DE RAAD,

De kennisgeving aan de Raad in zitting van 23 oktober 2018 herzien:

“In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 juni 2018 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “Levering van werktuigen voor de Huisvestingsdienst”, en in te stemmen met de uitgave geraamd op 907,65 € incl. BTW; het krediet voor deze uitgave is ingeschreven op artikel 922/744-98/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2018”;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 5 juli 2018 om de uitgave van 907,65 € incl. BTW in te schrijven op artikel 922/744-98/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en de uitgave te financieren door een lening;

Overwegende dat de volledige uitgave gefinancierd werd door de subsidie “gedeeltelijke terugbetaling van de gewestelijke boetes voor leegstaande woningen” ingeschreven op artikel 922/663-51/2018/39;

BESLIST:

De beslissing van de Gemeenteraad van 23 oktober 2018 te herzien, te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “*Levering van werktuigen voor de Huisvestingsdienst*”, in te stemmen met de uitgave geraamd op 907,65 € incl. BTW en de volledige uitgave te financieren door de subsidie “*gedeeltelijke terugbetaling van de gewestelijke boetes voor leegstaande woningen*” ingeschreven op artikel 922/663-51/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2018.

PRÉVENTION SÉCURITÉ ET COHÉSION SOCIALE - PREVENTIE VEILIGHEID EN SOCIALE COHESIE

37 Prévention - Allocation ex contrat de sécurité et de société 2019 - Transfert total du subsidie à la zone de police compris dans la quote-part communale - Approbation.

LE CONSEIL,

Considérant que la Commune de Forest bénéficie d'une aide financière dans le cadre de l'ex contrat de sécurité et de société depuis plusieurs années ;

Vu la décision du conseil communal du 26 février 2019 approuvant les termes de la convention EX-Contrat de sécurité et de société 2018-2019 ;

Vu l'Arrêté royal du 2 septembre 2018 relatif à l'octroi d'une subvention contrat de sécurité et de société destinée aux communes ex-contrat de sécurité et de société dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique locale de sécurité et de prévention pour les années 2018-2019 ;

Attendu que cette intervention financière de 459.180,78 € est transférée totalement à la zone de police en déduction de la quote-part communale ;

Vu l'annexe 2a § 1. 2 de l'arrêté royal du 2 septembre 2018 relatif au versement d'une partie ou de la totalité de l'allocation à la zone de police en déduction du montant dû par la commune pour le fonctionnement de la zone de police ;

Vu la convention EX-Contrat de sécurité et de société 2018-2019 signée entre le SPF Intérieur et la commune de Forest ;

DECIDE :

D'approuver le transfert total du montant de l'allocation, à savoir 459.180,78 € compris dans la quote-part communale obligatoire au fonctionnement de la zone de police pour 2019.

Preventie – Toelage ex-veiligheids- en samenlevingscontract 2019 – Volledige overdracht van de subsidie aan de politiezone inbegrepen in het aandeel van de gemeente – Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente Vorst sinds meerdere jaren geniet van een financiële steun in het kader van het ex-veiligheids- en samenlevingscontract;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 26 februari 2019 tot goedkeuring van de bepalingen van de overeenkomst ex-veiligheids- en samenlevingscontract 2018-2019;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 september 2018 betreffende de toekenning van een toelage voor een veiligheids- en samenlevingscontract voor gemeenten die vroeger veiligheids- en samenlevingscontracten hadden in het kader van de implementatie van een lokaal beleid voor veiligheid en preventie voor de jaren 2018-2019;

Overwegende dat dit bedrag van € 459.180,78 volledig overgedragen wordt aan de politiezone, in mindering van het aandeel van de gemeente;

Gelet op bijlage 2a §1.2 bij het koninklijk besluit van 2 september 2018 betreffende de storting van een

deel of het geheel van de toelage aan de politiezone in mindering van het bedrag verschuldigd door de gemeente voor de werking van de politiezone;

Gelet op de overeenkomst ex-veiligheids- en samenlevingscontract 2018-2019, ondertekend tussen de FOD Binnenlandse Zaken en de Gemeente Vorst;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de totale overdracht van het bedrag van de toelage, namelijk € 459.180,78, inbegrepen in het verplichte aandeel van de gemeente voor de werking van de politiezone voor 2019.

4 annexes / 4 bijlagen

AFFAIRES NÉERLANDOPHONES - NEDERLANDSTALIGE AANGELEGENHEDEN

Ecoles - Scholen

38 Affaires néerlandophones - Enseignement - Règlement d'école pour GBS De Puzzel & GBS De Wereldbrug.

LE CONSEIL,

Considérant le Décret communal de la Communauté flamande du 15 juillet 2005, articles 30, 42 et 43 ;

Considérant la nouvelle Loi communale du 24 juin 1988, articles 104 et 119 ;

Considérant le Décret de la Communauté flamande du 25 février 1997 concernant l'enseignement primaire, articles 27, 28, 33, 37, 54 et 172 quinquies ;

Considérant le Décret de la Communauté flamande du 18 avril 2018 concernant l'accompagnement des élèves dans l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire et les centre d'accompagnement des élèves ;

Considérant l'avis positif du Conseil des écoles, qui s'est réuni le 27 mai 2019 ;

Considérant les adaptations à la circulaire ministérielle du 21 décembre 1998 sur la remise du diplôme de l'école primaire ;

Considérant la circulaire ministérielle du 21 juin 2017 concernant la composition des réseaux de soutien scolaire dans l'enseignement primaire et secondaire ;

Considérant les adaptations à la circulaire ministérielle du 8 février 2002 concernant les informations lors de la première inscription et le règlement d'école ;

Considérant les adaptations à la circulaire ministérielle du 22 juin 2007 concernant la gestion des frais dans l'enseignement primaire ;

Considérant que l'autorité scolaire doit rédiger pour chacun de ses écoles primaire un règlement qui règle la relation entre l'autorité scolaire et les parents des élèves ;

Considérant que le règlement d'école actuellement utilisé dans GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug, approuvé par le Conseil du 4 septembre 2018, doit être actualisé ;

Considérant que des accords plus spécifiques pour une année scolaire, sont repris dans une brochure d'information approuvée par le Collège et par le Conseil des écoles ;

Considérant le modèle de règlement d'école conçu par le Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap ;

DECIDE :

De supprimer le règlement actuel pour GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug, tel qu'il a été approuvé par le Conseil du 4 septembre 2019 ;

D'approuver du règlement scolaire proposé en annexe pour les écoles néerlandophones communales De Puzzel et De Wereldbrug;

De reprendre les règles et conventions spécifiques dans la brochure d'information à valider par le Collège ;

De prendre note que ce règlement sera soumis (en version papier et/ou électronique) pour signature aux parents/responsable(s) d'un(e) élève lors de sa première inscription à l'école GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug ou au moment du modification.

Nederlandstalige aangelegenheden - Onderwijs - Schoolreglement GBS De Puzzel & GBS De Wereldbrug.

DE RAAD,

Gelet op het Gemeentedecreet van 15 juli 2005, artikelen 30, 42 en 43;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, artikel 104 en 119;

Gelet op het Decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, artikelen 27, 28, 33, 37, 54 en 172 quinquies ;

Gelet op het Decreet van 18 april 2018 betreffende de leerlingenbegeleiding in het basisonderwijs, het secundair onderwijs en de centra voor leerlingenbegeleiding;

Gelet op het overleg in de schoolraad van 27 mei 2019;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 21 december 1998 betreffende het uitreiken van het getuigschrift basisonderwijs;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 21 juni 2017 betreffende de samenstelling van de ondersteuningsnetwerken in het basis en secundair onderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 8 februari 2002 betreffende de inlichtingen bij eerste inschrijving en het schoolreglement;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 22 juni 2007 betreffende de kostenbeheersing in het basisonderwijs;

Overwegende dat een schoolbestuur voor elk van zijn basisscholen een schoolreglement moet opstellen dat de betrekkingen tussen het schoolbestuur en de ouders en de leerlingen regelt;

Overwegende dat het huidig schoolreglement voor GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug goedgekeurd op 4 september 2018 door de Raad, aan actualisatie toe is;

Overwegende dat meer specifieke afspraken, goedgekeurd door het College van burgemeester en schepenen, na overleg in de schoolraad, worden opgenomen in de infobrochure;

Gelet op het model van schoolreglement van het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap;

BESLIST:

Het bestaande schoolreglement GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug, goedgekeurd door de Raad tijdens de zitting van 4 september 2018, op te heffen;

Het hierbij gevoegde schoolreglement goed te keuren;

De meer specifieke regels en afspraken, te valideren door het College van burgemeester en schepenen, op te nemen in de infobrochure;

Het bijgesloten schoolreglement GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug wordt bij elke inschrijving van een leerling en nadien bij elke wijziging, ter beschikking gesteld (op papier of via een elektronische drager) aan de ouders, die ondertekenen voor akkoord.

1 annexe / 1 bijlage

39 **Affaires néerlandophones - Enseignement - SPECTRUM groupe des écoles - Remplacement d'un représentant au sein du comité de gestion.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle Loi communale;

Vu le Décret de l'enseignement primaire de la Communauté flamande du 25 février 1997;

Vu le Décret de la Communauté flamande du 6 juillet 2001 concernant la collaboration intercommunale;

Vu le Décret de la Communauté flamande du 2 avril 2004, concernant la participation à l'école et le Vlaamse Onderwijsraad;

Vu le Décret de la Communauté flamande du 25 février 2011 concernant les regroupements d'écoles primaires et secondaires;

Considérant la circulaire concernant les regroupements d'écoles BaO/2005/11, modifiée le 16 mai 2014;

Considérant la décision du Conseil du 24 juin 2003 de faire adhérer les écoles communales néerlandophones De Puzzel et De Wereldbrug au groupe d'écoles Spectrum pour l'année scolaire 2003-2004, avec des prolongations annuelles puis la décision du Conseil du 14 octobre 2014 en faveur d'un

prolongement de cette adhésion pour la période 2014-2020;

Considérant que le groupe d'écoles Spectrum est géré par un comité de gestion, composé d'un membre effectif et d'un remplaçant par pouvoir organisateur faisant partie du groupe;

Considérant le protocole d'accord nr 2014/CO2 du 2 juillet 2014 du comité de négociation du groupe d'écoles Spectrum ;

Considérant la décision du Conseil du 26 mars 2019 de désigner l'Echevine des Affaires néerlandophones en tant que membre effectif, et la responsable du département des Affaires néerlandophones en tant que remplaçante pour représenter le pouvoir organisateur de la Commune de Forest au sein du comité de gestion du groupe d'écoles Spectrum ;

Considérant que, vu les matières, le plus souvent très techniques, traités lors du comité de gestion du groupe d'écoles Spectrum, il est plus opportun de désigner la coordinatrice pédagogique du service communal d'enseignement néerlandophone en tant que remplaçante;

DECIDE;

De remplacer la responsable du département des Affaires néerlandophones par la coordinatrice pédagogique du service communal d'enseignement néerlandophone en tant que remplaçante pour représenter le pouvoir organisateur de la Commune de Forest au sein du comité de gestion du groupe d'écoles Spectrum.

Nederlandstalige aangelegenheden - Onderwijs - SPECTRUM scholengemeenschap - Vervanging van een vertegenwoordiger in het beheerscomité.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Decreet Basisonderwijs van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 1997;

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 6 juli 2001 betreffende de intergemeentelijke samenwerking;

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 2 april 2004 betreffende de participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad.

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 2011 betreffende de scholengemeenschappen in het basis- en secundair onderwijs;

Gelet op de omzendbrief betreffende de scholengemeenschappen BaO/2005/11, gewijzigd op 16 mei 2014;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 juni 2003 om de gemeentelijke Nederlandstalige basisscholen De Puzzel en De Wereldbrug deel te laten uitmaken van scholengemeenschap Spectrum voor het schooljaar 2003-2004, met jaarlijkse verlengingen en met name de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 om het lidmaatschap voor beide scholen te verlengen voor de periode 2014-2020;

Overwegende dat de scholengemeenschap Spectrum wordt aangestuurd door het beheerscomité, samengesteld uit een effectief lid en een plaatsvervanger voor elk schoolbestuur dat deel uitmaakt van de

scholengroep;

Gelet op het protocol van akkoord nr 2014/CO2 van 2 juli 2014 van het onderhandelingscomité van de scholengemeenschap Spectrum;

Overwegende de beslissing van de Gemeenteraad dd 26 maart 2019 om de schepen van Nederlandstalige aangelegenheden aan te stellen als effectief lid, en de departementsverantwoordelijke Nederlandstalige aangelegenheden als plaatsvervangend lid om het schoolbestuur van de Gemeente Vorst in het beheerscomité van de scholengemeenschap Spectrum te vertegenwoordigen;

Overwegende dat door de zeer technische aard van de materies die worden behandeld tijdens het beheerscomité, het geschikter is om de pedagogisch coördinator van de gemeentelijke dienst Nederlandstalig onderwijs af te vaardigen als plaatsvervangend lid;

BESLIST;

De departementsverantwoordelijke Nederlandstalige aangelegenheden te vervangen door de pedagogisch coördinator van de gemeentelijke dienst Nederlandstalig onderwijs als plaatsvervangend lid om het schoolbestuur van de Gemeente Vorst in het beheerscomité van de scholengemeenschap Spectrum te vertegenwoordigen.

ORGANISATION - ORGANISATIE

Secrétariat - Secretariaat

40 Motion visant à faire respecter à travers les marchés publics les droits de l'homme et le droit international (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale)- report du 28/05/2019- report du 02/07/2019

Motion visant à faire respecter à travers les marchés publics les droits de l'homme et le droit international

(Déposée par Stéphanie KOPLOWICZ, Simon DE BEER et Nabil BOUKILI pour le PTB*PVDA)

LE CONSEIL,

Vu :

- le droit international;
- le cadre de référence des Nations Unies « protéger, respecter et réparer » et ses principes directeurs relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme établis par le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies et adoptés par le conseil des Droits de l'Homme à Genève le 16 juin 2011 ;
- les avis et verdicts des Cours internationales, dont celui de la Cour internationale de Justice du 9 juillet 2004 ;
- la directive européenne 2014/24/UE relative à la passation des marchés publics ;
- la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
- La nouvelle loi du 17 juin 2016 qui prévoit dans son art. 69 3° une même exclusion facultative sur

base de faute professionnelle grave, et dans son art. 70 les mesures correctrices que la loi du 15 juin 2006

- L'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
- L'Ordonnance bruxelloise du 8 mai 2014 relative à l'inclusion de clauses environnementales et éthiques dans les marchés publics;

Considérant que :

- la commune attache une importance particulière au respect du droit international et des Droits de l'Homme, notamment les obligations découlant du droit international ayant un caractère *erga omnes* ;
- la Cour internationale de Justice a considéré qu'entre autres, un certain nombre de normes du droit humanitaire international et du droit des peuples à l'autodétermination crée *erga omnes* des obligations ;
- conformément au cadre de référence des Nations Unies « protéger, respecter et réparer » et ses principes directeurs relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme : les gouvernements sont aussi obligés de protéger les Droits de l'Homme des éventuelles violations par les entreprises (principe 1) et selon le principe 6 et le commentaire joint, les marchés publics offrent une opportunité exceptionnelle aux gouvernements, dans le cadre de leurs relations commerciales, de promouvoir le respect des Droits de l'Homme par les entreprises ;
- l'article 61, §2, 4° de l'arrêté royal 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques détermine que les pouvoirs adjudicateurs ont la compétence d'exclure les candidats ou les soumissionnaires qui ont commis une erreur professionnelle grave ;
- conformément au cadre de référence et principes directeurs des Nations Unies susmentionnés, les entreprises ont la responsabilité de respecter les Droits de l'Homme (principe 11) ;
- la Cour de justice de l'Union européenne (arrêt C-465/11) a jugé que « chaque comportement illégitime qui influence la crédibilité professionnelle » du candidat ou du soumissionnaire peut être considéré comme une faute professionnelle grave ;
- la commune ne souhaite pas engager de relations commerciales, comme l'exige la Cour internationale de justice, avec les entreprises qui ne respectent pas *erga omnes* ces obligations ou qui sont directement impliqués dans la violation de ces obligations ;

Le conseil communal décide d'inclure dans les règlements concernant les marchés publics les articles suivants:

Article 1 :

Un candidat ou un soumissionnaire qui, par ses activités professionnelles et/ou commerciales, contribue à des activités qui violent les Droits de l'Homme et/ou le droit international commet une faute professionnelle grave et de ce fait est exclu du marché public.

1.1 Lors de l'appréciation d'un candidat ou du soumissionnaire actif en Belgique mais qui utilise un savoir-faire, une expertise et/ou l'image construite par l'entreprise-mère, sœur ou fille à l'étranger qui opèrent selon une politique générale, sera tenu compte des pratiques des membres au sein de ce groupe d'entreprises ;

1.2 Le jugement des activités qui violent les droits de l'homme et/ou le droit international se fait sur base des verdicts des instances judiciaires et quasi-judiciaires, nationales et internationales dont les tribunaux et les cours belges, la Cour de justice de l'Union Européenne, la Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale.

Article 2 :

Conformément à l'article 61, §3 de l'Arrêté royal 15 juillet 2011 relatif la passation des marchés publics, le

candidat ou le soumissionnaire dont il aura été considéré qu'il a commis une faute grave professionnelle peut être réhabilité si le candidat ou le soumissionnaire démontre qu'il a mis fin à la situation de faute grave professionnelle dans laquelle il était et a remédié à ses conséquences et qu'il a pris des mesures concrètes pour prévenir toute nouvelle situation de faute professionnelle grave en lien avec la violation des droits de l'homme et du droit international. Lors de l'appréciation, il est tenu compte entre autres des compensations aux victimes, de la communication publique au sujet des mesures concrètement prises, de la collaboration active à une clarification des faits et d'une cessation éventuelle des violations de Droits de l'Homme ou de la contribution active à cela.

Stéphanie Koplowicz, Nabil Boukili et Simon de Beer

Motie die erop gericht is de rechten van de mens en het internationale recht te doen naleven doorheen de overheidsopdrachten (op vraag van Mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid)- uitstel van 28/05/2019- uitstel van 02/07/2019

Motie met het oog op het doen naleven van de mensenrechten en het internationaal recht via overheidsopdrachten

(Ingediend door Stéphanie KOPLOWICZ, Simon DE BEER en Nabil BOUKILI voor de PTB*PVDA)

DE RAAD,

Gelet op:

- het internationaal recht;
- het referentiekader van de Verenigde Naties “Beschermen, respecteren en remediëren” en de leidende beginselen betreffende ondernemingen en de mensenrechten, vastgelegd door de speciale vertegenwoordiger van de secretaris-generaal van de Verenigde Naties en aangenomen door de Mensenrechtenraad in Genève op 16 juni 2011;
- de adviezen en vonnissen van de internationale hoven, waaronder dat van het Internationaal Gerechtshof van 9 juli 2004;
- Europese Richtlijn 2014/24/EU betreffende het plaatsen van overheidsopdrachten;
- de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;
- De nieuwe wet van 17 juni 2016 voorziet in haar art. 69, 3° eenzelfde facultatieve uitsluiting op basis van een ernstige beroepsfout en in art. 70 dezelfde corrigerende maatregelen als de wet van 15 juni 2006
- het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;
- de Brusselse Ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende de opname van milieu- en ethische clausules in de overheidsopdrachten;

Overwegende dat:

- de Gemeente een bijzonder belang hecht aan respect voor het internationaal recht en de internationale mensenrechten, met name de internationaalrechtelijke verplichtingen die een *erga omnes* karakter hebben;
- het Internationaal Hof van Justitie heeft geoordeeld dat, onder meer, een aantal normen van het internationaal humanitair recht en het recht van volkeren op zelfbeschikking *erga omnes* verplichtingen creëren;

- overeenkomstig het Referentiekader van de Verenigde Naties “Beschermen, respecteren en remediëren” en de leidende beginselen inzake Ondernemingen en Mensenrechten, overheden ook verplicht zijn om mensenrechten te beschermen tegen gebeurlijke inbreuken door ondernemingen (beginsel 1) en dat volgens beginsel 6 en het bijgevoegde commentaar overheidsopdrachten een uitzonderlijke kans bieden aan overheden om in hun commerciële betrekkingen respect voor mensenrechten door ondernemingen te bevorderen;
- artikel 61, §2, 4° van het Koninklijk Besluit 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren bepaalt dat aanbestedende overheden de bevoegdheid hebben om kandidaten of inschrijvers uit te sluiten indien zij bij de beroepsuitoefening een ernstige fout hebben begaan;
- overeenkomstig het bovenvermelde referentiekader en bovenvermelde leidende beginselen van de Verenigde Naties, ondernemingen de verantwoordelijkheid hebben om mensenrechten te respecteren (beginsel 11);
- het Hof van Justitie van de Europese Unie (arrest C-465/11) heeft geoordeeld dat “elk onrechtmatig gedrag dat invloed heeft op de professionele geloofwaardigheid” van de kandidaat of inschrijver als een ernstige beroepsfout kan worden beschouwd;
- de Gemeente, zoals vereist wordt door het Internationaal Hof van Justitie, geen commerciële relaties wenst aan te gaan met ondernemingen die *erga omnes* verplichtingen schenden of rechtstreeks betrokken zijn bij dergelijke schendingen;

Beslist de Gemeenteraad in de reglementen inzake openbare aanbestedingen volgende artikelen toe te voegen:

Artikel 1:

Een kandidaat of inschrijver die door zijn professionele en/of commerciële activiteiten bijdraagt aan activiteiten die de mensenrechten en/of het internationaal recht schenden, begaat een ernstige beroepsfout en wordt daardoor uitgesloten van de overheidsopdracht.

Bij de beoordeling van een kandidaat of inschrijver die in België actief is maar gebruikmaakt van de knowhow, expertise en/of uitstraling opgebouwd door moeder-, zuster- en/of dochterbedrijven in het buitenland, die opereren onder één beleidsstrategie, wordt rekening gehouden met de praktijken van de leden binnen die ondernemingsgroep.

De beoordeling welke activiteiten mensenrechten en/of het internationaal recht schenden, gebeurt op basis van de vonnissen van gerechtelijke en bijna-gerechtelijke, nationale en internationale instanties, waaronder de Belgische rechtbanken en hoven, het Hof van Justitie van de Europese Unie, het Internationaal Hof van Justitie en het Internationaal Strafhof.

Artikel 2:

Conform artikel 61, §3 van het Koninklijk Besluit 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten kan een kandidaat of inschrijver waarvan geoordeeld werd dat hij een ernstige beroepsfout begaan heeft, worden gerehabiliteerd indien de kandidaat of inschrijver aantoont dat hij een einde heeft gemaakt aan de situatie van ernstige beroepsfout waar hij zich in bevond en dat hij de gevolgen van de fout heeft geredieerd en concrete maatregelen heeft genomen om te voorkomen dat de ernstige beroepsfout in verband met de schending van de mensenrechten en van het internationaal recht opnieuw zou voorkomen. Bij de beoordeling wordt onder meer rekening gehouden met slachtoffervergoedingen, publieke communicatie over concreet genomen maatregelen, actieve medewerking aan een opheldering van de feiten en een eventuele beëindiging van de mensenrechtenschendingen of de actieve bijdrage daaraan.

Stéphanie Koplowicz, Nabil Boukili en Simon de Beer

2 annexes / 2 bijlagen

41 **Interpellation concernant le nouvel aménagement de mobilité au carrefour Kersbeek-Dumonceau-Haveskercke (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal)**

Interpellation de Marc Loewenstein, conseiller communal DÉFI, à l'attention du Collège des bourgmestre et échevins

Concerne : Le nouvel aménagement de mobilité au carrefour Kersbeek-Dumonceau-Haveskercke

Pour rappel, depuis plusieurs années, et cela s'était accentué lors des élections, nous savons qu'il y a une volonté de la part d'une partie des riverains du quartier concerné de limiter le trafic de transit dans l'avenue Kersbeek. La solution proposée par les habitants est celle d'un verrou au niveau du carrefour Kersbeek-Dumonceau-Haveskercke. Plusieurs configurations de verrou ont alors été présentées par les habitants à l'initiative.

Lorsque ce sujet a été abordé en question d'actualité par un de mes collègues au conseil communal de juillet dernier, j'étais intervenu pour déplorer le manque de communication et la nécessité d'informer non seulement les habitants du quartier, mais aussi ceux des quartiers voisins qui sont également impactés par cette mesure.

Avant ce conseil communal, suite à la prise de connaissance de la décision du collège du 16 mai d'organiser une réunion publique le 5 juin à l'Abbaye concernant les futurs aménagements de la rue Kersbeek, j'avais déjà interrogé le collège par écrit, ce même 5 juin 2019, pour demander si la réunion avait bien été fixée. J'ai appris lors du conseil de juillet que oui et qu'elle s'était donc tenue. Je demandais aussi qui avait été invité et de quelle manière. Au vu des explications données lors du conseil, peu de riverains y ont participé et, surtout, peu de riverains ont été informés. Enfin, je demandais de quels aménagements il était question ?

Tout comme la réunion d'information du 5 juin, il semble que l'aménagement qui a été installé ce 19 août 2019 l'ait été en toute intimité, sans large communication.

Par ailleurs, il eut été fort utile pour mesurer au mieux l'impact de cette mesure, la justifier auprès de ses détracteurs et l'adapter en fonction des résultats, de l'objectiver au travers de comptages avant et après l'installation de l'aménagement. Ces comptages devraient aussi permettre de mesurer l'impact sur les quartiers voisins et les reports de charge notamment sur les voiries comme Denayer, Haveskercke (partie basse et haute), Kersbeek (partie Uccle) ou encore Verrerie.

Enfin, il me paraissait également utile de tenir compte du chantier Kersbeek-Bempt-Verrerie – qui perturbera inévitablement la mobilité du quartier – pour la mise en place du verrou.

Ces 2 questions des comptages et de la prise en compte du chantier à venir, je les ai posées par écrit le 14 août. Au vu de la découverte de ce lundi, je reviens donc sur le sujet en conseil pour espérer avoir des réponses démontrant que le dossier a bien été préparé.

Mes questions seront donc les suivantes :

1. Quels moyens de communication ont été utilisés pour annoncer la mise en place du verrou en date du 19 août 2019 ? Je découvre sur le site internet de la commune qu'un courrier « aux habitants du quartier Kersbeek » a sans doute été distribué. Quelle a été la zone exacte de diffusion du toute-boîte ?
2. Le courrier prévoit une période test de 6 mois afin d'objectiver la situation. Pour bien l'objectiver, il eut fallu réaliser des comptages préalables dans le quartier directement impacté, mais également

dans les voiries qui pourraient l'être suite au placement du verrou. Me confirmez-vous qu'aucun comptage n'a été réalisé préalablement à l'installation du verrou ? Dans l'affirmative, comment « mener vos observations » de manière objective ?

3. Enfin, avez-vous tenu compte du futur important chantier sur les avenues du Bempt, Verrerie et Kersbeek qui aura un impact certain sur la mobilité du quartier ? Comment concilier les deux situations ?

Interpellatie betreffende de nieuwe mobiliteitsinrichting op het kruispunt Kersbeek-Dumonceau-Haveskercke (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid)

Interpellatie van Marc Loewenstein, DéFI-gemeenteraadslid, ter attentie van het College van burgemeester en schepenen

Betreft: De nieuwe mobiliteitsinrichting op het kruispunt Kersbeek-Dumonceau-Haveskercke

Ter herinnering, sinds meerdere jaren en dit werd nog eens benadrukt tijdens de verkiezingen, weten we dat een deel van de buurtbewoners van de betrokken wijk het doorgaand verkeer in de Kersbeeklaan wenst te beperken. De oplossing voorgesteld door de bewoners is een vergrendeling ter hoogte van het kruispunt Kersbeek-Dumonceau-Haveskercke. De bewoners aan de oorsprong van het initiatief hebben vervolgens verschillende configuraties voor de vergrendeling voorgesteld.

Toen dit onderwerp door een van mijn collega's aangesneden werd tijdens de actualiteitskwesities in de gemeenteraad van juli laatstleden, ben ik tussengekomen om het gebrek aan communicatie te betreuren en de noodzaak om niet alleen de bewoners van de wijk te informeren maar tevens diegenen van de aanpalende wijken die ook de impact van deze maatregel zullen voelen.

Vóór deze gemeenteraad en volgend op de kennisname van de beslissing van het college van 16 mei om op 5 juni in de Abdij een openbare vergadering te organiseren betreffende de toekomstige inrichtingen van de Kersbeeklaan, had ik het college reeds schriftelijk ondervraagd, op 5 juni 2019, om te weten of de vergadering wel degelijk vastgelegd was. Tijdens de raad van juli heb ik vernomen dat dit het geval was en dat ze dus plaatsgevonden had. Ik vroeg ook wie was uitgenodigd en op welke wijze. Gelet op de uitleg gegeven tijdens de raad, hebben weinig buurtbewoners eraan deelgenomen en, vooral, weinig buurtbewoners werden op de hoogte gebracht. Tot slot vroeg ik over welke inrichtingen er sprake was?

Net als de informatievergadering van 5 juni, lijkt het dat de installatie van de inrichting op 19 augustus 2019 in alle intimiteit gebeurde, zonder veel communicatie.

Het zou overigens erg nuttig zijn geweest om de impact van deze maatregel te meten, de maatregel te rechtvaardigen bij de tegenstanders en aan te passen in functie van de resultaten, er een objectief beeld van te krijgen door middel van tellingen voor en na de installatie van de inrichting. Deze tellingen zouden het ook mogelijk moeten maken om de impact op de aanpalende wijken te meten en in het bijzonder de verplaatsing van het verkeer naar de wegen als Denayer, Haveskercke (laag en hoog deel), Kersbeek (deel in Ukkel) of nog Glasblazerij.

Ten slotte leek het me tevens nuttig om rekening te houden met de werf Kersbeek-Bempt-Glasblazerij – die onvermijdelijk de mobiliteit in de wijk zal hinderen – voor de invoering van deze vergrendeling.

Ik heb deze 2 vragen i.v.m. de tellingen en de inachtneming van de toekomstige werkzaamheden schriftelijk gesteld op 14 augustus. Gezien de ontdekking van deze maandag, kom ik dus terug op het

onderwerp in de raad en hoop antwoorden te krijgen die aantonen dat het dossier goed voorbereid werd.

Mijn vragen zijn dus de volgende:

1. Welke communicatiemiddelen werden er gebruikt om de invoering van de vergrendeling op 19 augustus 2019 aan te kondigen? Ik zie op de website van de gemeente dat er waarschijnlijk een brief “aan de bewoners van de Kersbeekwijk” werd verspreid. In welke zone werd het brievenbusbericht precies verdeeld?
2. In de brief staat dat er een testperiode van 6 maanden is voorzien om een objectief beeld te krijgen van de situatie. Om een correct objectief beeld te krijgen, had men voorafgaande tellingen moeten uitvoeren in de wijk die een rechtstreekse impact ondergaat, maar tevens op de wegen die een impact zouden kunnen ondervinden volgend op de plaatsing van de vergrendeling. Bevestigt u mij dat er geen enkele telling werd uitgevoerd voorafgaand aan de installatie van de vergrendeling? Indien dit het geval is, hoe gaat u dan op objectieve wijze “uw observaties uitvoeren”?
3. Tot slot, heeft u rekening gehouden met de toekomstige aanzienlijke werf in de Bempt-, Glasblazerij- en Kersbeeklaan die zeker impact zal hebben op de mobiliteit in de wijk? Hoe gaat u deze twee situaties verzoenen?

1 annexe / 1 bijlage

42 **Interpellation concernant l'état d'avancement de la mise en œuvre de la zone 30 généralisée à Forest (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal)**

Le précédent collègue a décidé de mettre l'ensemble de la commune, à l'exception des grands axes, en zone 30. Une manière de répondre à plusieurs problématiques liées à la sécurité routière, à la qualité de vie et à la qualité de l'air. Cette mesure permettait également de clarifier la signalisation et avoir des quartiers complets en zone 30 alors que, auparavant, dans un même quartier, deux voiries similaires pouvaient être l'une en zone 30, l'autre en zone 50.

La mise en œuvre de cette mesure a été organisée par zone. Une communication était également prévue (toute-boîte, affiches) lors de l'adaptation de chaque zone pour informer au mieux la population et les usagers de la route.

Dans sa déclaration de politique générale, il apparaît que le nouveau collègue a décidé de poursuivre ce projet.

- Pourriez-vous m'informer de l'état d'avancement de la mise en œuvre de cette zone 30 généralisée ?
- Pourriez-vous communiquer une carte actualisée des zones déjà adaptées ?
- Pourriez-vous préciser quelles sont les zones à encore adapter et dans quels délais ?
- Pourriez-vous nous informer des modes de communication utilisés par la commune pour faire connaître cette mesure ?
- Avez-vous déjà noté des effets positifs de cette zone 30 généralisée dans les quartiers où elle est déjà en vigueur ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Interpellatie betreffende de vorderingsstaat van de invoering van de veralgemeende zone 30 in Vorst (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid)

Het vorige college heeft beslist om van het volledige grondgebied van de gemeente, met uitzondering van de grote assen, een zone 30 te maken. Een manier om tegemoet te komen aan meerdere problematieken die verband houden met verkeersveiligheid, levenskwaliteit en luchtkwaliteit. Deze maatregel maakte het tevens mogelijk om de signalisatie te verduidelijken en volledige wijken in zone 30 te plaatsen terwijl, voorheen, twee gelijkaardige wegen in eenzelfde wijk zone 30 of zone 50 konden zijn.

De uitwerking van deze maatregel werd per zone georganiseerd. Tijdens de aanpassing van elke zone werd ook communicatie (brievenbusbericht, affiches) voorzien om de bevolking en de weggebruikers zo goed mogelijk te informeren.

Uit zijn algemene beleidsverklaring blijkt dat het nieuwe college beslist heeft dit project verder te zetten.

- Kan u mij informeren over de vorderingsstaat van de invoering van deze veralgemeende zone 30?
- Kan u een geactualiseerde kaart met de reeds aangepaste zones voorleggen?
- Kan u verduidelijken welke zones nog moeten worden aangepast en binnen welke termijnen?
- Kan u ons laten weten welke communicatiemiddelen door de gemeente worden gebruikt om deze maatregel bekend te maken?
- Heeft u reeds positieve effecten van deze veralgemeende zone 30 genoteerd in de wijken waar ze reeds van kracht is?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

1 annexe / 1 bijlage

43 Question orale : mise en place d'un verrou av. Kersbeek (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal)

Depuis plusieurs jours, la mise en place d'un verrou entre les avenues Kersbeek/Dumonceau et Haveskercke suscite de nombreuses interrogations auprès des riverains. Bien qu'il s'agisse d'une phase-test, les riverains font valoir de nombreuses remarques très pertinentes à l'égard de ce projet qui est très loin de faire l'unanimité. Dès lors, je souhaite interroger le Collège sur les points suivants :

1° Quelles sont les motivations du Collège quant à la mise en place de ce verrou ?

2° Est-ce une décision déjà envisagée sous l'ancien Collège ?

3° Les services de secours et de police ont-ils été concerté préalablement ?

4° Sous quelles conditions précises la durée de la période de test pourra t'elle être prorogée ?

5° En outre, vu l'importance de ce dossier, est-il possible de mettre en place une information et un bilan provisoire dès le mois de novembre (3 mois) ?

6° Quels moyens sont mis à disposition des riverains pour faire valoir leurs remarques positives ou négatives ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Mondelinge vraag: invoering van een vergrendeling Kersbeeklaan (op vraag van Mijnheer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid)

Sinds meerdere dagen rijzen bij de buurtbewoners heel wat vragen over de invoering van een vergrendeling tussen de Kersbeek/Dumonceau en Haveskerckelaan. Ook al gaat het om een testfase, toch formuleren de buurtbewoners heel wat erg relevante opmerkingen ten aanzien van dit project waarover absoluut geen unanimité bestaat. Ik wens het College bijgevolg te ondervragen over de volgende punten:

1° Wat zijn de motivaties van het College wat betreft de invoering van deze vergrendeling?

2° Werd deze beslissing reeds overwogen door het vorige College?

3° Werd er vooraf overleg gepleegd met de hulp- en politiediensten?

4° Onder welke precieze voorwaarden kan de duur van de testperiode verlengd worden?

5° Is het bovendien mogelijk om, gezien het belang van dit dossier, informatie en een voorlopige balans op te maken vanaf de maand november (3 maanden)?

6° Welke middelen worden ter beschikking van de buurtbewoners gesteld om hun positieve of negatieve opmerkingen te formuleren?

Ik dank u alvast voor uw antwoorden.

2 annexes / 2 bijlagen